

CONSEIL COMMUNAL DU 24 AVRIL 2025
GEMEENTERAAD VAN 24 APRIL 2025

REGISTRE
REGISTER

Présents
Aanwezig

Daniel Hublet, *Président/Voorzitter* ;
Boris Dilliès, *Bourgmestre/Burgemeester* ;
Valentine Delwart, Thibaud Wyngaard, Jonathan Biermann, Maëlle De Brouwer, Carine Gol-Lescot, Odile Margaux, Jean-Luc Vanraes, Diane Culer, *Echevin(s)/Schepen(en)* ;
Eric Sax, Marc Cools, Joëlle Maison, Emmanuel De Bock, Jérôme Toussaint, Perrine Ledan, Marion Van Offelen, François Jean Jacques Lambert, Michel Cohen, Aurélie Czekalski, Nicolas Clumeck, Mathias Junqué, Leïla Kabachi, Cécile Roba, Elisabeth Degryse, Ariane de Lobkowicz, Alexandre Meeus, Olivia Bodson, Céline VANDERBORGHT, Patricia Duvieusart, Sarah Unger, Marianne Gustot, Marie Borsu, Jérémie Tojerow, Lara Querton, Isabelle Sirtaine, Buss Walter, Patricia Nagelmackers, Eric Mercenier, Mavinga-Wumba Cathy, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)* ;
Laurence Vainsel, *Secrétaire communale/Gemeentesecretaris*.

Excusés
Verontschuldigd

Bernard Hayette, Yassine Assal, Aleksandra Kokaj, *Conseiller(s) communal(aux)/Gemeenteraadslid(leden)*.

Ouverture de la séance à 18:30
Opening van de zitting om 18:30

SÉANCE PUBLIQUE - OPENBARE ZITTING

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

24.04.2025/A/0001 **Interpellation citoyenne : intégration du vélo dans l'ensemble des politiques communales – police, urbanisme, mobilité, égalité des chances, enseignement et commerce.**

Mmes Schmetters et Brachet et M. Pierlot exposent l'interpellation citoyenne suivante devant l'assemblée :

1. Le GRACQ Uccle a effectué une interpellation citoyenne il y a six ans, au début de la dernière mandature. Le ton était à l'espoir. Nous avons demandé l'intégration du vélo dans l'ensemble des politiques communales – police, urbanisme, mobilité, égalité des chances, enseignement et commerce.

2. Des progrès ont été accomplis. La plupart des engagements de la déclaration de politique générale concernant le vélo ont été tenus – une dizaine de km de pistes marquées ou suggérées, une piste séparée (Bourgmestre Herinckx), des box vélos, des arceaux et un budget accru qui a permis l'octroi de primes à l'achat de vélos électriques. C'est bien. Mais ce n'est pas assez.

3. Le partage de l'espace public est resté inchangé : les cyclistes n'ont été pris en compte que dans la mesure où les aménagements en leur faveur ne gênent pas le trafic automobile et n'entraînent pas ou peu de suppression d'emplacements de parking. La voiture reste prioritaire, le vélo secondaire. Pourtant, le vélo pourrait devenir un moyen de déplacement important si des aménagements corrects étaient réalisés. Une politique cyclable ambitieuse contribuerait aussi à concrétiser vos

engagements pour le climat, la santé et la qualité de l'air.

4. La déclaration de politique générale estime essentiel que chaque piéton, cycliste, automobiliste ou usager des transports en commun puisse se déplacer en toute sécurité. Elle se prononce en faveur d'un « partage harmonieux » de l'espace public et annonce de nouveaux aménagements pour une meilleure cohabitation entre les différents modes de transport. Nous adhérons à cette vision. Nous souhaitons que chacun ait la liberté de se déplacer à vélo à Uccle sans craindre pour sa sécurité ou celle de ses enfants.

5. La déclaration de politique générale inclut des engagements pour les cyclistes. Nous nous en félicitons. Mais nous souhaitons des engagements plus précis sur certains points et la communauté cycliste à Uccle a des attentes complémentaires.

6. Les cyclistes sont presque partout amenés à circuler dans le trafic automobile ; il n'y a pas de piste séparée sur les axes à 50 km/h (Brugmann, J&P Carsoel, De Fré, Dolez, Wolvendael, ou chaussée de Waterloo entre Ixelles et De Fré) ; il n'y a pas de continuité des aménagements (même quand il y a un aménagement dédié, comme la passerelle Verrewinkel, l'avenue Dolez ou de Messidor, le retour dans le trafic automobile n'est pas intégré dans la réflexion et est dangereux) ; le carrefour Observatoire/De Fré/Waterloo n'est pas sécurisé et les croisements avec le tram non plus (ex : Brugmann/Stalle/Alseberg, Messidor/Brugmann, Stalle/Neerstalle, Mozart/chaussée d'Alseberg). Les rails de tram sont la première cause de chute parmi les accidents sans opposants. Question à Monsieur Wyngaard, échevin des Travaux publics : Outre les quatre aménagements mentionnés dans la déclaration de politique générale (Kamerdelles/Folie, Bosveldweg, Gazelle et Verrewinkel/Chêne), qu'allez-vous faire de plus pour assurer des itinéraires cyclables sécurisés et continus ? Vous engagez-vous à aménager des pistes cyclables séparées sur tous les axes où les voitures sont autorisées à circuler à 50 km/h d'ici la fin de la mandature ?

7. Nous sommes satisfaits que le réaménagement par la Région de la chaussée de Waterloo soit signalé dans la déclaration de politique générale. Nous appelons de nos vœux une coopération constructive avec la Région. Nous sommes satisfaits que le réaménagement par la Région de la chaussée de Waterloo soit signalé dans la déclaration de politique générale. Nous appelons de nos vœux une coopération constructive avec la Région. Nous réitérons notre demande que la chaussée soit à 30 km/h entre l'avenue du Prince d'Orange et la Bascule. Quant au Bois de la Cambre, nous attendons de la commune d'Uccle un accord constructif avec la Ville de Bruxelles pour y réduire au maximum le passage des voitures et marquer les itinéraires cyclables promis depuis 30 ans.

8. Notre demande de lancement d'une réflexion pour une cohabitation harmonieuse avenue J&P Carsoel n'est pas reprise dans la déclaration de politique générale. Pourtant, tous les partis s'y étaient déclarés favorables dans le cadre du sondage que le GRACQ Uccle avait réalisé en amont des dernières élections. Question à l'échevin de la Mobilité, Monsieur Biermann : Vous engagez-vous à lancer cette réflexion ?

9. Les Véhicules utilitaires sportifs (SUV) sont toujours plus nombreux. Ils sont inadaptés à un contexte urbain. Ils empiètent sur les bandes cyclables et les trottoirs, gênant cyclistes et piétons. Le croisement avec les bus est souvent impossible, générant de nouvelles congestions. Ils contribuent à une détérioration plus rapide de la voirie et endommagent les trottoirs. Ils rendent les Sens uniques limités (SUL) dangereux sinon impraticables. Ce sont des aberrations sur le plan environnemental. Enfin, ils représentent un enjeu de santé publique puisqu'ils émettent davantage de particules fines au freinage que des véhicules plus légers et sont plus létaux pour les tiers en cas de collision. Nous demandons à la commune d'interdire aux voitures de grande dimension l'accès aux voiries étroites et aux SUL. Nous estimons en outre que les nuisances qu'ils provoquent justifient de les taxer

davantage. Le GRACQ n'a jamais dégonflé les pneus des SUV ni appelé à le faire – en dépit des remarques diffamatoires à son égard sur certains réseaux sociaux. Nous regrettons que l'inaction des politiques aboutisse à un climat de tension et de polarisation malsain. Une partie de la population se sent agressée par les SUV, et notamment les cyclistes. Question à Monsieur Vanraes, échevin pour la santé, Madame Delwart, échevine en charge de la fiscalité et Monsieur Biermann, échevin de la Mobilité : Êtes-vous prêts à mener une étude pour évaluer les effets positifs et négatifs d'une majoration de la carte de stationnement pour les SUV, et pour identifier les SUL dans lesquels leur passage devrait être prohibé ?

10. L'aménagement de la place de Saint-Job, du square des Héros et du Parvis Saint-Pierre est prévu sous cette mandature. Nous vous demandons de mettre la mobilité active au centre de ces aménagements. Cela suppose d'organiser autrement et dans certains cas limiter la circulation automobile sur ces places qui devraient retrouver un caractère convivial – ce qui renforcera leur attractivité commerciale. Demande à Monsieur Wyngaard, échevin en charge des travaux publics : Le GRACQ souhaite faire partie du comité de pilotage qui sera établi pour réfléchir au réaménagement du Parvis Saint-Pierre et être consulté concernant la place de Saint-Job et le square des Héros.

11. Nous demandons à la commune de récolter des données objectives concernant les modes de déplacement des clients sur les différents pôles commerçants de la commune, par le biais d'enquêtes robustes sur le plan méthodologique. Question à Madame Delwart, échevine du Commerce et Monsieur Biermann, échevin de la Mobilité : Vous engagez-vous à consacrer un budget à cet effet ?

12. Le pont Carsoel est un projet qui n'a pas bien tenu compte du RER vélo. Les cyclistes n'auront d'autre option que de prendre un seul et unique ascenseur, trop petit pour les vélos cargos, quand ils voudront quitter le RER vélo pour prendre l'avenue Latérale. Pas de plan B en cas de panne d'ascenseur, un aménagement anxiogène, en particulier quand il fait sombre (et il fait sombre dès la sortie des classes en hiver). Et ce parce que la commune n'a pas tenu tête à quelques riverains qui estimaient que la rampe pour les cyclistes n'était pas jolie. Nous nous félicitons que la déclaration de politique générale indique que, s'agissant du tunnel cyclo-piéton sous la gare de Calevoet, la même erreur ne sera pas répétée. Ce RER vélo, c'est l'Arlésienne, on en parle beaucoup mais cela n'arrive jamais. Monsieur le Bourgmestre, engagez-vous une concertation avec les communes limitrophes pour obtenir que les subsides nécessaires pour le RER vélo soient débloqués par les Régions concernées et le gouvernement fédéral ?

13. Concernant la chaussée d'Alseberg, le GRACQ a participé au comité de pilotage des travaux. Une piste cyclable de la rue de Stalle à l'Avenue Floréal a été refusée afin de maintenir les parkings pour les voitures. L'absence de piste entre la rue du Doyenné et l'avenue Floréal crée une discontinuité dans le parcours cyclable, d'autant plus regrettable que cela dessert les écoles rue du Doyenné. On nous a promis à l'époque que pour compenser l'absence de piste sur ce tronçon, les rues de Nieuwenhove, du Postillon et du Doyenné seraient des rues cyclables... Promesse non tenue. Par ailleurs, les bacs à plantes au début de la chaussée d'Alseberg ont été déplacés pour permettre un supplément de parkings sur le trottoir au détriment des piétons. C'est une violation du plan d'urbanisme. M. Biermann, M. Wyngaard, nous demandons que la piste soit réalisée sur le tronçon Doyenné-Floréal, le trottoir partagé étant trop étroit, et que les trois voiries mentionnées soient sans délai transformées en rues cyclables.

14. Nous demandons de continuer le trottoir-piste cyclable de l'avenue des Hospices entre le n° 156 (entrée de la ferme Saint-Eloi) et le n° 158, cette partie ne comportant aucun revêtement autre que de la boue.

15. Nous proposons de continuer la rue du Wagon (en face de l'Administration communale) par une piste cyclable et piétonne jusqu'au parking de

la gare de Calevoet. Le projet de voie réservée aux bus a fait l'objet d'un recours en annulation au Conseil d'Etat, mais cela ne devrait pas empêcher d'avancer d'ores et déjà concernant la partie cyclo-piétonne de ce projet.

16. Nous demandons plus de stations Villo, notamment dans le sud de la commune.

17. Nous souhaitons une signalisation claire des itinéraires cyclables régionaux et communaux et une carte avec les aménagements, équipements et services sur le site de la commune. Nous demandons également que les pistes cyclables soient régulièrement nettoyées, déneigées et entretenues.

18. Nous demandons à la commune d'organiser plus de formations et séances d'information concernant le code de la route et le code de la voie publique, qui entrera en vigueur en 2026 : dans les écoles, Madame Gol-Lescot, dans le Wolvendaël, dans le journal des seniors, Monsieur Vanraes. Nous souhaitons une multiplication des séances d'information pour tous et des conférences sur la mobilité dans le centre administratif. La commune pourrait aussi proposer des formations pour rouler à vélo dans le trafic, ce qui permettrait de former les cyclistes aux règles du code de la voie publique, en s'inspirant des formations que mène déjà le GRACQ Uccle. Monsieur le Bourgmestre, cette demande vous est adressée puisque vous supervisez la police et le service de prévention.

19. Nous voudrions connaître le nombre de vélo-box installés sous la dernière mandature par rapport au nombre de demandes. Nous demandons de poursuivre l'installation de vélo-box et, notamment pour les vélos cargos et longtail, l'aménagement de locaux vacants au rez-de-chaussée pour accueillir des vélos et le renforcement des exigences concernant les locaux pour les vélos dans le cadre des projets d'urbanisme.

20. Enfin, nous nous félicitons de la relance du Conseil consultatif des modes actifs (CCMA), mais seulement à condition de tirer les leçons du CCMA sous le mandat précédent : des réunions régulières dont le nombre et les dates sont connus à l'avance (entre 3 et 5 par an) ; un mandat clair ; un secrétariat dédié ; un agenda communiqué à l'avance et des comptes-rendus rapides ; et la présence des échevins de la Mobilité et des Travaux publics lors des réunions, voire d'autres responsables en fonction des sujets évoqués. Le GRACQ Uccle souhaite y avoir au moins un représentant.

21. Nous sommes déterminés à défendre les intérêts des cyclistes ucclois, car une commune plus cyclable est une commune plus agréable pour tous. Nous comptons sur une écoute attentive et une collaboration constructive pour faire avancer la place du vélo à Uccle.

Mme Duvieusart rappelle que son groupe politique est en faveur de la mobilité douce (et notamment du vélo) car elle contribue à l'amélioration de la santé mentale et physique en réduisant le stress, l'anxiété et le risque de maladies cardiovasculaires. Il ne faut pas oublier que chaque année, 900 personnes meurent à Bruxelles en raison de la pollution due aux particules fines. Or, le vélo s'avère 500 à 700 fois moins polluant que la voiture, étant donné qu'il évite le rejet des gaz à effet de serre. En 6 ans, la mandature précédente n'a évidemment pas été en mesure de renverser le mouvement effectué en faveur de la voiture au cours des 60 dernières années. Néanmoins, outre l'aménagement d'une piste cyclable séparée avenue Bourgmestre Jean Herinckx, des efforts ont été accomplis en faveur du vélo rue Egide Van Ophem, rue Baron Van Hamme ainsi que sur une partie de la chaussée d'Alseberg. Il y a certainement encore beaucoup à faire, les auteurs de l'interpellation sont exigeants à cet égard et ont raison de l'être, mais Mme Duvieusart espère que beaucoup d'autres actions pourront être entreprises au cours de cette mandature-ci.

Il va de soi que tout le monde ne peut pas se déplacer à pied ou à vélo.

Cependant, une augmentation de l'usage du vélo contribuerait à désengorger la circulation urbaine et les citoyens qui ne peuvent renoncer à la voiture en tireraient également bénéfice car ils subiraient moins les embouteillages. Outre la menace qu'ils représentent pour la santé publique, les embouteillages sont aussi une source de coûts supplémentaires : selon une étude récente de la FEBIAC et de la FEB, organisations qui ne peuvent être accusées d'un parti-pris « anti-voiture », les embouteillages de l'année dernière ont entraîné un coût de près de 5 milliards d'euros.

Le groupe politique de Mme Duvieusart est tout à fait favorable à un partage harmonieux de l'espace public, de manière à ce que les cyclistes puissent circuler sans être obligés de se réfugier sur les trottoirs, qui doivent demeurer l'apanage des piétons.

M. Cools estime que beaucoup a déjà été entrepris par le passé pour améliorer la situation, comme l'ont souligné les auteurs de l'interpellation, mais ce travail n'est jamais achevé.

Toutefois, le partage de l'espace public s'avère une tâche délicate. Le groupe Uccle en avant considère pour sa part qu'il n'est pas possible de créer une piste cyclable séparée en site propre sur toutes les voiries à 50 km/heure.

Le groupe Uccle en avant est un chaud partisan du RER Vélo. Selon M. Cools, le Collège devrait entreprendre à nouveau des démarches auprès de la Région et du gouvernement fédéral afin d'obtenir le financement d'une passerelle sous le viaduc de Calevoet, et ce d'autant plus qu'un parcours de 5 km en terrain plat et sur site propre entre la gare de Calevoet et la gare du Midi est accessible, même pour des gens qui ne sont pas de grands sportifs.

Vu que 80 % du territoire communal se situent à 2 km d'une gare, il convient non seulement de favoriser l'accès aux gares pour les cyclistes mais aussi de sécuriser les vélos de manière à ce que les cyclistes les retrouvent intacts après avoir pris le train.

Par rapport à la rue du Wagon, M. Cools n'est plus partisan d'une liaison en bus entre la rue de Stalle et la gare de Calevoet, en raison des dommages qu'elle serait susceptible de causer aux immeubles. Il est davantage favorable à l'aménagement d'un chemin piéton-cycliste, ne fût-ce qu'en dolomie stabilisée, pour assurer cette liaison.

L'information quant au code de la route est évidemment importante tant pour les cyclistes que pour les autres usagers.

M. Cools se pose des questions quant à la pertinence d'une extension du réseau Villo car il a parfois l'impression que celui-ci est un alibi destiné à permettre à la société publicitaire de placarder des panneaux publicitaires. On ne voit d'ailleurs guère de bicyclettes Villo circuler à Uccle, ces vélos électriques s'avérant lourds et peu maniables par rapport à ce qu'on observe à l'étranger.

Quoi qu'il en soit, le groupe Uccle en avant est en faveur d'une politique équilibrée qui tienne compte de l'ensemble des modes de déplacement.

M. Toussaint affirme que le groupe de la Liste du Bourgmestre n'est pas dogmatique en matière de mobilité et donc vise à assurer une cohabitation harmonieuse entre les différents modes de déplacement sans donner la primauté à l'un par rapport aux autres, et ce d'autant plus que chacun est tour à tour piéton, cycliste, automobiliste ou usager des transports en commun.

Le groupe politique de M. Toussaint est favorable au développement du vélo car un vélo en plus, c'est souvent une voiture en moins, avec tous les avantages qui en découlent. Il convient donc d'accompagner les personnes qui font le choix d'opérer une transition de leur mode de déplacement vers le vélo.

L'interpellation citoyenne qui vient d'être présentée semble témoigner d'une certaine frustration. Les orateurs qui se sont exprimés déplorent une certaine lenteur dans la réalisation des aménagements cyclistes mais force est de constater que les efforts accomplis ces dernières années à Uccle ont débouché sur des résultats

concrets : de nouvelles pistes cyclables non seulement avenue Bourgmestre Jean Herinckx mais aussi rue Egide Van Ophem, sans parler du projet en gestation avenue de la Gazelle.

L'offre de stationnement pour les vélos est en hausse. M. Toussaint estime qu'il est possible de créer du stationnement pour les vélos sans porter préjudice au stationnement pour les voitures. L'orientation claire adoptée par le Collège précédent sera poursuivie avec celui-ci.

M. Toussaint tient toutefois à rappeler que la commune ne peut pas tout, vu que certaines voiries relèvent de la Région, et qu'elle a besoin d'être aidée, ce qui pose le problème des subsides.

Si l'on veut disposer d'alternatives crédibles à la voiture, il faut, parallèlement aux efforts accomplis en faveur du vélo, entreprendre des actions pour développer un réseau de transports en commun plus qualitatif.

M. Toussaint partage le point de vue des orateurs sur le RER vélo et regrette que l'accent soit mis sur l'axe est-ouest plutôt que sur l'axe nord-sud. À cet égard, une action de sensibilisation du GRACQ envers Mme le Ministre Van den Brandt serait peut-être opportune.

Pour ce qui concerne Villo, M. Toussaint estime qu'il s'agit d'un modèle en perte de vitesse, dont le coût est souvent compensé par la publicité. Il faut avoir le courage de réévaluer l'investissement public par rapport au service effectivement offert à la collectivité.

M. Tojerow précise que le groupe socialiste partage l'objectif des auteurs de l'interpellation citoyenne, et donc souhaite lever les freins au développement de la communauté des cyclistes.

Il n'y aura pas un partage harmonieux de l'espace public tant que subsistera une inégalité entre les usagers forts et les usagers faibles. Il convient donc d'envisager l'aménagement de pistes cyclables sécurisées, en travaillant en priorité sur les zones à 50 km/h. M. Tojerow pense qu'il est possible d'agir en ce sens sans supprimer des places de stationnement, même s'il faut aussi faire preuve de créativité pour trouver des zones de stationnement hors voirie, notamment dans les espaces commerciaux des quartiers les plus denses.

M. Tojerow remarque aussi que certains Ucclois vivent dans des maisons ou appartements dotés d'un garage susceptibles d'accueillir des vélos alors que d'autres ne disposent pas de cette possibilité. Il faut donc augmenter le nombre de box vélo si l'on veut accroître la communauté des cyclistes.

Le système actuel de primes ne permet pas de vaincre l'inégalité quant à la capacité d'acquérir un vélo électrique, vu qu'il bénéficie à des citoyens qui ont les moyens de déboursier dans un premier temps plusieurs centaines voire plusieurs milliers d'euros pour toucher ensuite 250 € en chèques-commerces. M. Tojerow propose donc de consacrer une partie de ces moyens à la mise de place de prêts à taux zéro pour l'acquisition de vélos électriques et à l'organisation d'un système de location de vélos de ce type.

Il conviendrait aussi d'étudier l'opportunité d'une augmentation éventuelle de la carte riverain pour les SUV démesurés et autres grands véhicules.

Il faudrait faire preuve de créativité dans le débat relatif au Bois de la Cambre.

Quoi qu'il en soit, M. Tojerow espère que tous les groupes politiques coopèrent en vue d'une politique équilibrée en ce domaine, qui n'oppose pas la promotion du vélo à la légitime préoccupation pour le commerce.

M. l'Echevin Biermann répond que le Collège actuel s'inscrit dans la continuité du Collège précédent, comme l'attestent les engagements de la déclaration de politique générale.

Les préoccupations liées à l'usage du vélo au quotidien feront l'objet d'un

dialogue structurel qui associera MM. les Echevins Biermann et Wyngaard, outre ce qui est déjà prévu dans le cadre du Conseil consultatif des modes actifs.

La commune est depuis longtemps très engagée sur les thématiques de prévention, de sensibilisation et de formation relatives à la sécurité routière en lien avec l'usage du vélo. Toutes les écoles communales organisent le brevet vélo. La commune participe aussi au projet Vollenbike et s'est d'ailleurs battue pour garantir son maintien cette année en dépit des incertitudes quant à l'octroi de subsides. Ce projet sera juste décalé de quelques mois.

M. l'Echevin Biermann rappelle aussi le projet relatif à l'organisation d'une vélothèque lancé par M. Lambert-Limbosch lorsqu'il exerçait des fonctions scabinales sous la mandature précédente.

Uccle a été une commune pionnière pour l'octroi d'une prime vélo, dont le budget a été considérablement augmenté.

Pour ce qui concerne la problématique des parkings vélos, outre la centaine de box placés sur le territoire communal, il y a 519 emplacements loués. M. l'Echevin Biermann remarque toutefois la présence de 800 personnes sur la liste d'attente ainsi que les difficultés liées à la nécessité de se conformer aux exigences de Bruxelles-mobilité pour le placement des box et à l'obligation de placer les box subsidiés exclusivement sur les parkings automobiles. Il serait sans doute opportun de réfléchir aux conditions d'une cohabitation harmonieuse entre cyclistes et automobilistes.

Le Collège a beaucoup travaillé sur la problématique des espaces inoccupés, qui a donné lieu à des rencontres avec les responsables de l'Agence régionale de stationnement. Ces derniers ne semblent toutefois pas favorables à une poursuite de la réflexion en raison de problèmes budgétaires et d'un manque de rentabilité du projet.

Il convient cependant de souligner que les exigences en cette matière sont très élevées pour ce qui concerne l'octroi des permis d'urbanisme. Dans les projets de rénovation, on promeut la création de locaux vélos accessibles au quotidien alors que le règlement régional d'urbanisme (RRU) ne l'exige pas, et dans les nouveaux projets, on tend à un emplacement vélo par personne plutôt que par chambre, conformément aux exigences de Bruxelles-Environnement.

Pour ce qui concerne les vitesses de circulation, seul un tronçon de la chaussée de Waterloo n'est pas à 30 km/h.

Parmi les voiries à 50 km/h où des efforts ont été accomplis, il faut citer aussi l'avenue Van Bever où des pistes cyclables ont été créées de part et d'autre.

Pour le reste, des engagements ont été pris pour harmoniser la vitesse de circulation à 30 km/h, notamment sur l'avenue Jean et Pierre Carsoel.

Pour ce qui concerne le Bois de la Cambre, les propositions formulées par M. Tojerow lors de la réunion du mois d'avril du comité d'accompagnement à la Ville de Bruxelles ont suscité l'intérêt de plusieurs intervenants, notamment la STIB et De Lijn, et ont été soumises à l'analyse du bureau d'études.

M. l'Echevin Wyngaard répond que le Collège va poursuivre le maillage du réseau cyclable.

Dans le nord de la commune, la piste cyclable historique de l'avenue de Messidor a été complétée par celles qui ont été aménagées sur les avenues Hellebout, Herinck, Churchill. En outre, le Lijkweg a été rénové et une bande confort a été créée rue Roberts-Jones. Ce travail va être poursuivi sur l'axe Kamerdelle-Folie de même que sur le Bosveldweg, de manière à assurer un continuum cyclable. Mais l'administration communale ne dispose évidemment pas des moyens pour bouleverser radicalement en quelques années la configuration de l'espace public.

La problématique du retour des cyclistes dans le trafic, soulevée par les auteurs de l'interpellation citoyenne, n'est pas anodine. Suite à une demande du GRACQ, un aménagement dans cette optique a été opéré rue de Stalle à hauteur du Sparrenweg. Un dispositif analogue sera mis en œuvre pour le croisement

Wolvendael-Folie et un projet de plateau est prévu pour le carrefour Kamerdelle-Dieweg-Folie.

Pour ce qui concerne le square des Héros, le Collège avait déjà adopté sous la mandature précédente une position de principe correspondant aux doléances exprimées par les auteurs de l'interpellation citoyenne. Il y a déjà eu des contacts approfondis avec la Région à ce sujet, vu le nombre de lignes de bus et de tram et la proportion d'usagers qui transitent par le square des Héros.

Les travaux d'aménagement de la place de Saint-Job, qui ont donné lieu à un processus de participation citoyenne très approfondi, sont beaucoup plus avancés que ceux du Parvis Saint-Pierre. Deux scénarios semblent se dessiner : le dispositif giratoire ou le rattachement nord. Il faudra peaufiner le projet avec le bureau d'études. Mais le Collège a la ferme volonté d'aboutir à une configuration plus conviviale et sécurisante de l'espace public sur ce site, de manière à assurer le confort des piétons, des cyclistes et des autres usagers, sans négliger la problématique du passage du tram 92, qui doit être intégrée dans l'équation.

Pour ce qui concerne le Parvis Saint-Pierre, des études ont été réalisées dans le cadre du Plan communal de mobilité. Le Collège s'engage à réunir toutes les parties prenantes pour construire un espace public plus sécurisé au Parvis Saint-Pierre.

Par rapport aux aménagements des gares de Calevoet et de Saint-Job dans la perspective du RER vélo, les travaux sur la place de Saint-Job avancent bien. Le tram circulera sur le pont Carsoel à partir du 2 juin et la fluidité pour l'ensemble du trafic pourra être garantie le 19 juillet. La rampe dont il est question est réservée aux piétons car, du fait qu'elle serpente, elle n'est guère confortable pour les cyclistes. Lorsque le RER sera intégré dans les axes aménagés, des sorties vers l'avenue Latérale et le Vivier d'Oie seront prévues mais il faudra déterminer les lieux précis. Il faut en effet veiller à ce que ce RER ne soit pas seulement destiné aux navetteurs qui viennent de la périphérie mais soit aussi accessible pour les Ucclois.

M. le Bourgmestre remercie les auteurs de l'interpellation citoyenne pour leurs suggestions auprès des autorités communales.

Il comprend parfaitement qu'ils puissent avoir le sentiment que les choses ne vont pas assez loin, que la situation n'évolue pas assez vite.

Il ne faut toutefois pas oublier que la commune d'Uccle est très étendue et que les populations qui y vivent ont des modes de déplacement très différents pour toute une série de raisons.

Certains pourraient penser qu'en réduisant au maximum l'utilisation de la voiture, on pourrait, par la contrainte, forcer un basculement en faveur du vélo. Mais il ne faut pas perdre de vue qu'Uccle compte des quartiers mal desservis en transports en commun, dont les habitants n'ont pour le moment d'autre choix que de recourir à la voiture.

C'est la raison pour laquelle les familles politiques représentées à Uccle ont toujours préféré opter pour une approche équilibrée.

Le Collège continuera à se mobiliser pour débloquer le dossier du Bois de la Cambre, en veillant à y intégrer la thématique de la mobilité douce.

Mmes Schmetters et Brachet et M. Pierlot reconnaissent les efforts accomplis et sont bien conscients du fait que la commune ne dispose pas de tous les leviers.

Mais c'est le propre d'une organisation telle que le GRACQ de titiller le pouvoir politique afin que celui-ci fasse preuve de persévérance, et ce d'autant plus qu'il subsiste des freins à l'usage du vélo. En effet, beaucoup de citoyens affirment qu'ils aimeraient bien opter pour le vélo mais qu'ils ont trop peur pour eux-mêmes et pour leurs enfants.

Les auteurs de l'interpellation citoyenne se réjouissent toutefois de la mise en

place d'un dialogue structurel avec MM. les Echevins Wyngaard et Biermann et ne manqueront pas de faire du lobbying auprès de la Région et des autres acteurs impliqués.

Mmes Schmetters et Brachet et M. Pierlot plaident en faveur du lancement d'études plus précises sur les modes de déplacement des clients des commerces ou sur les avantages et inconvénients des Villo, afin de disposer de données factuelles plus pertinentes.

Ils pensent aussi que le Collège devrait examiner l'éventualité d'une interdiction du passage des SUV dans les rues étroites ou les rues à sens limité.

Ils se réjouissent toutefois du climat de collaboration qui règne au sein de l'assemblée.

Le Conseil prend connaissance.

40 votants : 40 votes positifs.

Burgerinterpellatie : integratie van fietsen in al het gemeentelijk beleid - politie, stadsplanning, mobiliteit, gelijke kansen, onderwijs en handel.

Mevr. Schmetters, mevr. Brachet en de h. Pierlot leggen de volgende burgerinterpellatie voor aan de vergadering:

1. GRACQ Uccle heeft zes jaar geleden, aan het begin van de vorige legislatuur, een burgerinterpellatie ingediend. De toon was hoopvol. We hebben gevraagd om de fiets te integreren in alle gemeentelijke beleidsmaatregelen - politie, stedenbouw, mobiliteit, gelijke kansen, onderwijs en handel.

2. Er is vooruitgang geboekt. De meeste toezeggingen uit de algemene beleidsverklaring met betrekking tot de fiets zijn nagekomen: een tiental kilometer gemarkeerde stroken of fietssuggestiestroken, een apart fietspad (burgemeester Herinckx), fietsboxen, fietsenbogen en een verhoogd budget voor de toekenning van premies voor de aankoop van elektrische fietsen. Dat is goed maar het is niet genoeg.

3. De verdeling van de openbare ruimte is ongewijzigd gebleven: er is alleen rekening gehouden met fietsers voor zover de aanpassingen ten gunste van hen het autoverkeer niet hinderen en geen of weinig parkeerplaatsen kosten. De auto blijft voorrang hebben, de fiets komt op de tweede plaats. Toch zou de fiets een belangrijk vervoermiddel kunnen worden als er de juiste aanpassingen zouden worden gedaan. Een ambitieus fietsbeleid zou ook bijdragen tot de verwezenlijking van uw engagementen op het vlak van klimaat, gezondheid en luchtkwaliteit.

4. In de algemene beleidsverklaring wordt het essentieel geacht dat elke voetganger, fietser, automobilist of gebruiker van het openbaar vervoer zich in alle veiligheid kan verplaatsen. Er wordt gepleit voor een "harmonieuze verdeling" van de openbare ruimte en nieuwe aanpassingen aangekondigd voor een betere co-existentie tussen de verschillende vervoerswijzen. We sluiten ons aan bij deze visie. We willen dat iedereen zich vrij kan verplaatsen met de fiets in Ukkel, zonder te hoeven vrezen voor zijn veiligheid of die van zijn kinderen.

5. De algemene beleidsverklaring bevat engagementen voor fietsers. We juichen dit toe. We wensen echter meer concrete engagementen op bepaalde punten en de fietsgemeenschap in Ukkel heeft bijkomende verwachtingen.

6. Fietsers moeten bijna overal in het autoverkeer rijden; er is geen gescheiden fietspad op de wegen met een maximumsnelheid van 50 km/u (Brugmann, J&P Carsoel, De Fré, Dolez, Wolvendaal of Waterloosteenweg tussen Elsene en De Fré); er is geen continuïteit in de inrichting (zelfs wanneer er een speciale voorziening is, zoals de Verrewinkelbrug, de Dolezlaan of Messidor, is de terugkeer naar het autoverkeer niet in het ontwerp opgenomen en is dit gevaarlijk); het kruispunt Sterrewacht/De Fré/Waterloo is niet beveiligd en de kruisingen met de tram evenmin

(bijvoorbeeld Brugmann/Stalle/Alseberg, Messidor/Brugmann, Stalle/Neerstalle, Mozart/Alsebergsesteenweg). De tramrails zijn de belangrijkste oorzaak van valpartijen bij ongevallen zonder tegenpartij. Vraag aan de h. Wyngaard, schepen van Openbare Werken: wat gaat u, naast de vier aanpassingen die in de algemene beleidsverklaring worden genoemd (Kamerdelle/Folie, Bosveldweg, Gazelle en Verrewinkel/Eikenbos), nog meer doen om veilige en aaneengesloten fietsroutes te garanderen? Verbindt u zich ertoe om tegen het einde van de ambtstermijn op alle assen waar auto's met 50 km/u mogen rijden, gescheiden fietspaden aan te leggen?

7. We zijn tevreden dat de herinrichting van de Waterlooosesteenweg door het Gewest in de algemene beleidsverklaring wordt vermeld. We hopen op een constructieve samenwerking met het Gewest. We zijn tevreden dat de herinrichting van de Waterlooosesteenweg door het Gewest in de algemene beleidsverklaring wordt vermeld. We hopen op een constructieve samenwerking met het Gewest. We herhalen ons verzoek om een maximumsnelheid van 30 km/u tussen de Prins van Oranjelaan en Bascule. Wat het Ter Kamerenbos betreft, verwachten we van de gemeente Ukkel een constructief akkoord met Brussel-Stad om het autoverkeer daar zoveel mogelijk te beperken en de fietsroutes aan te leggen die al 30 jaar zijn beloofd.

8. Ons verzoek om een reflectie op gang te brengen over een harmonieuze coëxistentie in de J&P Carsoellaan is niet opgenomen in de algemene beleidsverklaring. Nochtans hadden alle partijen zich hier voorstander van verklaard in de enquête die GRACQ Uccle voorafgaand aan de laatste verkiezingen had gehouden. Vraag aan de schepen voor Mobiliteit, de h. Biermann: verbindt u zich ertoe deze reflectie op gang te brengen?

9. Er komen steeds meer SUV's. Deze voertuigen zijn niet geschikt voor een stedelijke omgeving. Ze nemen fietsstroken en trottoirs in beslag waardoor fietsers en voetgangers hinder ondervinden. Kruisen met bussen is vaak onmogelijk, wat nieuwe files veroorzaakt. Ze dragen bij tot een snellere slijtage van het wegennet en beschadigen de trottoirs. Ze maken eenrichtingsverkeer gevaarlijk of zelfs onmogelijk. Ze zijn een aanfluiting voor het milieu. Ten slotte vormen ze een probleem voor de volksgezondheid omdat ze bij het remmen meer fijnstof uitstoten dan lichtere voertuigen en bij een botsing dodelijker zijn voor derden. Wij vragen de gemeente om grote auto's te weren uit smalle straten en eenrichtingsstraten. Wij zijn bovendien van mening dat de overlast die ze veroorzaken een hogere belasting rechtvaardigt. GRACQ heeft nooit de banden van SUV's leeggelaten en heeft ook nooit opgeroepen om dat te doen, ondanks de lasterlijke opmerkingen over de organisatie op bepaalde sociale netwerken. Wij betreuren het dat het gebrek aan actie van de politiek leidt tot een klimaat van spanning en ongezonde polarisatie. Een deel van de bevolking voelt zich bedreigd door SUV's, met name fietsers. Vraag aan de h. Vanraes, schepen voor gezondheid, mevr. Delwart, schepen voor fiscaliteit, en de h. Biermann, schepen voor mobiliteit: Bent u bereid een studie uit te voeren om de positieve en negatieve effecten van een verhoging van de parkeerkaart voor SUV's te evalueren en om de eenrichtingsstraten aan te wijzen waar SUV's moeten worden verboden?

10. De herinrichting van het Sint-Jobsplein, de Heldensquare en het Sint-Pietersvoorplein staat op het programma voor deze legislatuur. Wij vragen u om actieve mobiliteit centraal te stellen in deze herinrichtingen. Dit houdt in dat het autoverkeer op deze pleinen anders moet worden georganiseerd en in sommige gevallen moet worden beperkt, zodat ze weer een gezellig karakter krijgen, wat hun commerciële aantrekkingskracht zal versterken. Vraag aan de h. Wyngaard, schepen bevoegd voor openbare werken: GRACQ wenst deel uit te maken van de stuurcomité dat zal worden opgericht om na te denken over de herinrichting van het Sint-Pietersvoorplein en te worden geraadpleegd over het Sint-Jobsplein en de Heldensquare.

11. Wij vragen de gemeente om objectieve gegevens te verzamelen over de

verplaatsingswijzen van klanten naar de verschillende winkelcentra in de gemeente, door middel van methodologisch degelijke enquêtes. Vraag aan mevr. Delwart, schep en van Handel, en de h. Biermann, schep en van Mobiliteit: verbinden jullie je ertoe hiervoor een budget uit te trekken?

12. Bij de Carsoelbrug is onvoldoende rekening gehouden met het fiets-GEN. Fietsers hebben geen andere keuze dan één enkele lift te nemen, die te klein is voor bakfietsen, wanneer ze het fiets-GEN willen verlaten om de Zijlaan te nemen. Er is geen plan B als de lift defect is, wat een onrustwekkende situatie is, vooral als het donker is (en dat is het in de winter zodra de scholen sluiten). Dit komt doordat de gemeente geen weerstand heeft geboden tegen enkele omwonenden die vonden dat de hellingbaan voor fietsers niet mooi was. We zijn verheugd dat in de algemene beleidsverklaring wordt aangegeven dat dezelfde fout niet zal worden herhaald met betrekking tot de fiets- en voetgangerstunnel onder het station Kalevoet. Over dit fiets-GEN wordt veel gesproken maar er gebeurt nooit iets. Meneer de burgemeester, gaat u overleggen met de aangrenzende gemeentes om ervoor te zorgen dat de nodige subsidies voor het fiets-GEN worden vrijgemaakt door de betrokken gewesten en de federale overheid?

13. Wat de Alsebergsesteenweg betreft, heeft GRACQ deelgenomen aan het stuurcomité voor de werkzaamheden. Een fietspad van de Stallestraat naar de Floréallaan is geweigerd om de parkeerplaatsen voor auto's te behouden. Het ontbreken van een fietspad tussen de Dekenijstraat en de Floréallaan zorgt voor een onderbreking in de fietsroute, wat des te meer te betreuren is omdat deze route de scholen in de Dekenijstraat bedient. Er werd ons destijds beloofd dat ter compensatie van het ontbreken van een fietspad op dit traject Nieuwenhove, Postillon en Dekenij fietsstraten zouden worden... Deze belofte is niet nagekomen. Bovendien zijn de plantenbakken aan het begin van de Alsebergsesteenweg verplaatst om extra parkeerplaatsen op het trottoir te creëren, ten koste van de voetgangers. Dit is in strijd met het stadsplan. De h. Biermann, de h. Wyngaard, wij vragen dat het fietspad wordt aangelegd op het gedeelte Dekenij-Floréal, aangezien het gedeelte trottoir te smal is, en dat de drie genoemde wegen onverwijld worden omgevormd tot fietsstraten.

14. Wij vragen dat het trottoir-fietspad in de Godshuizenlaan tussen nr. 156 (ingang van de Sint-Elois boerderij) en nr. 158 wordt voortgezet, aangezien dit gedeelte alleen uit modder bestaat.

15. Wij stellen voor om de Wagenstraat (tegenover het gemeentebestuur) voort te zetten met een fiets- en voetpad tot aan de parking van het station Kalevoet. Tegen het project voor een busbaan is beroep ingesteld bij de Raad van State maar dat mag geen belemmering vormen om alvast verder te gaan met het fiets- en voetgangersgedeelte van dit project.

16. We vragen meer Villo-stations, met name in het zuiden van de gemeente.

17. We willen een duidelijke bewegwijzering van de gewestelijke en gemeentelijke fietsroutes en een kaart met de voorzieningen, uitrustingen en diensten op de website van de gemeente. We vragen ook dat de fietspaden regelmatig worden schoongemaakt, sneeuwvrij worden gemaakt en worden onderhouden.

18. We vragen de gemeente om meer opleidingen en infosessies te organiseren over de verkeersregels en de wegcode, die in 2026 van kracht wordt: in de scholen, mevr. Gol-Lescot, in de Wolvendaal, in de seniorenkrant, de h. Vanraes. We willen meer infosessies voor iedereen en conferenties over mobiliteit in het administratief centrum. De gemeente zou ook opleidingen kunnen aanbieden om te fietsen in het verkeer zodat fietsers de regels van de openbare weg leren, naar het voorbeeld van de opleidingen die GRACQ Uccle al organiseert. Mijnheer de burgemeester, dit verzoek is aan u gericht omdat u toezicht houdt op de politie en de Preventiedienst.

19. We zouden graag weten hoeveel fietsboxen er tijdens de vorige ambtstermijn zijn geïnstalleerd in verhouding tot het aantal aanvragen. We vragen om

de installatie van fietsboxen voort te zetten en, met name voor bakfietsen en longtailfietsen, leegstaande ruimtes op de begane grond in te richten voor fietsenstallingen en de eisen voor fietsenstallingen in het kader van stedenbouwkundige projecten aan te scherpen.

20. Tot slot zijn we verheugd over de heroprichting van de Adviesraad voor Actieve Verplaatsingswijzen maar alleen op voorwaarde dat lering wordt getrokken uit de Adviesraad tijdens de vorige ambtstermijn: regelmatige vergaderingen waarvan het aantal en de data vooraf bekend zijn (tussen 3 en 5 per jaar); een duidelijk mandaat; een toegewijd secretariaat; een agenda die vooraf wordt meegedeeld en snelle verslagen; en de aanwezigheid van de schepenen van Mobiliteit en Openbare Werken tijdens de vergaderingen, en zelfs van andere verantwoordelijken naargelang de behandelde onderwerpen. GRACQ Uccle wenst hierin minstens één vertegenwoordiger te hebben.

21. Wij zijn vastbesloten om de belangen van de fietsers in Ukkel te verdedigen want een fietsvriendelijke gemeente is een aangenamere gemeente voor iedereen. Wij rekenen op een luisterend oor en een constructieve samenwerking om de fiets in Ukkel een betere plaats te geven.

Mevr. Duvieusart herinnert eraan dat haar fractie voorstander is van zachte mobiliteit (en met name van de fiets), omdat deze bijdraagt tot een betere geestelijke en lichamelijke gezondheid door stress, angst en het risico op hart- en vaatziekten te verminderen. We mogen niet vergeten dat elk jaar 900 mensen in Brussel sterven als gevolg van de vervuiling door fijnstof. De fiets is echter 500 tot 700 keer minder vervuilend dan de auto aangezien hij geen broeikasgassen uitstoot. In zes jaar tijd is de vorige legislatuur er uiteraard niet in geslaagd om de trend van de afgelopen 60 jaar ten gunste van de auto om te buigen. Naast de aanleg van een apart fietspad in de Burgemeester Jean Herinckxlaan zijn er echter ook inspanningen geleverd ten gunste van het fietsen in de Egide Van Ophemstraat, de Baron Van Hammestraat en een deel van de Alsebergsesteenweg. Er is zeker nog veel te doen, de indieners van de interpellatie zijn veeleisend op dat vlak en terecht maar mevr. Duvieusart hoopt dat er tijdens deze ambtstermijn nog veel andere acties kunnen worden ondernomen.

Het spreekt voor zich dat niet iedereen te voet of met de fiets kan verplaatsen. Een toename van het fietsgebruik zou echter bijdragen tot een ontlasting van het stadsverkeer en ook burgers die niet zonder auto kunnen, zouden hiervan profiteren omdat ze minder last zouden hebben van files. Naast het gevaar voor de volksgezondheid, zijn files ook een bron van extra kosten: volgens een recente studie van FEBIAC en FEB, organisaties die niet van een “anti-auto”-houding kunnen worden beschuldigd, hebben de files vorig jaar bijna 5 miljard euro gekost.

De fractie van mevr. Duvieusart is een groot voorstander van een harmonieuze verdeling van de openbare ruimte zodat fietsers kunnen rijden zonder hun toevlucht te moeten nemen tot de trottoirs, die voorbehouden moeten blijven aan voetgangers.

De h. Cools is van mening dat er in het verleden al veel is ondernomen om de situatie te verbeteren, zoals de indieners van de interpellatie hebben benadrukt, maar dat dit werk nooit af is.

Het delen van de openbare ruimte blijkt echter een delicate taak te zijn. Uccle en avant is van mening dat het niet mogelijk is om op alle wegen met een maximumsnelheid van 50 km/uur een aparte fietsstrook aan te leggen.

Uccle en avant is een fervent voorstander van het fiets-GEN. Volgens de h. Cools zou het college opnieuw stappen moeten ondernemen bij het Gewest en de federale overheid om financiering te verkrijgen voor een voetgangersbrug onder het viaduct van Kalevoet, temeer daar er een vlakke fietsroute van 5 km op eigen terrein tussen het station Kalevoet en het Zuidstation beschikbaar is, zelfs voor mensen die niet erg sportief zijn.

Aangezien 80% van het gemeentelijk grondgebied binnen 2 km van een station ligt, moet niet alleen de toegang tot de stations voor fietsers worden bevorderd maar moeten ook de fietsen veilig worden gestald zodat de fietsers ze na het nemen van de trein onbeschadigd terugvinden.

Wat de Wagenstraat betreft, is de h. Cools niet langer voorstander van een busverbinding tussen de Stallestraat en het station Kalevoet, vanwege de schade die dit aan de gebouwen zou kunnen toebrengen. Hij is meer voorstander van de aanleg van een voet- en fietspad, al was het maar in gestabiliseerde dolomiet, om deze verbinding te verzekeren.

Informatie over de verkeersregels is uiteraard belangrijk voor zowel fietsers als andere weggebruikers.

De h. Cools vraagt zich af of een uitbreiding van het Villo-netwerk wel zin heeft omdat hij soms de indruk heeft dat dit een alibi is om het reclamebureau de mogelijkheid te geven reclameborden te plaatsen. Er rijden trouwens nauwelijks Villo-fietsen in Ukkel omdat deze elektrische fietsen zwaar en onhandig zijn in vergelijking met wat men in het buitenland ziet.

Hoe dan ook is Uccle en avant voorstander van een evenwichtig beleid dat rekening houdt met alle vervoerswijzen.

De h. Toussaint bevestigt dat de Lijst van de Burgemeester niet dogmatisch is op het vlak van mobiliteit en dus streeft naar een harmonieuze coëxistentie tussen de verschillende vervoerswijzen, zonder de ene voorrang te geven op de andere, temeer daar iedereen beurtelings voetganger, fietser, automobilist of gebruiker van het openbaar vervoer is.

De politieke fractie van de h. Toussaint is voorstander van de ontwikkeling van het fietsen omdat een extra fiets vaak een auto minder betekent, met alle voordelen van dien. Het is dan ook belangrijk om mensen te begeleiden die ervoor kiezen om over te stappen op de fiets.

De zojuist ingediende burgerinterpellatie lijkt te getuigen van een zekere frustratie. De sprekers betreuren dat de aanleg van fietsvoorzieningen traag verloopt maar er moet worden vastgesteld dat de inspanningen van de afgelopen jaren in Ukkel concrete resultaten hebben opgeleverd: nieuwe fietspaden, niet alleen in de Burgemeester Jean Herinckxlaan maar ook in de Egide Van Ophemstraat, en dan hebben we het nog niet eens over het project in de Gazellelaan.

Het aanbod aan fietsenstallingen neemt toe. De h. Toussaint is van mening dat het mogelijk is om fietsenstallingen te creëren zonder dat dit ten koste gaat van de parkeergelegenheid voor auto's. De duidelijke koers die het vorige college heeft uitgezet, zal door het huidige college worden voortgezet.

De h. Toussaint wijst er echter op dat de gemeente niet alles kan doen omdat sommige wegen onder de bevoegdheid van het Gewest vallen en dat zij hulp nodig heeft, wat het probleem van de subsidies opwerpt.

Als we geloofwaardige alternatieven voor de auto willen, moeten we naast de inspanningen voor het fietsverkeer ook maatregelen nemen om een kwalitatiever openbaar vervoer te ontwikkelen.

De h. Toussaint deelt het standpunt van de sprekers over het fiets-GEN en betreurt dat de nadruk ligt op de oost-westas in plaats van op de noord-zuidas. In dit verband zou een sensibiliseringsactie van GRACQ bij minister Van den Brandt wellicht opportuun zijn.

Wat Villo betreft, is de h. Toussaint van mening dat het om een model gaat dat aan kracht inboet en waarvan de kosten vaak worden gecompenseerd door reclame. Er moet de moed worden opgebracht om de overheidsinvesteringen opnieuw te evalueren in het licht van de dienstverlening die daadwerkelijk aan de gemeenschap wordt aangeboden.

De h. Tojerow verduidelijkt dat de socialistische fractie het doel van de indieners van de burgerinterpellatie deelt en dus de belemmeringen voor de ontwikkeling van de fietsgemeenschap wil wegnemen.

Er zal geen harmonieuze verdeling van de openbare ruimte zijn zolang er ongelijkheid blijft bestaan tussen sterke en zwakke weggebruikers. Er moet dan ook worden nagedacht over de aanleg van veilige fietspaden, waarbij prioriteit moet worden gegeven aan zones met een maximumsnelheid van 50 km/u. De h. Tojerow is van mening dat dit mogelijk is zonder parkeerplaatsen te schrappen, ook al moet er creatief worden omgesprongen met de beschikbare ruimte om parkeerplaatsen buiten de openbare weg te vinden, met name in de commerciële zones van de dichtstbevolkte wijken.

De h. Tojerow merkt ook op dat sommige inwoners van Ukkel in huizen of appartementen wonen met een garage waar fietsen kunnen worden gestald, terwijl anderen die mogelijkheid niet hebben. Het aantal fietsboxen moet dus worden uitgebreid als we het aantal fietsers willen vergroten.

Het huidige premiesysteem biedt geen oplossing voor de ongelijkheid in de mogelijkheid om een elektrische fiets aan te kopen omdat het ten goede komt aan burgers die in eerste instantie enkele honderden of zelfs duizenden euro's kunnen betalen om vervolgens € 250 aan handelscheques te ontvangen. De h. Tojerow stelt daarom voor om een deel van deze middelen te besteden aan de invoering van renteloze leningen voor de aankoop van elektrische fietsen en aan de organisatie van een verhuursysteem voor dit type fietsen.

Ook moet worden onderzocht of het wenselijk is om de bewonerskaart voor buitensporig grote SUV's en andere grote voertuigen te verhogen.

Er moet creatief worden gedacht in het debat over het Ter Kamerenbos.

Hoe dan ook hoopt de h. Tojerow dat alle politieke fracties zullen samenwerken aan een evenwichtig beleid op dit gebied, waarbij de bevordering van het fietsen niet tegenover de legitieme bezorgdheid voor de handel wordt geplaatst.

Schepen Biermann antwoordt dat het huidige college de lijn van het vorige college voortzet, zoals blijkt uit de toezeggingen in de algemene beleidsverklaring.

De bezorgdheid over het dagelijks fietsgebruik zal worden besproken in een structurele dialoog waaraan schepen Biermann en Wyngaard zullen deelnemen, naast wat al is voorzien in het kader van de Adviesraad voor Actieve Verplaatsingswijzen.

De gemeente zet zich al lang in voor preventie, sensibilisering en opleiding op het vlak van verkeersveiligheid in verband met het fietsgebruik. Alle gemeentescholen organiseren het fietsbrevet. De gemeente neemt ook deel aan het Vollenbike-project en heeft er trouwens voor gevochten om het dit jaar te behouden, ondanks de onzekerheid over de toekenning van subsidies. Het project wordt slechts enkele maanden uitgesteld.

Schepen Biermann herinnert ook aan het project voor de organisatie van een fietsbibliotheek dat door de h. Lambert-Limbosch werd gelanceerd toen hij tijdens de vorige ambtsperiode schepen was.

Ukkel was een pionier in de toekenning van een fietspremie, waarvan het budget aanzienlijk werd verhoogd.

Wat de fietsenstallingen betreft, zijn er naast de honderd boxen op het grondgebied van de gemeente nog 519 plaatsen verhuurd. Schepen Biermann wijst echter op de 800 personen op de wachtlijst en op de moeilijkheden in verband met de noodzaak om te voldoen aan de eisen van Brussel Mobiliteit voor de plaatsing van boxen en de verplichting om gesubsidieerde boxen uitsluitend op autoparkings te plaatsen. Het zou ongetwijfeld opportuun zijn om na te denken over de voorwaarden voor een harmonieuze coëxistentie tussen fietsers en automobilisten.

Het college heeft zich intensief beziggehouden met het probleem van leegstaande ruimtes, wat heeft geleid tot ontmoetingen met de verantwoordelijken van

het Gewestelijk Parkeeragentschap. Deze lijken echter niet geneigd om verder na te denken over dit onderwerp vanwege budgettaire problemen en een gebrek aan rendabiliteit van het project.

Er moet echter worden benadrukt dat de eisen op dit gebied zeer hoog zijn wat betreft de afgifte van stedenbouwkundige vergunningen. In renovatieprojecten wordt de creatie van dagelijks toegankelijke fietsenstallingen bevorderd, hoewel dit niet verplicht is volgens de gewestelijke stedenbouwkundige verordening, en in nieuwe projecten wordt gestreefd naar één fietsenstalling per persoon in plaats van per kamer, in overeenstemming met de eisen van Leefmilieu Brussel.

Wat de verkeerssnelheid betreft, ligt alleen een deel van de Waterloo-sesteenweg niet in de 30 km/u-zone.

Onder de wegen met een maximumsnelheid van 50 km/u waar inspanningen zijn geleverd, moet ook de Van Beverlaan worden vermeld, waar aan beide zijden fietspaden zijn aangelegd.

Voor het overige zijn er toezeggingen gedaan om de maximumsnelheid op 30 km/u te harmoniseren, met name op de Jean en Pierre Carsoellaan.

Wat het Ter Kamenbos betreft, hebben de voorstellen die de h. Tojerow tijdens de vergadering van het begeleidingscomité van Brussel-Stad in april heeft gedaan, de belangstelling gewekt van verschillende actoren, waaronder de MIVB en De Lijn, en zijn ze ter analyse voorgelegd aan het studiebureau.

Schepen Wyngaard antwoordt dat het college het fietsnetwerk verder zal ontwikkelen.

In het noorden van de gemeente werd het historische fietspad van de Messidorlaan aangevuld met fietspaden in de Helleboutlaan, Herincklaan en Churchillaan. Bovendien werd de Lijkweg gerenoveerd en werd een comfortstrook aangelegd in de Roberts-Jonesstraat. Deze werkzaamheden zullen worden voortgezet op de as Kamerdelle-Folie en op de Bosveldweg, zodat een doorlopend fietspad wordt gegarandeerd. Het gemeentebestuur beschikt echter niet over de middelen om de inrichting van de openbare ruimte in enkele jaren tijd radicaal te veranderen.

De problematiek van de terugkeer van fietsers in het verkeer, die door de indieners van de burgerinterpellatie aan de orde is gesteld, is niet onbelangrijk. Op verzoek van GRACQ is in de Stallestraat ter hoogte van de Sparrenweg een aanpassing in die zin doorgevoerd. Een soortgelijke maatregel zal worden genomen voor het kruispunt Wolvendaal-Folie en voor het kruispunt Kamerdelle-Dieweg-Folie is een plateau gepland.

Wat de Heldensquare betreft, had het college tijdens de vorige ambtstermijn al een principieel standpunt ingenomen dat overeenstemt met de klachten van de indieners van de burgerinterpellatie. Er is al intensief contact geweest met het Gewest over dit onderwerp, gezien het aantal bus- en tramlijnen en het aandeel van de gebruikers dat via de Heldensquare reist.

De inrichtingswerken van de Sint-Jobsplein, die aanleiding hebben gegeven tot een zeer grondig burgerinspraakproces, zijn veel verder gevorderd dan die van het Sint-Pietersvoorplein. Er lijken zich twee scenario's af te tekenen: de rotonde of de noordelijke aansluiting. Het project moet nog worden uitgewerkt met het studiebureau. Het college is echter vastbesloten om te komen tot een gezelligere en veiligere inrichting van de openbare ruimte op deze locatie zodat het comfort van voetgangers, fietsers en andere weggebruikers gewaarborgd wordt, zonder de problematiek van tram 92 uit het oog te verliezen, die in de afweging moet worden meegenomen.

Wat het Sint-Pietersvoorplein betreft, zijn studies uitgevoerd in het kader van het gemeentelijk mobiliteitsplan. Het college verbindt zich ertoe alle betrokken partijen bijeen te brengen om een veiliger openbare ruimte op het Sint-Pietersvoorplein te creëren.

Wat de aanpassingen van de stations Kalevoet en Sint-Job in het kader van het

fiets-GEN betreft, vorderen de werken op het Sint-Jobsplein goed. De tram zal vanaf 2 juni over de Carsoelbrug rijden en op 19 juli zal de doorstroming van het verkeer volledig zijn hersteld. De hellingbaan in kwestie is voorbehouden aan voetgangers omdat deze door zijn kronkelende karakter niet erg comfortabel is voor fietsers. Wanneer het GEN in de aangelegde assen wordt geïntegreerd, zullen er uitgangen naar de Zijlaan en Diesdelle worden voorzien maar de precieze locaties moeten nog worden bepaald. Er moet namelijk voor worden gezorgd dat dit GEN niet alleen bestemd is voor pendelaars uit de rand maar ook toegankelijk is voor de Ukkelaars.

De burgemeester bedankt de indieners van de burgerinterpellatie voor hun suggesties aan het gemeentebestuur.

Hij begrijpt heel goed dat zij het gevoel hebben dat er niet genoeg gebeurt en dat de situatie niet snel genoeg evolueert.

We mogen echter niet vergeten dat de gemeente Ukkel erg uitgestrekt is en dat de inwoners om allerlei redenen zeer uiteenlopende vervoerswijzen gebruiken.

Sommigen denken misschien dat door het autogebruik zoveel mogelijk te beperken, men door deze dwang een verschuiving naar de fiets kan afdwingen. Maar we mogen niet uit het oog verliezen dat Ukkel wijken heeft die slecht bereikbaar zijn met het openbaar vervoer waardoor de inwoners momenteel geen andere keuze hebben dan de auto te nemen.

Daarom hebben de politieke families die in Ukkel vertegenwoordigd zijn, altijd de voorkeur gegeven aan een evenwichtige aanpak.

Het college zal zich blijven inzetten om het dossier van het Ter Kamerenbos te deblokken en daarbij rekening te houden met zachte mobiliteit.

Mevr. Schmetters, mevr. Brachet en de h. Pierlot erkennen de geleverde inspanningen en zijn zich er terdege van bewust dat de gemeente niet alle middelen in handen heeft.

Maar het is eigen aan een organisatie als GRACQ om de politieke macht aan te sporen tot doorzettingsvermogen, temeer daar er nog steeds belemmeringen zijn voor het fietsgebruik. Veel burgers geven namelijk aan dat ze graag zouden fietsen maar dat ze te bang zijn voor zichzelf en hun kinderen.

De indieners van de burgerinterpellatie zijn echter verheugd over het opzetten van een structurele dialoog met schepen Wyngaard en Biermann en zullen zeker blijven lobbyen bij de Gewest en de andere betrokken actoren.

Mevr. Schmetters, mevr. Brachet en de h. Pierlot pleiten voor het uitvoeren van meer gedetailleerde studies naar de verplaatsingswijzen van winkelklanten en naar de voor- en nadelen van Villo, om over relevantere feitelijke gegevens te beschikken.

Ze vinden ook dat het college de mogelijkheid moet onderzoeken om SUV's te verbieden in smalle straten of straten met beperkte doorgang.

Zij zijn echter verheugd over de sfeer van samenwerking die in de vergadering heerst.

De Raad neemt kennis.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation VF.docx.pdf

M. Cools regrette que, pour le point relatif à la suppression de la prime de naissance, le texte mentionne uniquement la position du conseiller qui s'est abstenu et non celle des autres conseillers, en particulier celle des conseillers qui, comme lui, ont émis un vote négatif parce qu'ils déploraient la suppression de cette prime et considéraient son maintien possible, le cas échéant grâce à une augmentation du montant octroyé et/ou une réforme de son dispositif de manière à en réserver le bénéfice aux parents à plus faibles revenus.

M. Cools décide donc d'opter pour l'abstention.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 39 votes positifs, 1 abstention.

Abstention : Marc Cools.

Goedkeuring van de register van de zitting van de Gemeenteraad van 20 maart 2025

De h. Cools betreurt dat in het punt betreffende de afschaffing van de geboortepremie alleen het standpunt van het raadslid dat zich heeft onthouden wordt vermeld en niet dat van de andere raadsleden, in het bijzonder van de raadsleden die, net als hij, tegen hebben gestemd omdat zij de afschaffing van deze premie betreuren en van mening zijn dat deze behouden kan blijven, eventueel door een verhoging van het toegekende bedrag en/of een hervorming van het reglement, zodat deze voorbehouden blijft aan ouders met een lager inkomen.

De h. Cools besluit daarom zich te onthouden.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 39 positieve stemmen, 1 onthouding.

Onthouding : Marc Cools.

24.04.2025/A/0003 Démission d'un membre du Conseil de police.- Remplacement.

Le Conseil,

Attendu que Mme Marianne Gustot, élue membre du Conseil de police, a démissionné de sa fonction de membre du Conseil de police et qu'il y a lieu de la remplacer;

Considérant que Mme Gustot n'a aucun suppléant;

Vu l'article 19 de la loi du 7 décembre 1998, organisant un service de police intégré, structuré à deux niveaux, disposant :

"Lorsqu'un membre effectif cesse de faire partie du conseil de police avant l'expiration de son mandat et qu'il n'a pas de suppléants, tous les conseillers communaux encore en fonction qui avaient signé la présentation du membre à remplacer, peuvent présenter ensemble un candidat membre effectif et un ou plusieurs candidats suppléants. Dans ce cas, ces candidats sont proclamés élus, les candidats suppléants l'étant dans l'ordre de leur présentation.

S'il en est autrement, il est pourvu au remplacement par un vote secret où chaque conseiller communal dispose d'une voix et où le candidat ayant obtenu le nombre de voix le plus élevé est déclaré élu. En cas de parité de voix, l'article 17 est applicable."

Considérant que l'acte de présentation de Mme Gustot a été présenté par Mme Gustot;

Que cette même personne présente la candidature de M. Bernard Hayette comme membre effectif,

Prend acte de la démission de Mme Marianne Gustot;
Constata que M. Hayette, né le 25 avril 1958 et domicilié Avenue de Beersel 90, remplit toutes les conditions requises par la loi du 7 décembre 1998 pour être installé comme membre effectif,
Le candidat membre effectif est proclamé élu.

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Ontslag van een lid van de Politieraad.- Vervanging.

De Raad,
Aangezien Mevr. Marianne Gustot, verkozen als lid van de politieraad, haar ontslag als politieraadslid heeft aangeboden en zij dus dient vervangen te worden;
Overwegende dat Mevr. Marianne Gustot geen opvolger heeft;
Gelet op artikel 19 van de wet van 7 december 1998 tot organisatie van een geïntegreerde politiedienst, gestructureerd op twee niveaus :
"Wanneer een effectief lid voor het verstrijken van zijn mandaat ophoudt deel uit te maken van de politieraad en hij geen opvolger of opvolgers heeft, kunnen alle nog in functie zijnde gemeenteraadsleden die de voordracht van het te vervangen lid hadden ondertekend, gezamenlijk een kandidaat effectief lid en één of meer kandidaat-opvolgers voordragen. In dit geval worden deze kandidaten verkozen verklaard, de kandidaat-opvolgers in orde van hun voordracht.
Is zulks niet het geval, dan wordt in de vervanging voorzien bij een geheime stemming waarbij elk gemeenteraadslid over één stem beschikt en de kandidaat die de meeste stemmen behaalde verkozen wordt verklaard Bij staking van stemmen is artikel 17 van toepassing.";
Overwegende dat de akte van voordracht van Mevr. Gustot werd ondertekend door Mevr. gustot ;
Overwegende dat dezelfde persoon de kandidatuur van de h. Bernard Hayette voorstelt als werkend lid,
Neemt akte van het ontslag van Mevr. Marianne Gustot;
Stelt vast dat de h. Hayette, geboren op 25 april 1958, wonende Beerselslaan, 90, voldoet aan alle voorwaarden vereist door de wet van 7 december 1998 om als werkend lid aangesteld te kunnen worden,
De kandidaat werkend lid wordt als verkozen uitgeroepen.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

Maëlle De Brouwer quitte la séance / verlaat de zitting.
Marie Borsu quitte la séance / verlaat de zitting.

24.04.2025/A/0004 L'urgence est demandée. - A.S.B.L. IRISteam.- Délégué de la Commune aux Assemblées Générales.

Le Conseil,

Vu que l'A.S.B.L. IRISteam (dépendant de Paradigm.Brussels), nous demande par courriel du 7 avril 2025 la désignation d'un membre aux Assemblées générales qui représentera la Commune d'Uccle ;
Que jusqu'à présent, la Commune y était représentée par l'échevin ayant les nouvelles technologies dans ses attributions;
Qu'à la suite des élections communales, cette compétence a été attribuée à M. l'échevin Biermann,

Décide :

de désigner M. Biermann comme représentant de la Commune pour les Assemblées générales de l'A.S.B.L. IRISteam pendant toute la mandature.

Le Conseil approuve le point.
38 votants : 38 votes positifs.

Hoogdringendheid wordt gevraagd. - V.Z.W. IRISteam - Gemeentelid aan de Algemene Vergaderingen.

De Raad,

Gezien dat de VZW IRISteam (onderdeel van Paradigm.Brussels) via een mail van 7 april 2025 ons gevraagd heeft een lid aan te duiden voor de Algemene Vergaderingen om de gemeente Ukkel te vertegenwoordigen;
Overwegende dat de gemeente tot nu toe vertegenwoordigd werd door de schepen van nieuwe technologieën;
Overwegende dat na de verkiezingen deze bevoegdheid werd toegekend aan Schepen Biermann,

Besluit :
De h. Biermann te benoemen tijdens de hele zittingsperiode als vertegenwoordiger van de gemeente voor de Algemene Vergaderingen van het VZW. IRISteam.

De Raad keurt het punt goed.
38 stemmers : 38 positieve stemmen.

Maëlle De Brouwer entre en séance / treedt in zitting.
Marie Borsu entre en séance / treedt in zitting.

24.04.2025/A/0005 L'urgence est demandée et acceptée par 29 voix pour et 11 voix contre. - Mandats à conférer dans les A.S.B.L. communales.

Le Conseil,
Vu l'article 120, §2 de la Nouvelle loi communale ;
Considérant que suite à l'installation du nouveau Conseil communal, il y a eu lieu de renouveler le mandat des administrateurs au sein des A.S.B.L. communales.
Considérant que ce renouvellement a été opéré lors du Conseil communal du 20 février 2025.
Considérant que la répartition a été opérée selon le système de prélèvement dit « système Liso » (chaque groupe politique se voit attribuer un mandat à titre préalable, le nombre restant est ensuite réparti selon le système d'Hondt). Considérant que ce système a pour but de garantir la représentation effective de tous les groupes politiques.
Considérant que suite au résultat des élections communales du 13 octobre 2024, plusieurs A.S.B.L. ne nécessitent toutefois pas ce système de prélèvement pour assurer une représentation des différents partis politiques conformément au Pacte Culturel.
Considérant que la clé d'Hondt habituellement utilisée, sans prélèvement préalable, peut être appliquée pour les ASBL communales suivantes dans la mesure où elle permet la représentation de chaque groupe politique :
Piscine Longchamp ;
Association Culturelle et Artistique ;
Val d'Uccle ;

Génération +
La Ferme Rose ;
Animation-Prévention Socio-culturelle ;

Décide,

De retirer sa décision de désignation du 20 février 2025 pour les ASBL suivantes :

Piscine Longchamp ;
Association Culturelle et Artistique ;
Val d'Uccle ;
Génération +
La Ferme Rose ;
Animation-Prévention Socio-culturelle.

De marquer son accord sur la nouvelle répartition des mandats au sein des ASBL communales, telle qu'exposée ci-dessus ;

De désigner les mandataires suivants aux assemblées générales et de les proposer comme administrateurs dans les A.S.B.L. communales comme présentés ci-dessous ;

Animation-Prévention socio-culturelle

LB: Valentine Delwart, Odile Margaux, Michel Cohen, Gaëlle Happy, Sophie Bascour, Julien Groutars, Sofia Attai
Ecolo: François Lambert-Limbosch, Silke Lalvani, Maëlle de Brouwer
Uccle en avant : Maryse Testaert Sarrazin
PS: Quentin Mages, Françoise Dupuis
Les Engagés: Eric Cabaret

Association Culturelle et Artistique

LB: Olivia Bodson, Béatrice Fraiteur, Ariane de Lobkowicz, Vinciane Morel, Alexandra Roos, Marion Van Offelen, Odile Margaux
Ecolo: Perrine Ledan, Julien Staszewski, Stéphane Ledune
Uccle en avant: Walter Buss
PS: Philippe Dubois, Pierre Provost
Les Engagés: Elizabeth Shaw

Génération +

LB: Daniel Hublet, Nicolas Clumeck, Marion Van Offelen, Marianne Gustot, Jean-Claude Praet, Jean-Marie Nogaret, Sophie Bascour, Véronique Lederman
Ecolo: Ann-Mary Francken, Béatrice Charlier, Michel Devriese, Patrick Demuylder
Uccle en avant: Cathy Mavinga
PS: Miguel Espinosa, Henri Smeyers
Les Engagés: Mathilde de Brier

La Ferme Rose

LB: Odile Margaux, Bertrand Harlay, Michel Cohen
Ecolo: Perrine Ledan
Uccle en avant: Carine Langbord
PS: Véronique Jamoule
Les Engagés: Stéphane Olivier

Piscine Longchamp

LB: Nicolas Vanderstappen, Marion Van Offelen, Daniel Hublet, Julien Groutars, Yves van den Steen, Guy Vermeersch, Gaëlle Happy, Marie Charon
Ecolo: Xavier Potier, Shadi Farkhojasteh, Yannick Franchimont, Thibaud Wyngaard
Uccle en avant: André Kalonda
PS: Carmen Diaz Zamora, Eliane Gasore
Les Engagés: Etienne Coppieters

Val d'Uccle

LB: Carine Gol-Lescot, Jérôme Toussaint, Christophe Berthelot, Marie Charon, Emmanuel De Bock, Sofia Attai, Victoria D'Aoust, Nicolas Vanderstappen
Ecolo: Maxime Pétré, Jérôme Thomas, Sébastien Rochedy, Silke Lalvani

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 28 votes positifs, 8 votes négatifs, 4 abstentions.

Non : Eric Sax, Marc Cools, Cécile Roba, Elisabeth Degryse, Alexandre Meeus, Buss Walter, Patricia Nagelmackers, Mavinga-Wumba Cathy.

Abstentions : Leïla Kabachi, Jérémie Tojerow, Isabelle Sirtaine, Eric Mercenier.

Hoogdringendheid werd gevraagd en aangenomen met 29 stemmen voor en 11 stemmen tegen- Toe te kennen mandaten in de gemeentelijke V.Z.W.'s.

De raad,

Gelet op artikel 120 §2 van de Nieuwe Gemeentewet;

Overwegende dat het mandaat van de bestuurders in de gemeentelijke vzw's vernieuwd moet worden na de installatie van de nieuwe gemeenteraad;

Overwegende dat deze vernieuwing tot stand kwam tijdens de gemeenteraad van 20 februari 2025;

Overwegende dat de verdeling tot stand kwam volgens het stelsel met voorafname, het zogenaamde Liso-stelsel (elke fractie krijgt vooraf een mandaat toegewezen, de overige worden vervolgens verdeeld volgens het D'Hondt-stelsel);

Overwegende dat dit stelsel de effectieve vertegenwoordiging van alle fracties wil garanderen;

Overwegende dat ingevolge de uitslag van de gemeenteraadsverkiezingen van 13 oktober 2024 verschillende vzw's dit stelsel met voorafname echter niet nodig hebben om een vertegenwoordiging van de verschillende politieke partijen te verzekeren overeenkomstig het Cultuurpact;

Overwegende dat de D'Hondt-sleutel die doorgaans gebruikt wordt, zonder voorafname, toegepast kan worden voor de volgende vzw's voor zover hij de vertegenwoordiging van elke fractie mogelijk maakt:

- Zwembad Longchamp;
- Association Culturelle et Artistique;
- Val d'Uccle;
- Generatie+;
- La Ferme Rose;
- Animation-Prévention Socio-culturelle;

Beslist:

Zijn beslissing tot aanstelling van 20 februari 2025 in te trekken voor de volgende vzw's:

- Zwembad Longchamp;
- Association Culturelle et Artistique;
- Val d'Uccle;
- Generatie+;
- La Ferme Rose;
- Animation-Prévention Socio-culturelle;

Zijn goedkeuring te verlenen aan de nieuwe verdeling van de mandaten in de gemeentelijke vzw's zoals hierboven uiteengezet;

De volgende mandatarissen in de algemene vergaderingen aan te duiden en ze voor te dragen als bestuurders in de gemeentelijke vzw's zoals hieronder voorgesteld;

Animation-Prévention socio-culturelle

LB: Valentine Delwart, Odile Margaux, Michel Cohen, Gaëlle Happy, Sophie Bascour, Julien Groutars, Sofia Attaei

Ecolo: François Lambert-Limbosch, Silke Lalvani, Maëlle de Brouwer
Uccle en avant: Maryse Testaert Sarrazin
PS: Quentin Mages, Françoise Dupuis
Les Engagés: Eric Cabaret

Association Culturelle et Artistique

LB: Olivia Bodson, Béatrice Fraiteur, Ariane de Lobkowicz, Vinciane Morel,
Alexandra Roos, Marion Van Offelen, Odile Margaux
Ecolo: Perrine Ledan, Julien Staszewski, Stéphane Ledune
Uccle en avant: Walter Buss
PS: Philippe Dubois, Pierre Provost
Les Engagés: Elizabeth Shaw

Generatie +

LB: Daniel Hublet, Nicolas Clumeck, Marion Van Offelen, Marianne Gustot, Jean-Claude Praet, Jean-Marie Nogaret, Sophie Bascour, Véronique Lederman
Ecolo: Ann-Mary Francken, Béatrice Charlier, Michel Devriese, Patrick Demuylder
Uccle en avant: Cathy Mavinga
PS: Miguel Espinosa, Henri Smeyers
Les Engagés: Mathilde de Briey

La Ferme Rose

LB: Odile Margaux, Bertrand Harlay, Michel Cohen
Ecolo: Perrine Ledan
Uccle en avant: Carine Langbord
PS: Véronique Jamoule
Les Engagés: Stéphane Olivier

Zwembad Longchamp

LB: Nicolas Vanderstappen, Marion Van Offelen, Daniel Hublet, Julien Groutars,
Yves van den Steen, Guy Vermeersch, Gaëlle Happy, Marie Charon
Ecolo: Xavier Potier, Shadi Farkhojasteh, Yannick Franchimont, Thibaud Wyngaard
Uccle en avant: André Kalonda
PS: Carmen Diaz Zamora, Eliane Gasore
Les Engagés: Etienne Coppieters

Val d'Uccle

LB: Carine Gol-Lescot, Jérôme Toussaint, Christophe Berthelot, Marie Charon,
Emmanuel De Bock, Sofia Attai, Victoria D'Aoust, Nicolas Vanderstappen
Uccle en avant: Florence Malherbe
Ecolo: Maxime Pétré, Jérôme Thomas, Sébastien Rochedy, Silke Lalvani
PS: Henri Lastenouse, Bruno Termonia
Les Engagés: Jacqueline Mwana Mputu

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 28 positieve stemmen, 8 negatieve stemmen, 4 onthoudingen.

*Nee : Eric Sax, Marc Cools, Cécile Roba, Elisabeth Degryse, Alexandre Meeus, Buss
Walter, Patricia Nagelmackers, Mavinga-Wumba Cathy.*

Onthoudingen : Leïla Kabachi, Jérémie Tojerow, Isabelle Sirtaine, Eric Mercenier.

1 annexe / 1 bijlage

ASBL Modifications - e-mail chefs de groupe.docx

Communication - Communicatie

Règlement-redevance relatif à l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques.- Exercice 2025.- Adoption.

Le Conseil,

Vu les articles 170, §4, et 173 de la Constitution ;

Vu l'article 117 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu les articles 112 et 114 de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 137bis de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu l'article 252 de la Nouvelle Loi Communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale ;

Vu la loi du 25 juin 1993 sur l'exercice et l'organisation des activités ambulantes et foraines ;

Vu l'arrêté royal du 24 septembre 2006 relatif à l'exercice et à l'organisation des activités foraines et des activités ambulantes de gastronomie foraine ;

Vu le règlement relatif aux activités foraines et aux activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques adopté par le Conseil communal lors de sa séance du 28 juin 2012;

Vu la situation financière de la Commune ;

Vu le règlement-redevance relatif à l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques, approuvé par le Conseil communal lors de sa séance du 28 avril 2022 ;

Considérant que ce règlement-redevance a expiré en date du 31 décembre 2024 ;

Qu'il convient dès lors d'adopter un règlement-redevance relatif à l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques pour l'année 2025 ;

Décide :

d'adopter le règlement-redevance relatif à l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques suivant :

Règlement-redevance relatif à l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques.

Article 1 : Durée et objet

Il est établi pour l'année 2025 une redevance sur l'occupation d'un emplacement par les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques.

Article 2 : Montants de la redevance

Les montants de la redevance sont fixés par emplacement comme suit :

§1. Pour l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques :

- pour un métier de plus de 10 mètres courant : 30 €/mètre courant de la façade la plus longue du métier;
- pour un métier de 10 mètres courant ou moins : 25 €/mètre courant de la façade la plus longue du métier.

Cette redevance couvre une occupation de maximum 10 jours calendrier consécutifs.

Pour l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques :

- 5 €/mètre courant (de la façade la plus longue du métier) par installation par jour avec un minimum de 20 € par jour.

§2. Pour l'occupation d'un emplacement pour les activités foraines et les activités ambulantes de gastronomie foraine sur les fêtes foraines publiques et sur le domaine public en dehors des fêtes foraines publiques :

La somme de 13 € est due pour l'ouverture et le placement de cols de cygne ainsi que pour la consommation d'eau.

Article 3 : Redevable

La redevance est due par la personne physique ou morale qui s'est vue attribuée l'emplacement par la Commune.

Article 4 : Exonération

Est exonéré de la redevance l'attributaire d'un emplacement pour des activités foraines et des activités ambulantes de gastronomie foraine visé à l'article 2 qui est présent lors d'une brocante organisée par les associations de commerçants et, ce pour le jour de la brocante.

Article 5 : Paiement de la redevance

Le paiement de la redevance doit être effectué par virement bancaire sur le compte du receveur communal dans les délais indiqués sur l'invitation à payer et ce, que l'emplacement ait été occupé ou non.

Article 6 : Recouvrement

A défaut de paiement dans les délais indiqués, la récupération de l'ensemble des montants dus se fait par voie de contrainte établie par le receveur communal visée et rendue exécutoire par le Collège des Bourgmestre et Echevins et signifiée par exploit d'huissier de justice, conformément à l'article 137bis de la Nouvelle Loi Communale ou, le cas échéant, par la voie judiciaire.

Article 7 : Contentieux

En cas de différend de quelque nature que ce soit relativement au présent règlement, les Parties privilégient la négociation et tentent d'abord de trouver une solution amiable. A défaut d'accord amiable, l'interprétation ou l'exécution du présent règlement relève exclusivement de la compétence des Tribunaux de l'arrondissement judiciaire de Bruxelles.

Ce règlement, ainsi que tout ce qui en découle, y compris sa validité, son exécution et son interprétation, sont soumis à la législation belge.

Article 8 : Entrée en vigueur

Le présent règlement est publié conformément l'article 112 de la Nouvelle Loi Communale.

Celui-ci entre en vigueur le 28/04/2025 pour un terme expirant le 31 décembre 2025.

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Retributiesreglement betreffende de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen

De raad,

Gelet op artikel 170 §4 en 173 van de Grondwet;

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 112 en 114 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeenten een begrotingsevenwicht oplegt;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op de wet van 25 juni 1993 betreffende de uitoefening en de organisatie van ambulante en kermisactiviteiten;

Gelet op het koninklijk besluit van 24 september 2006 betreffende de uitoefening en de organisatie van kermisactiviteiten en ambulante activiteiten in kermisgastronomie;

Gelet op het reglement betreffende de kermisattracties en de ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 28 juni 2012;

Gelet op de financiële toestand van de gemeente;

Gelet op het retributiesreglement betreffende de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen, goedgekeurd door de gemeenteraad in zitting van 28 april 2022;

Overwegende dat dit retributiesreglement verstreken is op 31 december 2024;

Dat er bijgevolg een retributiesreglement betreffende de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen aangenomen moet worden voor 2025;

Beslist:

Het volgende retributiesreglement betreffende de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen aan te nemen:

retributiesreglement betreffende de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen

Artikel 1: Duur en voorwerp

Er wordt voor 2025 een retributie vastgesteld voor de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen.

Artikel 2: Bedrag van de retributie

De bedragen van de retributie per standplaats werden als volgt vastgelegd:

§1. Voor de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op openbare kermissen:

- Voor een stand van meer dan 10 strekkende meter: € 30/strekkende meter van de langste gevel van de stand;
- Voor een stand van 10 strekkende meter of minder: € 25/strekkende meter van de langste gevel van de stand.

Deze retributie geldt voor een bezetting van maximaal 10 opeenvolgende kalenderdagen.

Voor de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op het openbaar domein buiten de openbare kermissen:

- € 5/strekkende meter (van de langste gevel van de stand) per installatie per dag met een minimumtarief van € 20 per dag.

§2. Voor de bezetting van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie op de openbare kermissen en op het openbaar domein buiten de openbare kermissen:

Het bedrag van € 13 is verschuldigd voor de opening en de plaatsing van zwanenhalzen en voor het waterverbruik.

Artikel 3: Belastingplichtige

De retributie is verschuldigd door de natuurlijke persoon of rechtspersoon die een standplaats toegekend kreeg door de gemeente.

Artikel 4: Vrijstelling

Is vrijgesteld van de retributie de begunstigde van een standplaats voor kermisattracties en ambulante vestigingen van kermisgastronomie beoogd in artikel 2 die aanwezig is op een rommelmarkt georganiseerd door de handelaarsverenigingen, en dit voor de dag van de rommelmarkt.

Artikel 5: Betaling van de retributie

De betaling van de retributie wordt verricht door overschrijving op de

bankrekening van de gemeenteontvanger binnen de termijn aangegeven op het betalingsverzoek, en dit ongeacht of de standplaats bezet werd of niet.

Artikel 6: Invordering

Bij gebrek aan betaling binnen de aangegeven termijn worden alle verschuldigde bedragen ingevorderd per dwangbevel, opgesteld door de gemeenteontvanger, goedgekeurd en uitvoerbaar verklaard door het college van burgemeester en schepenen en betekend via gerechtsdeurwaardersexploot, overeenkomstig artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet, of desgevallend via de juridische weg.

Artikel 7: Geschillen

In geval van geschillen van welke aard ook met betrekking tot het onderhavige reglement geven de partijen de voorrang aan onderhandelingen en trachten ze eerst een minnelijke schikking te treffen. Bij gebrek aan minnelijke schikking valt de interpretatie of de uitvoering van het onderhavige reglement uitsluitend onder de bevoegdheid van de rechtbanken van het gerechtelijk arrondissement van Brussel.

Dit reglement en alles wat eruit voortvloeit, inclusief de geldigheid, de uitvoering en de interpretatie ervan, zijn gebonden aan de Belgische wetgeving.

Artikel 8: Invoegetreding

Het onderhavige reglement wordt bekendgemaakt overeenkomstig artikel 112 van de Nieuwe Gemeentewet.

Het treedt in werking op 28/04/2025 en vervalt op 31 december 2025.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

Affaires générales - Algemene zaken

24.04.2025/A/0007 **Convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives dans les différents domaines du programme d'information et de**

transformation digitale des pouvoirs locaux We Pulse - Contrat faïtier - Avenant - Approbation.

Le Conseil,

Vu sa décision du 28 novembre 2024 d'approuver la convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives informatiques dans les différents domaines du programme régional We Pulse;

Considérant la proposition d'avenant à cette convention établie par le groupe de travail "contrat" du Comité de gouvernance du programme régional We Pulse;

Considérant que cet avenant porte sur des amendements aux dispositions concernant la souscription par les Pouvoirs locaux à l'investissement (acquisition de la solution) dans chaque domaine pour lequel ils ont obtenu le prêt du Fonds régional bruxellois de refinancement des trésoreries communales (FRBRTC);

Considérant qu'il s'agit pour chaque domaine de distinguer la phase liée au développement (BUILD), de la phase liée à l'exploitation des solutions applicatives (RUN),

Décide :

D'adopter l'avenant à la Convention de mise à disposition de services de développement de solutions applicatives ainsi que les services IT associés dans les différents domaines du programme d'informatisation et de transformation digitale des pouvoirs locaux, dénommé We Pulse, joint en annexe.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van toepassingsoplossingen in de verschillende domeinen van het programma van digitalisering en digitale transformatie van de plaatselijke besturen WePulse - Overkoepelende overeenkomst - Addendum - Goedkeuring.

De raad,

Gelet op de beslissing van 28 november 2024 tot goedkeuring van de overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van IT-applicatieoplossingen in de verschillende domeinen van het gewestelijk WePulse-programma;

Overwegende het voorstel van addendum bij deze overeenkomst opgesteld door de werkgroep "contract" van het governancecomité van het gewestelijk WePulse-programma;

Overwegende dat het aanhangsel betrekking heeft op wijzigingen aan de bepalingen betreffende de inschrijving door de Plaatselijke Besturen op de investering (aanschaf van de oplossing) in elk domein waarvoor zij een lening hebben verkregen van het Brussels Gewestelijk Herfinancieringsfonds van de Gemeentelijke Thesaurieën (BGHGT);

Overwegende dat voor elk domein een onderscheid moet worden gemaakt tussen de ontwikkelingsfase (BUILD) en de fase die verband houdt met de exploitatie van de applicatieoplossingen (RUN),

Beslist:

Goedkeuring te verlenen aan het addendum bij de bijgevoegde overeenkomst voor de terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van applicatieoplossingen en aanverwante IT-diensten in de verschillende domeinen van het programma voor de informatisering en digitale transformatie van de lokale besturen, genaamd WePulse.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Avenant contrat faïtier - Nl - BUILD.pdf, Avenant contrat faïtier - Fr - BUILD.pdf

24.04.2025/A/0008 **Programme We Pulse - Convention de mandat IRIS-team.**

Le conseil,

Vu sa décision du 28 novembre 2024 d'approuver la convention de mise à disposition de services de

développement de solutions applicatives informatiques dans les différents domaines du programme

régional We Pulse, dit "Contrat faïtier" ;

Vu l'article 6.1 relatif aux obligations de l'Administration communale, et plus particulièrement les

obligations relatives au transfert des données des prestataires actuels vers les services visés dans le

cadre du programme We Pulse ;

Considérant qu'il y a lieu de mandater IRIS-team afin de procéder aux démarches nécessaires auprès

des prestataires pour recueillir les éléments nécessaires pour la mise en oeuvre des services,

Décide:

D'approuver la convention de mandat ci-jointe entre l'Administration communale et l'asbl IRIS-team

concernant la récolte et le transfert de données des solutions applicatives informatiques actuelles

dans le cadre du programme We Pulse.

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

We Pulse-programma - Mandaatovereenkomst IRIS-team.

De raad:

Gelet op de beslissing van 28 november 2024 tot goedkeuring van de overeenkomst voor de

terbeschikkingstelling van diensten voor de ontwikkeling van applicatieoplossingen in de

verschillende domeinen van het gewestelijk We Pulse-programma, het zogenaamde "koepelcontract";

Gelet op artikel 6 1 betreffende de verplichtingen van het Gemeentebestuur, meer bepaald de

verplichtingen met betrekking tot de overdracht van gegevens van de huidige dienstverleners naar de

beoogde diensten in het kader van het We Pulse-programma;

Overwegende dat IRIS-team gemachtigd moet worden om de nodige stappen te ondernemen ten

aanzien van de dienstverleners om de elementen te verzamelen die nodig zijn voor de uitvoering van

de diensten,

Beslist:

De bijgevoegde mandaatovereenkomst tussen het Gemeentebestuur en de vzw IRIS-team betreffende

het verzamelen en overdragen van gegevens uit de huidige applicatieoplossingen in het kader van het

We Pulse-programma, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

As Is - We Pulse.pdf, To Be - We Pulse.pdf, Convention de mandat - Fr - We Pulse.pdf, WePulse - Flux Existants - Mandat.docx, We Pulse -Flux to be - Mandat.docx, Mandaatovereenkomst - Nl - We Pulse.pdf

24.04.2025/A/0009 **ASBL Promotion du Commerce et de l'Economie Uccloise.- Adoption d'une nouvelle convention de gestion.**

Le Conseil,

Vu Les articles 117 et suivants de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Code des Sociétés et des Associations ;

Vu, le cas échéant, la Décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale (ci-après l'Ordonnance) ; notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance ;

Vu les circulaires ministérielles du 3 juillet 2020 et du 14 avril 2023 relatives à l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 16 décembre 2021 et signée entre la Commune et l'A.S.B.L. Promotion du Commerce et l'Economie Uccloise, A.S.B.L. communale au sens de l'Ordonnance susmentionnée ;

Vu que ladite Convention de gestion se termine au plus tard six mois après le renouvellement complet du Conseil communal ; qu'elle ne se reconduit pas par tacite reconduction ;

Qu'une décision expresse doit donc être prise avant son échéance à savoir soit le renouvellement de la convention existante soit l'adoption d'une nouvelle convention ;

Qu'en l'espèce, il est proposé d'adopter la nouvelle convention de gestion ci-annexée dont certains articles ont été précisés et adaptés par rapport à la précédente convention de gestion comme ceux concernant la tutelle et le contenu du rapport annuel d'évaluation ;

Considérant que l'A.S.B.L. Promotion du Commerce et de l'Economie Uccloise est toujours une A.S.B.L. communale au sens de l'article 32 de l'Ordonnance notamment, vu que la Commune d'Uccle agit en qualité de membre effectif de l'A.S.B.L. par l'intervention d'un de ses représentants directs, à savoir Madame la Première Echevine Valentine DELWART ;

Considérant que l'A.S.B.L. remplit toujours au moins une des conditions suivantes :

- un ou plusieurs des organes (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, bureau,...) est composé, pour plus de la moitié, des membres du conseil communal ou de membres proposés par le conseil communal ou
- la commune ou ses représentants directs ou indirects disposent de la majorité des voix dans un ou plusieurs organes de gestion ou
- la commune prend en charge la majeure partie du déficit structurel ou de passif liquidation;

Considérant que l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 énonce que « la commune conclut une convention avec l'A.S.B.L. communale dont 50 % au moins du budget est couvert par subvention communale » ; qu'afin de déterminer si 50 % du budget de l'A.S.B.L. est couvert par subvention communale, il faut tenir compte tant des subventions de nature financière que des subventions non financières ;

Qu'il ressort en effet de la circulaire du 3 juillet 2020 que la notion de subside doit être calquée sur la notion de subvention donnée par l'article 2 de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et ainsi définie : « toute contribution, avantage ou aide, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination, en ce compris les avances de fonds récupérables consenties sans intérêts, octroyées en vue de promouvoir des activités utiles d'intérêt général (...) »;

Considérant par conséquent qu'une nouvelle convention de gestion doit être effectivement conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. Promotion du Commerce et de l'Economie Uccloise ;

Considérant qu'en vertu de l'article 39 de l'ordonnance du 5 juillet 2018, la convention doit comprendre au minimum les éléments suivants :

- la nature et l'étendue des tâches d'intérêt communal que l'A.S.B.L. doit assumer et, pour chacune d'elles, les critères et indicateurs qualitatifs qui permettront d'en évaluer la réalisation ;
- l'organe chargé de la réalisation du rapport d'évaluation sur la base des indicateurs prédéfinis et les modalités de transmission à la commune de ce rapport ;
- les moyens de contrôle dont dispose la commune sur la situation financière de l'A.S.B.L. et les modalités concrètes lui permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'utilisation des subsides octroyés par la commune ;
- les moyens mis à disposition de l'A.S.B.L. par la commune ;
- sa durée (en principe, calquée sur la durée de la mandature communale ; dans tous les cas, la convention prend fin maximum 6 mois après le renouvellement complet du conseil communal consécutif aux élections) ;

Que la bonne exécution de la convention fera l'objet d'une évaluation annuelle sur base d'un rapport écrit par l'A.S.B.L. communale, examiné par le Conseil communal en présence du président du conseil d'administration de l'A.S.B.L. communale ;

Considérant que la convention de gestion ci-annexée devra être également approuvée par l'Assemblée Générale de l'ASBL Promotion du Commerce et de l'Economie Uccloise à sa plus prochaine séance ;

Qu'elle entrera en vigueur à la signature des deux parties ;

Décide :

D'approuver la convention gestion ci-jointe qui doit être conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. Promotion du Commerce et de l'Economie Uccloise en vertu de l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.

Le Conseil approuve le point.

VZW Promotion du Commerce et de l'Economie ucquoise.- Goedkeuring van een nieuwe beheersovereenkomst.

De raad,

Gelet op artikel 117 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

Gelet desgevallend op de beslissing van de Europese Commissie van 20 december 2011;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten (hierna genoemd de ordonnantie), meer bepaald artikel 38 tot 40 van deze ordonnantie;

Gelet op de ministeriële omzendbrieven van 3 juli 2020 en 14 april 2023 betreffende de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 16 december 2021 en ondertekend tussen de gemeente en vzw Promotion du commerce et de l'économie Ucquoise, gemeentelijke vzw in de zin van de voornoemde ordonnantie;

Aangezien deze beheersovereenkomst vervalt uiterlijk zes maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad; dat ze niet stilzwijgend verlengd wordt;

Aangezien er dus een uitdrukkelijke beslissing genomen moet worden voor de vervaldag ervan, meer bepaald ofwel de vernieuwing van de huidige overeenkomst ofwel de goedkeuring van een nieuwe overeenkomst;

Aangezien er in dit geval voorgesteld wordt de bijgevoegde nieuwe beheersovereenkomst goed te keuren, waarvan sommige artikels verduidelijkt en aangepast werden ten opzichte van de vorige beheersovereenkomst, zoals de artikels met betrekking tot de Voogdij en de inhoud van het jaarlijks evaluatieverslag;

Overwegende dat vzw Promotion du commerce et de l'économie Ucquoise nog steeds een gemeentelijke vzw is in de zin van artikel 32 van de ordonnantie, meer bepaald aangezien de gemeente Ukkel optreedt in de hoedanigheid van werkend lid van de vzw door de tussenkomst van een van haar rechtstreekse vertegenwoordigers, meer bepaald schepen de eerste schepen Valentine DELWART;

Overwegende dat de vzw nog steeds voldoet aan minstens een van de volgende voorwaarden:

- Eén of meerdere bestuursorganen (algemene vergadering, raad van bestuur, bestuur, ...) is voor meer dan de helft samengesteld uit leden

van de gemeenteraad of leden voorgedragen door de gemeenteraad, of

- De gemeente of haar rechtstreekse of onrechtstreekse vertegenwoordigers beschikken over de meerderheid van de stemmen in één of meerdere bestuursorganen, of
- De gemeente neemt het grootste deel van het structureel tekort van de vzw of van het vereffeningspassief op zich;

Overwegende dat artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 luidt: "*De gemeente sluit een overeenkomst met de gemeentelijke vzw waarvan minstens 50 % van het budget gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie*"; dat om te bepalen of 50 % van het budget van de vzw gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie er rekening gehouden moet worden zowel met de subsidies van financiële aard als met de subsidies van niet-financiële aard;

Dat immers uit de omzendbrief van 3 juli 2020 blijkt dat de notie van subsidie overgenomen moet worden van de notie van toelage gegeven door artikel 2 van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen en als volgt gedefinieerd: "*Elke tegemoetkoming, elk voordeel of elke hulp, ongeacht de vorm of de benaming ervan, met inbegrip van de zonder interest verleende terugvorderbare voorschotten, toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten (...)*";

Overwegende bijgevolg dat er daadwerkelijk een nieuwe beheersovereenkomst gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw Promotion du commerce et de l'économie Uccloise ;

Overwegende dat krachtens artikel 39 van de ordonnantie van 5 juli 2018 de overeenkomst minstens de volgende elementen moet bevatten:

- De aard en de strekking van de taken van gemeentelijk belang die de vzw op zich dient te nemen en voor elke van deze taken de kwalitatieve criteria en indicatoren waarmee de verwezenlijking hiervan kan worden geëvalueerd;
- Het orgaan belast met de verwezenlijking van het evaluatieverslag op grond van de vooraf vastgestelde indicatoren en de wijze waarop dit verslag aan de gemeente bezorgd moet worden;
- De middelen waarover de gemeente beschikt om de financiële toestand van de vzw te controleren en de concrete regels aan de hand waarvan zij een effectieve controle kan uitoefenen op het gebruik van de subsidies die door de gemeente worden toegekend;
- De middelen die aan de vzw ter beschikking gesteld worden door de gemeente;
- De looptijd (in principe overgenomen van de duur van de gemeentelijke ambtsperiode; in elk geval loopt de overeenkomst af hoogstens 6 maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad als gevolg van de verkiezingen);

Dat de goede uitvoering van de overeenkomst het voorwerp uitmaakt van een jaarlijkse evaluatie op basis van een schriftelijk verslag van de gemeentelijke

vzw, geanalyseerd door de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de gemeentelijke vzw;

Overwegende dat de bijgevoegde beheersovereenkomst ook goedgekeurd moet worden door de algemene vergadering van vzw Promotion du commerce et de l'économie Uccloise in haar eerstkomende zitting;

Dat ze in werking treedt na de ondertekening door beide partijen;

Beslist:

- De bijgevoegde beheersovereenkomst, die gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw Promotion du commerce et de l'économie uccloise krachtens artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

V - Promotion du Commerce et de l'économie Uccloise.DOCX

DÉPARTEMENT AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE ET POLITIQUE FONCIÈRE - DEPARTEMENT RUIMTELIJKE ORDENING EN GRONDBELEID

Propriétés communales - Gemeente-eigendommen

24.04.2025/A/0010 **Propriétés communales. – Avenue de Messidor, 145-147 : Ecole communale fondamentale d'Uccle – affectation au domaine public des parcelles de terrain sous-jacentes et des constructions.**

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, spécialement l'article 117 ;

Vu la délibération n° 016/23.01.2020/A/0014 par laquelle le Conseil communal a décidé par principe d'acquérir le terrain concédé en emphytéose par le Baron Frédéric Brugmann à la Commune d'Uccle, pour 99 ans, et qui arrivera à échéance le 31 décembre 2027;

Vu la délibération n° 016/27.02.2024/B/0049 par laquelle le Collège échevinal a marqué un accord de principe notamment pour solliciter du Gouvernement de la Fédération Wallonie-Bruxelles la prise d'un arrêté autorisant la Commune d'Uccle à exproprier la parcelle susvisée, pour cause d'utilité publique, par la voie judiciaire et en extrême urgence, et déclarant indispensable la prise de possession immédiate, ainsi que pour approuver provisoirement un plan d'expropriation à cette fin ;

Considérant que la Commune d'Uccle est propriétaire des parcelles cadastrées 1^{ère} division, section B, n° s 215/V/2 et 244/R/5, ainsi que des constructions qu'elle y a fait ériger, pour cause d'utilité publique ;

Que la Commune d'Uccle est également propriétaire des constructions qu'elle y a fait ériger, pour cause d'utilité publique, sur la parcelle cadastrée 1^{ère} division, section B, n° 215/G/3, dont elle est emphytéote depuis le 31 janvier 1929 ;

Que le bail emphytéotique portant sur ledit terrain a été conclu pour cause d'utilité publique, en vue de la construction d'une école communale ;

Considérant que l'obligation scolaire a pour effet de rendre indispensable le maintien d'un établissement d'enseignement scolaire primaire dans un quartier aussi densément peuplé que le quartier de Messidor ;

Qu'en outre, l'impossibilité de trouver un site équivalent dans et aux alentours de ce quartier résidentiel, confère aux infrastructures actuelles de l'Ecole communale de Messidor un caractère irremplaçable dans les faits ;

Considérant qu'afin de préserver ses droits de pouvoir organisateur d'un réseau d'enseignement et de maintenir la continuité du service public scolaire au bénéfice de la collectivité, l'affectation au domaine public, au moyen d'une décision expresse de l'organe compétent, se justifie ;

Considérant, à titre subsidiaire, que la théorie de l'accessoire au domaine public permet de considérer qu'une telle affectation des bâtiments érigés sur la parcelle cadastrée n° 215/G/3, faisant l'objet du bail emphytéotique, s'étend au terrain sous-jacent constituant un bien accessoire, en raison du caractère indissociable de celui-ci avec les constructions qui y sont établies, tant du point de vue physique (incorporation) que fonctionnel ;

Sur la proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins,

Décide :

d'affecter au domaine public communal les bâtiments faisant partie et dépendant de l'Ecole fondamentale de Messidor, érigés par la Commune d'Uccle sur la parcelle privée prise en emphytéose et cadastrée dans la 1^{ère} division d'Uccle, section B, sous le numéro 215/G/3, ainsi que l'ensemble des constructions et parcelles de terrain sous-jacentes formant le site de la même école communale sise avenue de Messidor, 145-147, et identifiées au cadastre sous les numéros 215/V/2 et 244/R/5.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Gemeente-eigendommen. - Messidorlaan 145-147: Gemeentelijke basisschool van Ukkel - bestemming tot het openbaar domein van de onderliggende percelen grond en van de bouwwerken.

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, inzonderheid artikel 117;

Gelet op beraadslaging 016/23.01.2020/A/0014, waardoor de gemeenteraad principieel beslist heeft om het terrein dat door baron Frédéric Brugmann voor 99 jaar aan de gemeente Ukkel in erfpacht gegeven werd, die afloopt op 31 december 2027, aan te schaffen;

Gelet op beraadslaging 016/27.02.2024/B/0049, waardoor het schepencollege een principeakkoord verleend heeft onder andere om aan de regering van de Federatie Wallonië-Brussel te vragen een besluit te nemen dat de gemeente Ukkel toestaat het voornoemde perceel ten algemenen nutte via gerechtelijke weg en in extreme hoogdringendheid te onteigenen en dat de onmiddellijke inbezitname noodzakelijk verklaart, en om een onteigeningsplan hiervoor voorlopig goed te keuren;

Overwegende dat de gemeente Ukkel eigenaar is van de gekadastreerde percelen 1e afdeling, sectie B, nr. 215/V/2 en 244/R/5 en van de bouwwerken die ze er ten algemenen nutte heeft laten optrekken;

Dat de gemeente Ukkel ook eigenaar is van de bouwwerken die ze ten algemenen nutte heeft laten optrekken op het gekadastreerd perceel 1e afdeling, sectie B, nr. 215/G/3, waarvan ze sinds 31 januari 1929 de erfpachter is;

Dat de erfpacht met betrekking tot dit terrein gesloten werd ten algemenen nutte om een gemeenteschool te bouwen;

Overwegende dat de leerplicht als gevolg heeft dat het noodzakelijk is om een basisonderwijsinstelling in een zo dichtbevolkte wijk als wijk Messidor te behouden;

Dat de onmogelijkheid om een gelijkaardig terrein te vinden in en rond deze woonwijk de huidige infrastructuur van gemeenteschool Messidor bovendien in feite een onvervangbare aard verleent;

Overwegende dat de bestemming tot het openbaar domein door middel van een uitdrukkelijke beslissing van het bevoegd orgaan gerechtvaardigd is om zijn rechten van inrichtende macht van een onderwijsnet te beschermen en de continuïteit van de openbare schooldienst ten bate van de gemeenschap te behouden;

Overwegende bijkomstig dat de theorie van het toebehoren tot het openbaar domein het mogelijk maakt te overwegen dat een dergelijke bestemming van de gebouwen die opgetrokken zijn op gekadastreerd perceel nr. 215/G/3, dat het voorwerp uitmaakt van de erfpacht, zich uitstrekt naar het onderliggend terrein dat een bijkomstig goed vormt

wegens de onlosmakelijke aard ervan met de bouwwerken die erop gevestigd zijn, vanuit zowel fysiek (inlijving) als functioneel oogpunt;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen,

Beslist:

De gebouwen die deel uitmaken en afhangen van basisschool Messidor, opgetrokken door de gemeente Ukkel op het privéperceel in erfpacht en gekadastraerd in de 1^e afdeling van Ukkel, sectie B, onder nummer 215/G/3, en alle bouwwerken en onderliggende percelen grond die het terrein van deze gemeenteschool in de Messidorlaan 145-147 vormen en geïdentificeerd in het kadaster onder nummer 215/V/2 en 244/R/5 te bestemmen tot het gemeentelijk openbaar domein.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

20240410_De_D_Annet_transm_consult_Me_Laurent_pr_delibe_CC.pdf,

20240410_Cab_CEW_consult_jur_affect_ecoles_dom_pub.pdf, Annexe expertise

Delvoye 06 07 2020-plan cad.parcelle 215g3.pdf,

2024_02_27_Delib_Coll_accord_princ_dem_arrete_Gvnmmt_autoris_expropr.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Secrétariat central - Centraal secretariaat

24.04.2025/A/0011 **ASBL Piscine Longchamp.- Adoption d'une nouvelle convention de gestion.**

Le Conseil,

Vu Les articles 117 et suivants de la Nouvelle Loi Communale ;

Vu le Code des Sociétés et des Associations ;

Vu, le cas échéant, la Décision de la Commission européenne du 20 décembre 2011 ;

Vu la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions ;

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale (ci-après l'Ordonnance) ; notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance ;

Vu les circulaires ministérielles du 3 juillet 2020 et du 14 avril 2023 relatives à l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 16 décembre 2021 et signée entre la Commune et l'A.S.B.L. Piscine Longchamp,

A.S.B.L. communale au sens de l'Ordonnance susmentionnée ;

Vu que ladite Convention de gestion se termine au plus tard six mois après le renouvellement complet du Conseil communal ; qu'elle ne se reconduit pas par tacite reconduction ;

Qu'une décision expresse doit donc être prise avant son échéance à savoir soit le renouvellement de la convention existante soit l'adoption d'une nouvelle convention ;

Qu'en l'espèce, il est proposé d'adopter la nouvelle convention de gestion ci-annexée dont certains articles ont été précisés et adaptés par rapport à la précédente convention de gestion comme ceux concernant la tutelle et le contenu du rapport annuel d'évaluation ;

Considérant que l'A.S.B.L. Piscine Longchamp est toujours une A.S.B.L. communale au sens de l'article 32 de l'Ordonnance notamment, vu que la Commune d'Uccle agit en qualité de membre effectif de l'A.S.B.L. par l'intervention d'un de ses représentants directs, à savoir Monsieur l'Echevin Thibaud Wyngaard ;

Considérant que l'A.S.B.L. remplit toujours au moins une des conditions suivantes :

- un ou plusieurs des organes (Assemblée Générale, Conseil d'Administration, bureau,...) est composé, pour plus de la moitié, des membres du conseil communal ou de membres proposés par le conseil communal ou
- la commune ou ses représentants directs ou indirects disposent de la majorité des voix dans un ou plusieurs organes de gestion ou
- la commune prend en charge la majeure partie du déficit structurel ou de passif liquidation;

Considérant que l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 énonce que « la commune conclut une convention avec l'A.S.B.L. communale dont 50 % au moins du budget est couvert par subvention communale » ; qu'afin de déterminer si 50 % du budget de l'A.S.B.L. est couvert par subvention communale, il faut tenir compte tant des subventions de nature financière que des subventions non financières ;

Qu'il ressort en effet de la circulaire du 3 juillet 2020 que la notion de subside doit être calquée sur la notion de subvention donnée par l'article 2 de la loi du 14 novembre 1983 relative au contrôle de l'octroi et de l'emploi de certaines subventions et ainsi définie : « toute contribution, avantage ou aide, quelles qu'en soient la forme ou la dénomination, en ce compris les avances de fonds récupérables consenties sans intérêts, octroyées en vue de promouvoir des activités utiles d'intérêt général (...) »;

Considérant par conséquent qu'une nouvelle convention de gestion doit être effectivement conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. Piscine Longchamp ;

Considérant qu'en vertu de l'article 39 de l'ordonnance du 5 juillet 2018, la convention doit comprendre au minimum les éléments suivants :

- la nature et l'étendue des tâches d'intérêt communal que l'A.S.B.L. doit assumer et, pour chacune d'elles, les critères et indicateurs qualitatifs qui permettront d'en évaluer la réalisation ;
- l'organe chargé de la réalisation du rapport d'évaluation sur la base des indicateurs prédéfinis et les modalités de transmission à la commune de ce rapport ;
- les moyens de contrôle dont dispose la commune sur la situation financière de l'A.S.B.L. et les modalités concrètes lui permettant d'exercer un contrôle effectif sur l'utilisation des subsides octroyés par la commune ;
- les moyens mis à disposition de l'A.S.B.L. par la commune ;
- sa durée (en principe, calquée sur la durée de la mandature communale ; dans

tous les cas, la convention prend fin maximum 6 mois après le renouvellement complet du conseil communal consécutif aux élections) ;

Que la bonne exécution de la convention fera l'objet d'une évaluation annuelle sur base d'un rapport écrit par l'A.S.B.L. communale, examiné par le Conseil communal en présence du président du conseil d'administration de l'A.S.B.L. communale ;

Considérant que la convention de gestion ci-annexée devra être également approuvée par l'Assemblée Générale de l'ASBL Piscine Longchamp à sa plus prochaine séance ;

Qu'elle entrera en vigueur à la signature des deux parties ;

Décide :

d'approuver la convention gestion ci-jointe qui doit être conclue entre la Commune d'Uccle et l'A.S.B.L. Piscine Longchamp en vertu de l'article 38 de l'ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

VZW Zwembad Longchamp.- Goedkeuring van een nieuwe beheersovereenkomst.

De raad,

Gelet op artikel 117 en volgende van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op het Wetboek van Vennootschappen en Verenigingen;

Gelet desgevallend op de beslissing van de Europese Commissie van 20 december 2011;

Gelet op de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen;

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten (hierna genoemd de ordonnantie), meer bepaald artikel 38 tot 40 van deze ordonnantie;

Gelet op de ministeriële omzendbrieven van 3 juli 2020 en 14 april 2023 betreffende de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten;

Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 16 december 2021 en ondertekend tussen de gemeente en vzw Zwembad Longchamp, gemeentelijke vzw in de zin van de voornoemde ordonnantie;

Aangezien deze beheersovereenkomst vervalt uiterlijk zes maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad; dat ze niet stilzwijgend verlengd wordt;

Aangezien er dus een uitdrukkelijke beslissing genomen moet worden voor de vervaldag ervan, meer bepaald ofwel de vernieuwing van de huidige overeenkomst ofwel de goedkeuring van een nieuwe overeenkomst;

Aangezien er in dit geval voorgesteld wordt de bijgevoegde nieuwe beheersovereenkomst goed te keuren, waarvan sommige artikels verduidelijkt en aangepast werden ten opzichte van de vorige beheersovereenkomst, zoals de artikels met betrekking tot de Voogdij en de inhoud van het jaarlijks evaluatieverslag;

Overwegende dat vzw Zwembad Longchamp nog steeds een gemeentelijke vzw is in de zin van artikel 32 van de ordonnantie, meer bepaald aangezien de gemeente Ukkel optreedt in de hoedanigheid van werkend lid van de vzw door de tussenkomst van een van haar rechtstreekse vertegenwoordigers, meer bepaald schepen schepen Wyngaard;

Overwegende dat de vzw nog steeds voldoet aan minstens een van de volgende voorwaarden:

- Eén of meerdere bestuursorganen (algemene vergadering, raad van bestuur, bestuur, ...) is voor meer dan de helft samengesteld uit leden van de gemeenteraad of leden voorgedragen door de gemeenteraad, of
- De gemeente of haar rechtstreekse of onrechtstreekse vertegenwoordigers beschikken over de meerderheid van de stemmen in één of meerdere bestuursorganen, of
- De gemeente neemt het grootste deel van het structureel tekort van de vzw of van het vereffeningspassief op zich;

Overwegende dat artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 luidt: *"De gemeente sluit een overeenkomst met de gemeentelijke vzw waarvan minstens 50 % van het budget gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie"*; dat om te bepalen of 50 % van het budget van de vzw gedekt wordt door een gemeentelijke subsidie er rekening gehouden moet worden zowel met de subsidies van financiële aard als met de subsidies van niet-financiële aard;

Dat immers uit de omzendbrief van 3 juli 2020 blijkt dat de notie van subsidie overgenomen moet worden van de notie van toelage gegeven door artikel 2 van de wet van 14 november 1983 betreffende de controle op de toekenning en op de aanwending van sommige toelagen en als volgt gedefinieerd: *"Elke tegemoetkoming, elk voordeel of elke hulp, ongeacht de vorm of de benaming ervan, met inbegrip van de zonder interest verleende terugvorderbare voorschotten, toegekend ter bevordering van voor het algemeen belang dienstige activiteiten (...)"*;

Overwegende bijgevolg dat er daadwerkelijk een nieuwe beheersovereenkomst gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw Zwembad Longchamp ;

Overwegende dat krachtens artikel 39 van de ordonnantie van 5 juli 2018 de overeenkomst minstens de volgende elementen moet bevatten:

- De aard en de strekking van de taken van gemeentelijk belang die de vzw op zich dient te nemen en voor elke van deze taken de kwalitatieve criteria en indicatoren waarmee de verwezenlijking hiervan kan worden geëvalueerd;
- Het orgaan belast met de verwezenlijking van het evaluatieverslag op grond van de vooraf vastgestelde indicatoren en de wijze waarop dit verslag aan de

gemeente bezorgd moet worden;

- De middelen waarover de gemeente beschikt om de financiële toestand van de vzw te controleren en de concrete regels aan de hand waarvan zij een effectieve controle kan uitoefenen op het gebruik van de subsidies die door de gemeente worden toegekend;

- De middelen die aan de vzw ter beschikking gesteld worden door de gemeente;

- De looptijd (in principe overgenomen van de duur van de gemeentelijke ambtsperiode; in elk geval loopt de overeenkomst af hoogstens 6 maanden na de volledige vernieuwing van de gemeenteraad als gevolg van de verkiezingen);

Dat de goede uitvoering van de overeenkomst het voorwerp uitmaakt van een jaarlijkse evaluatie op basis van een schriftelijk verslag van de gemeentelijke vzw, geanalyseerd door de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de gemeentelijke vzw;

Overwegende dat de bijgevoegde beheersovereenkomst ook goedgekeurd moet worden door de algemene vergadering van vzw Zwembad Longchamp in haar eerstkomende zitting;

Dat ze in werking treedt na de ondertekening door beide partijen;

Beslist:

- De bijgevoegde beheersovereenkomst, die gesloten moet worden tussen de gemeente Ukkel en vzw Zwembad Longchamp krachtens artikel 38 van de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Piscine Longchamp.DOCX

DÉPARTEMENT AFFAIRES CULTURELLES ET RÉCRÉATIVES - DEPARTEMENT CULTURELE EN RECREATIEVE ZAKEN

Sports - Sport

24.04.2025/A/0012 **Sport.- Octroi d'un subside exceptionnel au club "Abyss Apnea".- Année 2025**

Le Conseil,

Considérant que l'école Abyss Apnea organise ses entraînements hebdomadaires d'apnée en piscine à la piscine Longchamp;

Considérant que le club Abyss Apnea se prépare à envoyer neuf de ses athlètes aux deux championnats du monde d'apnée en piscine;

Considérant que ces athlètes participeront au championnat du monde organisé par la Confédération Mondiale des Activités Subaquatiques (CMAS) en Grèce du 18 au 25 mai 2025, puis se rendront au Japon du 25 juin au 3 juillet 2025 pour le championnat du monde sous l'égide de la branche belge de la fédération AIDA;

Considérant que l'apnée en piscine est un sport amateur et que les frais associés sont entièrement supportés par les athlètes;

Considérant que l'école Abyss Apnea sollicite pour la première fois un subside afin de soutenir sa participation à ces deux événements internationaux en Grèce et au Japon;

Décide:

- au vu de la participation de cette école uccloise d'apnée en piscine à des compétitions de niveau mondial, d'accorder, sous réserve de l'approbation du budget par les autorités de tutelle, un subside exceptionnel d'un montant de 1.500 € à l'école Abyss Apnea;
- de charger le collège d'appliquer cette décision.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Sport.- Toekenning van een uitzonderlijke subsidie aan de club "Abyss Apnea".- Jaar 2025.

De raad,

Overwegende dat school Abyss Apnea haar wekelijkse trainingen vrijduiken organiseert in zwembad Longchamp; Overwegende dat de club Abyss Apnea zich voorbereidt om negen van haar atleten naar de twee wereldkampioenschappen vrijduiken te sturen;

Overwegende dat deze atleten van 18 tot 25 mei 2025 deelnemen aan het wereldkampioenschap georganiseerd door de Confédération Mondiale des Activités Subaquatiques (CMAS) in Griekenland en daarna van 25 juni tot 3 juli 2025 naar Japan gaan voor het wereldkampioenschap onder de vlag van de Belgische tak van de federatie AIDA;

Overwegende dat vrijduiken een amateursport is en dat de kosten die ermee gepaard gaan volledig gedragen worden door de atleten;

Overwegende dat school Abyss Apnea voor de eerste keer een subsidie vraagt om haar deelname aan deze twee internationale evenementen in Griekenland en Japan te ondersteunen;

Beslist:

- wegens de deelname van deze Ukkelse vrijduikschool aan competities van wereldniveau, een uitzonderlijke subsidie van € 1.500 toe te kennen aan school Abyss Apnea onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid;
- het college ermee te belasten deze beslissing uit te voeren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

24.04.2025/A/0013 **Sport.- Octroi d'un subside d'investissement pour la réfection de la toiture de la Royale Pétanque Uccle Centre.- Année 2025**

Le Conseil,

Considérant que la Royale Pétanque Uccle Centre (RPUC) a signalé l'état désastreux de la toiture de son club, laquelle, après chaque épisode pluvieux, entraîne des inondations dans ses installations;

Considérant qu'il est impératif de procéder à la rénovation du bâtiment afin de garantir la pérennité du club, sans quoi ce dernier risque de disparaître;

Considérant que la RPUC, par sa présence et ses activités, joue un rôle clé dans le maintien des liens sociaux, en particulier avec de nombreux Ucclois, et plus particulièrement avec les seniors;

Considérant que ses installations accueillent également d'autres clubs ainsi que divers services communaux, tels que la Gilde des Archers, la Suta, Génération +, le service Seniors et le Parascolaire, qui y organisent régulièrement leurs activités;

Considérant qu'en raison de ces enjeux, la RPUC sollicite une aide financière pour la réfection de sa toiture;

Considérant que la dépense sera financée par fonds de réserve;

Considérant que le subside sera versé en plusieurs tranches en tenant compte de l'état d'avancement des travaux;

Considérant que les services communaux devront être associés au suivi du chantier;

Considérant qu'une convention à ce sujet sera établie avec la PUC et soumise au Conseil communal;

Décide :

- au vu de l'urgence de la situation de la toiture, d'accorder, sous réserve de l'approbation du budget par les autorités de tutelle, un subside d'investissement d'un montant de 100.000 € à la Royale Pétanque Uccle Centre,
- de charger le collège d'appliquer cette décision.

Le Conseil approuve le point.

40 votants : 40 votes positifs.

Sport.- Toekenning van een investeringssubsidie voor de herstelling van het dak van Royale Pétanque Uccle Centre.- Jaar 2025.

De raad,

Overwegende dat Royale Pétanque Uccle Centre (RPUC) de rampzalige staat van het dak van zijn club gemeld heeft, dat na elke regenbui overstromingen in de installaties veroorzaakt;

Overwegende dat het gebouw gerenoveerd moet worden om het voortbestaan van de club te garanderen, zo niet dreigt ze te verdwijnen;

Overwegende dat RPUC door zijn aanwezigheid en activiteiten een belangrijke rol speelt in het behoud van de sociale banden, in het bijzonder met talrijke Ukkelaars en vooral met senioren;

Overwegende dat zijn installaties ook onderdak bieden aan andere clubs en aan verschillende gemeentediensten, zoals de boogschuttersgilde, de UDDL, Generatie+, de dienst Senioren en de dienst Bijschoolse Activiteiten, die er regelmatig hun activiteiten organiseren;

Overwegende dat RPUC wegens deze uitdagingen financiële bijstand vraagt voor de herstelling van het dak;
Overwegende dat de uitgave uit reservefondsen zal worden gefinancierd;
Overwegende de subsidie in verschillende termijnen zal worden uitgekeerd, afhankelijk van de voortgang van de werkzaamheden;
Overwegende dat de gemeentelijke diensten betrokken zullen moeten worden bij de opvolging van de werkzaamheden;
Overwegende dat hierover een overeenkomst met de PUC zal worden opgesteld en aan de gemeenteraad zal worden voorgelegd;

Beslist:

- Wegens de hoogdringendheid van de toestand van het dak een investeringssubsidie van € 100.000 toe te kennen aan Royale Pétanque Uccle Centre, onder voorbehoud van de goedkeuring van de begroting door de toezichthoudende overheid;
- Het college ermee te belasten deze beslissing uit te voeren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Documents.pdf, Devis-1086.pdf

24.04.2025/A/0014 **Sports - Approbation de la reconduction du Règlement des Redevances d'Occupation des Centres Sportifs pour la période 2026-2028**

Le Conseil,

Considérant que le Règlement des Redevances d'Occupation des Centres Sportifs, approuvé en séance du 23 juin 2022, arrive à échéance le 31 décembre 2025;

Considérant qu'en vue de la saison sportive 2025-2026, les clubs doivent recevoir, au cours du mois de juin 2025, l'accord du collège concernant la reconduction de leurs occupations et les montants y afférents, et ce, jusqu'au 30 juin 2026;

Considérant que, dans ce cadre, le service des sports soumet à l'approbation du Conseil le présent règlement, applicable à l'ensemble des infrastructures sportives communales, lequel prévoit une indexation automatique des tarifs au taux de 5% par an, et ce, les 1er janvier 2026, 2027 et 2028;

Considérant que le service des sports soumet à l'approbation du Conseil la fixation de la redevance annuelle maximale par terrain de football à 10.000 € à compter du 1er janvier 2026, montant qui sera indexé de 5 % les 1er janvier 2027 et 2028;

Considérant que le service des sports soumet également à l'approbation du Conseil le doublement du tarif horaire pour les entraînements et le triplement de ce même tarif pour les matchs, lorsque le terrain 1 du complexe de Neerstalle est occupé par une équipe composée de joueurs de plus de 18 ans d'un club professionnel;

Décide:

d'approuver la reconduction du Règlement des Redevances d'Occupation des Centres Sportifs (voir annexe n°2) et l'indexation des tarifs au taux de 5 % au 1er janvier de chaque année pour la période du 1er janvier 2026 au 31 décembre 2028; de fixer la redevance annuelle maximale par terrain de football à 10.000 €, montant qui sera indexé aux 1er janvier 2027 et 2028;

de doubler le tarif horaire pour les entraînements et de tripler le même tarif pour les matchs lorsqu'une équipe de joueurs de plus de 18 ans d'un club professionnel occupe le terrain 1 du complexe de Neerstalle (voir annexe n°3).

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Sport - Goedkeuring van de verlenging van het reglement betreffende de bezettingsvergoedingen van de sportcentra voor de periode 2026-2028

De raad,

Overwegende dat het reglement betreffende de bezettingsvergoedingen van de sportcentra, goedgekeurd in zitting van 23 juni 2022, op 31 december 2025 verstrijkt;

Overwegende dat de clubs met het oog op het sportseizoen 2025-2026 in de loop van juni 2025 het akkoord van het college moeten krijgen voor de verlenging van hun bezettingen en de desbetreffende bedragen, en dit tot 30 juni 2026;

Overwegende dat de Sportdienst in het kader hiervan het onderhavige reglement, dat van toepassing is op alle gemeentelijke sportinfrastructuur en voorziet in een automatische indexering van de tarieven met 5 % per jaar, en dit op 1 januari 2026, 2027 en 2028, ter goedkeuring voorlegt aan de raad;

Overwegende dat de Sportdienst de vastlegging van de jaarlijkse maximumretributie per voetbalveld op € 10.000, te rekenen vanaf 1 januari 2026, een bedrag dat met 5 % geïndexeerd wordt op 1 januari 2027 en 2028, ter goedkeuring voorlegt aan de raad;

Overwegende dat de Sportdienst de verdubbeling van het uurtarief voor trainingen en de verdrievoudiging van ditzelfde tarief voor wedstrijden wanneer terrein 1 van complex Neerstalle gebruikt wordt door een team bestaande uit spelers van 18 jaar en ouder van een professionele club ook ter goedkeuring aan de raad voorlegt;

Beslist:

Zijn goedkeuring te verlenen aan de verlenging van het reglement betreffende de bezettingsvergoedingen van de sportcentra (zie bijlage nr 2) en aan de indexering van de tarieven met 5 % op 1 januari van elk jaar voor de periode van 1 januari 2026 tot 31 december 2028;

De jaarlijkse maximumretributie per voetbalveld vast te leggen op € 10.000, een bedrag dat geïndexeerd wordt op 1 januari 2027 en 2028;

Het uurtarief te verdubbelen voor trainingen en hetzelfde tarief te verdrievoudigen voor wedstrijden wanneer een team van spelers van 18 jaar en ouder van een professionele club terrein 1 van complex Neerstalle gebruikt (zie bijlage nr 3) .

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

3. tarif redevance 2026-2027-2028 FR.pdf, 2. Règlement redevance 2026-2028.pdf, 3. tarif redevance 2026-2027-2028 NL.pdf, 2. Règlement redevance 2026-2028 NL.pdf

24.04.2025/A/0015 **Convention relative aux modalités de la délégation et aux engagements respectifs de l'Agence du stationnement et de la commune d'Uccle en matière de réalisation des missions de gestion et d'exploitation des équipements de stationnement vélos de longue durée en voirie et hors voirie.**

Le Conseil,

Vu l'ordonnance du 6 juillet 2022 portant organisation de la politique du stationnement et redéfinissant les missions et modalités de gestion de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 18 juillet 2013 portant le volet réglementaire du Plan Régional de Politique de Stationnement;

Considérant que l'ordonnance du 6 juillet 2022 a abrogé l'ordonnance du 22 janvier 2009 portant organisation de la politique du stationnement et création de l'Agence du stationnement de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que l'ordonnance du 6 juillet 2022, tout comme celle du 22 janvier 2009, a pour ambition d'harmoniser la politique du stationnement sur l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale en assurant la cohérence de toutes les décisions prises ou à prendre en la matière, tant par la Région que par les communes;

Considérant qu'en vertu de cette ordonnance, l'Agence a pour mission d'exécuter la politique de stationnement de la Région et d'en assurer le bon fonctionnement, qu'à cet effet, l'Agence est chargée des missions qui lui sont conférées par l'ordonnance;

Considérant que figure parmi ces missions celle relative au « développement d'une offre de parkings pour vélos, motocyclettes et vélomoteurs sécurisés, publics et couverts, adaptés aux différents besoins en la matière »;

Considérant que le PRPS a pour ambition de faire appliquer les principes énoncés dans l'ordonnance en matière de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie;

Considérant qu'en vertu de l'article 23 du PRPS, l'Agence peut accompagner l'installation de ce type de dispositif et, le cas échéant, se charger de leur installation;

Considérant qu'en vertu du PRPS, il y a lieu d'entendre par « équipements de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie » les dispositifs de type : box à vélos, consignes à vélos intérieures, consignes à vélos extérieures, locaux à vélos...;

Considérant que l'accès à ces dispositifs n'est pas en libre-service;

Considérant qu'ils sont sécurisés par un système de contrôle d'accès;

Considérant que l'objectif principal de l'Agence est de proposer une gestion centralisée et homogène des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie sur l'ensemble du territoire de la Région de Bruxelles-Capitale;

Considérant que, dans un premier temps, l'accent sera mis prioritairement sur la gestion et l'exploitation centralisée des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie existants sur le territoire des communes partenaires;

Considérant que cela n'empêchera pas l'Agence de proposer à la Commune le placement de nouveaux dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie en fonction de ses disponibilités budgétaires;

Considérant par ailleurs que la Commune reste libre de placer d'autres dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie sur fonds propres;

Considérant que l'Agence et la Commune souhaitent collaborer étroitement dans la détermination du lieu de placement des dispositifs de longue durée en voirie et hors voirie afin de permettre à l'Agence de remplir au mieux sa mission, conformément à l'ordonnance du 22 janvier 2009 et au PRPS;

Considérant que c'est dans ce contexte que l'Agence et la Commune définissent les

modalités et leurs engagements respectifs quant aux missions de gestion et d'entretien des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie;
Considérant que la volonté des Parties est de conclure une nouvelle convention qui a pour objet le transfert à l'Agence de la propriété des dispositifs de stationnement vélo de longue durée en voirie et hors voirie, à charge pour celle-ci d'en assurer l'exploitation et l'entretien;
Considérant que, dans ce contexte et dans un souci de lisibilité, les Parties conviennent de conclure une nouvelle convention qui annule et remplace celle du 25 mars 2021;

Décide:
d'approuver la convention en annexe.

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Overeenkomst betreffende de delegatiemodaliteiten en de respectieve verbintenissen van het parkeeragentschap en van de gemeente Ukkel inzake de uitvoering van de taken op het vlak van het beheer en de exploitatie van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg.

De raad,

Gelet op de ordonnantie van 6 juli 2022 houdende organisatie van het parkeerbeleid en herdefiniëring van de opdrachten en beheers modaliteiten van het Parkeeragentschap van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op het besluit van 18 juli 2013 van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering houdende het reglementaire luik van het gewestelijk parkeerbeleidsplan, hierna 'het besluit' of het 'GPBP';

Overwegende dat de ordonnantie van 6 juli 2022 de ordonnantie van 22 januari 2009 houdende de organisatie van het parkeerbeleid en de oprichting van het Brussels Hoofdstedelijk Parkeeragentschap opgeheven heeft;

Overwegende dat de ordonnantie van 6 juli 2022, net zoals die van 22 januari 2009, de harmonisatie van het parkeerbeleid over het volledige grondgebied van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest tot doel heeft, door het verzekeren van een samenhang tussen alle genomen of te nemen beslissingen ter zake, zowel door het Gewest als door de gemeenten;

Overwegende dat het Agentschap, krachtens deze ordonnantie, de opdracht heeft om het parkeerbeleid van het Gewest ten uitvoer te brengen en de goede werking ervan te verzekeren en dat het Agentschap daartoe is belast met de opdrachten die de ordonnantie eraan toevertrouwt;

Overwegende dat het GPBP tot doel heeft om de principes te doen toepassen die in de ordonnantie inzake het langdurig parkeren van fietsen op en buiten de openbare weg worden uiteengezet;

Overwegende dat het Agentschap, op grond van artikel 23 van het GPBP, de installatie van dit type van inrichting mag begeleiden en zich in voorkomend geval zelf mag bezighouden met de installatie ervan;

Overwegende dat, op grond van het GPBP, onder 'voorzieningen voor langparkeren van fietsen op en buiten de openbare weg' dient te worden verstaan: voorzieningen van het type fietsboxen, beveiligde fietsenstallingen binnen, beveiligde fietsenstallingen buiten, fietslokalen ...;

Overwegende dat de toegang tot dit type van voorzieningen niet met zelfbediening is;

Overwegende dat ze via een toegangscontrolesysteem worden beveiligd;

Overwegende dat de hoofddoelstelling van het Agentschap erin bestaat om een gecentraliseerd en homogeen beheer van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg op het niveau van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aan te bieden;

Overwegende dat in een eerste fase de nadruk in de eerste plaats zal worden gelegd op een gecentraliseerd beheer en dito exploitatie van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg in de partnergemeenten;

Overwegende dat dit het Agentschap niet belet om aan de gemeente voor te stellen om nieuwe fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg te installeren in functie van haar budgettaire beschikbaarheden;

Overwegende dat het de gemeente bovendien vrij staat om met eigen middelen te voorzien in andere fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg;

Overwegende dat het Agentschap en de gemeente nauw willen samenwerken bij het bepalen van de precieze locatie van de voorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg teneinde het Agentschap toe te laten haar opdracht zo goed mogelijk te vervullen, in overeenstemming met de bepalingen van de ordonnantie van 22 januari 2009 en het GPBP;

Overwegende dat het Agentschap en de gemeente in deze context de modaliteiten en hun respectieve verbintenissen vastleggen met betrekking tot de taken van beheer en onderhoud van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg;

Overwegende dat het de wil van de partijen is om een nieuwe overeenkomst te sluiten met het oog op een eigendomsoverdracht van de fietsparkeervoorzieningen voor langdurig parkeren op en buiten de openbare weg aan het Agentschap, waarbij laatstgenoemde belast zal zijn met de exploitatie en het onderhoud ervan;

Overwegende dat, binnen deze context en met het oog op de leesbaarheid, de partijen overeenkomen om een nieuwe overeenkomst te sluiten die de vorige van 25 maart 2021 annuleert en vervangt;

Beslist:
de overeenkomst in de bijlage goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.
40 stemmers : 40 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen
2025_Convention_Transfert propriété box_NL.pdf, 2025_Convention_Transfert
propriété box_FR.pdf

24.04.2025/A/0016 **Police de la circulation routière - règlement général complémentaire –
abrogations et nouvelles dispositions.**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements complémentaires sur la circulation routière et sur la pose et le coût de la signalisation routière;

Vu l'article 60 et suivants de l'Arrêté royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique;

Vu l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière ;
Considérant la circulaire ministérielle du 14 novembre 1977 relative aux règlements complémentaires et au placement de la signalisation routière;
Considérant que les mesures prévues ci-après concernent la voirie communale et/ou régionale;

Abrogations :

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.012. Homborch, 102 (12m);

Art.5.9.1.018. Vieille rue du Moulin, 196A (6m);

Art.5.9.1.055. Vieille rue du Moulin, 294 (6m);

Art.5.9.1.057. Rue Charles Bernaerts, 26 (6m);

Art.5.9.1.060. Rue du Postillon, 31 (6m);

Nouvelles dispositions :

Article 4 : Canalisations de la circulation

Art.4.1. Ilot directionnel et zone d'évitement

Art.4.1.2. Une zone d'évitement est tracée sur les voies suivantes. La mesure est matérialisée par les marques de couleur blanche prévues à l'art. 77.4. de l'A.R.

Art.4.1.2.193. Rue Groeselenberg, 202 (1-3m);

Art.4.2. Bandes de circulation et flèches de sélection

Art.4.2.1. La chaussée est divisée en bandes de circulation par des lignes blanches aux endroits suivants. La mesure est matérialisée par des marques de couleur blanches tracées conformément à l'art. 77.4 de l'A.R.

Art.4.2.1.4. Avenue René Gobert, au carrefour avec l'avenue de la Floride (12m);

Article 5 : Arrêt et stationnement (signaux routiers)

Art.5.9. Stationnement réservé

Art.5.9.1. Le stationnement est réservé, dans les endroits suivants, à certaines catégories de véhicules: Personnes handicapées. La mesure est matérialisée par des signaux E9a complétés par un panneau additionnel sur lequel est reproduit le symbole d'une chaise roulante pour personnes handicapées.

Art.5.9.1.134. Chaussée d'Alseberg, 893A (6m);

Art.5.9.1.135. Rue Gabrielle, 33 (6m);

Art.5.9.1.136. Homborch, 103 (18m);

Art.5.9.1.137. Vieille rue du Moulin, 141 (6m);

Art.5.9.1.138. Rue Rittweger, 17 (6m);

Article 10 : Dispositions finales

Art.10.1. La signalisation prévue ci-dessus sera placée conformément aux dispositions de l'Arrêté Royal du 1er décembre 1975 portant règlement général sur la police de la circulation routière et de l'usage de la voie publique et de l'Arrêté ministériel du 11 octobre 1976 fixant les dimensions minimales et les conditions particulières de placement de la signalisation routière.

Art.10.2. Le présent règlement sera soumis à l'approbation du Ministre de la Mobilité, après avis de la Commission Consultative pour la Circulation Routière, conformément à l'article 3 de l'Ordonnance du 3 avril 2014 relative aux règlements

complémentaires sur la circulation routière, la pose et le coût de la signalisation routière.

Décide:
d'approuver les mesures susmentionnées.

Le Conseil approuve le point.
40 votants : 40 votes positifs.

Politie op het wegverkeer algemeen bijkomend reglement – intrekkingen en nieuwe bepalingen.

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;
Gelet op artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens;
Gelet op artikel 60 e.v. van het koninklijk besluit van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg;
Gelet op het ministerieel besluit van 11 oktober 1976 houdende de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens;
Overwegende de ministeriële omzendbrief van 14 november 1977 betreffende de aanvullende reglementen en de plaatsing van verkeerstekens;
Overwegende dat de hierna voorziene maatregelen gemeentewegen en/of gewestwegen betreffen;

Intrekkingen :

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.012. Homborch, 102 (12m);

Art.5.9.1.018. Oude Molenstraat, 196A (6m);

Art.5.9.1.055. Oude Molenstraat, 294 (6m);

Art.5.9.1.057. Charles Bernaertsstraat, 26 (6m);

Art.5.9.1.060. Postiljonstraat, 31 (6m);

Nieuwe bepalingen :

Artikel 4 : Kanaliseren van het verkeer

Art.4.1. Verkeersgeleider en verdrijvingsvlak

Art.4.1.2. Een verdrijvingsvlak wordt aangebracht op de volgende wegen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door witte strepen, conform artikel 77.4. van het K.B.

Art.4.1.2.193. Groeselenbergstraat, 202 (1-3m);

Art.4.2. Rijstroken en voorsorteringsspijlen

Art.4.2.1. De rijbaan wordt verdeeld in rijstroken door witte lijnen op de volgende plaatsen. De maatregel wordt kenbaar gemaakt met witte markeringen zoals voorzien in het art. 77.4. van het K.B.

Art.4.2.1.4. René Gobertlaan, aan het kruispunt met de Floridalaan (12m);

Artikel 5 : Stilstaan en parkeren (verkeersborden)

Art.5.9. Parkeren voorbehouden

Art.5.9.1. Het parkeren is voorbehouden op de volgende plaatsen voor bepaalde categorieën voertuigen: Personen met een handicap. De maatregel wordt kenbaar gemaakt door verkeersborden E9a aangevuld met een onderbord waarop het symbool van een rolstoel voor personen met een handicap afgebeeld is.

Art.5.9.1.134. Alsebergsesteenweg, 893A (6m);

Art.5.9.1.135. Gabriellestraat, 33 (6m);

Art.5.9.1.136. Homborch, 103 (18m);

Art.5.9.1.137. Oude Molenstraat, 141 (6m);

Art.5.9.1.138. Rittwegerstraat, 17 (6m);

Artikel 10 : Slotbepalingen

Art.10.1. De hierboven voorziene signalisatie wordt geplaatst conform de bepalingen van het K.B. van 1 december 1975 houdende algemeen reglement op de politie van het wegverkeer en van het gebruik van de openbare weg en het M.B. van 11 oktober 1976 waarbij de minimum afmetingen en de bijzondere plaatsingsvoorwaarden van de verkeerstekens worden bepaald.

Art.10.2. Het onderhavige reglement wordt ter goedkeuring voorgelegd aan de Minister van Mobiliteit, na advies van de Raadgevende Commissie voor het Wegverkeer, conform artikel 3 van de ordonnantie van 3 april 2014 betreffende de aanvullende reglementen op het wegverkeer en de plaatsing en bekostiging van de verkeerstekens.

Beslist:

de bovenvermelde maatregelen goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

40 stemmers : 40 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

ZE_Groeselenberg.pdf, 2025_04_24_Annexes.pdf, 2025_04_24_Cc_Note explicative.pdf

Boris Dilliès quitte la séance / verlaat de zitting.

Valentine Delwart quitte la séance / verlaat de zitting.

Thibaud Wyngaard quitte la séance / verlaat de zitting.

Elisabeth Degryse quitte la séance / verlaat de zitting.

24.04.2025/A/0017 **Adhésion au Green Deal "Inclusive Carsharing".**

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance climat du 17 juin 2021 qui inscrit la volonté de la Région Bruxelles-Capitale de respecter l'Accord de Paris sur le Climat, qui pose l'objectif de la neutralité climatique en 2050;

Vu le Plan Air, Climat et Energie 2023-2027 adopté par la Région Bruxelles-Capitale qui vise à réduire de 47 % les émissions directes de gaz à effet de serre sur son territoire d'ici 2030 par rapport à 2005 et améliorer la qualité de l'air dans la région afin de tendre vers les valeurs recommandées par l'Organisation Mondiale de la Santé d'ici 2030;

Vu la Feuille de route « Low Emission Mobility » de la Région Bruxelles-Capitale adoptée en 2022 qui identifie les voitures partagées comme une flotte cible à électrifier de manière prioritaire;

Vu l'action C11 du Plan Régional de Mobilité, approuvé en mars 2020, qui vise renforcer les services de mobilité partagée; que les axes 3: "Communiquer, sensibiliser et inciter à la multimodalité " et 4: "Développer une stratégie de stationnement" du Plan Communal de Mobilité, approuvé en septembre 2023 qui marquent la volonté de la Commune d'Uccle à encourager l'autopartage en tant qu'outil de mobilité durable et inclusif;

Considérant le Green Deal Inclusive Carsharing initié par Bruxelles Environnement, Bruxelles-Mobilité et l'asbl Way To Go;

Considérant l'invitation faite aux entreprises, organisations, pouvoirs publics et citoyens de prendre part au Green Deal Inclusive Carsharing;

Considérant que le Green Deal Inclusive Carsharing a pour objectif de développer un carsharing inclusif et durable;

Considérant que les signataires s'engagent à définir et mettre en œuvre au moins 4 actions en faveur d'un carsharing inclusif et durable d'ici à fin 2026;

Considérant que la Commune d'Uccle s'engagerait notamment à:

- Une action de sensibilisation à l'autopartage via le magazine communal, en présentant les opérateurs d'autopartage actifs à Uccle;
- La mise en place d'un stand d'info sur l'autopartage lors de la Semaine de la Mobilité;
- Rechercher des utilisateurs d'autopartage prêts à témoigner dans le magazine communal et sur le stand d'information;
- Un échange/collaboration avec les opérateurs pour voir comment renforcer l'offre dans les quartiers où elle est encore limitée;
- Une augmentation de la proportion de voitures électriques partagées afin de promouvoir un autopartage plus durable;
- Prévoir un chapitre dédié à l'autopartage dans la brochure communale « Easy-mobility »;

Décide:

d'approuver les actions à mettre en œuvre dans le cadre du Green Deal Inclusive Carsharing;

de signer la charte d'engagement "Green Deal Inclusive Carsharing" jointe en annexe.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Lidmaatschap van de Green Deal "Inclusive Carsharing".

De raad,

Gelet op de klimaatordonnantie van 17 juni 2021 waarin de wens van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest wordt uiteengezet om zich te schikken naar het Klimaatakkoord van Parijs, dat klimaatneutraliteit als doelstelling vooropstelt tegen 2050;

Gelet op het door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest aangenomen Lucht-, Klimaat- en Energieplan 2023-2027 dat tot doel heeft de directe uitstoot van broeikasgassen op zijn grondgebied tegen 2030 met 47% te verminderen t.o.v. 2005 en de luchtkwaliteit in het

gewest te verbeteren om tegen 2030 in de buurt te komen van de door de Wereldgezondheidsorganisatie aanbevolen waarden;

Gelet op het stappenplan “Low Emission Mobility” van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest dat in 2022 werd goedgekeurd en dat deelauto's als prioritair te elektrificeren voertuigen aanwijst;

Gelet op actie C11 van het gewestelijk mobiliteitsplan, goedgekeurd in maart 2020, die tot doel heeft de gedeelde mobiliteitsdiensten te versterken; dat op krachtlijnen 3: “Aansporing, communicatie en sensibilisering in het kader van multimodaliteit” en 4: “Parkeerstrategie” van het gemeentelijk mobiliteitsplan, goedgekeurd in september 2023, waaruit de wens van de gemeente Ukkel blijkt om autodelen aan te moedigen als een duurzaam en inclusief mobiliteitsinstrument;

Gelet op de Green Deal Inclusive Carsharing op initiatief van Leefmilieu Brussel, Brussel Mobiliteit en vzw Way To Go;

Gezien de uitnodiging aan bedrijven, organisaties, overheden en burgers om deel te nemen aan de Green Deal Inclusive Carsharing;

Overwegende dat het doel van de Green Deal Inclusief Carsharing is om inclusief en duurzaam autodelen te ontwikkelen;

Overwegende dat de ondertekenaars zich ertoe verbinden om tegen eind 2026 minstens 4 acties te definiëren en uit te voeren ten voordele van inclusief en duurzaam autodelen;

Overwegende dat de gemeente Ukkel zich er met name toe verbindt om:

- een sensibiliseringsactie voor autodelen via het gemeenteblad waarbij de in Ukkel actieve autodeeloperators worden voorgesteld;
- het opzetten van een infostand over autodelen tijdens de Week van de Mobiliteit;
- het zoeken naar gebruikers van autodelen die bereid zijn om over hun ervaringen te praten in het gemeenteblad en op de infostand;
- een uitwisseling/samenwerking met de operators om te zien hoe het aanbod versterkt kan worden in wijken waar het nog beperkt is;
- een toename van het aandeel elektrische deelauto's om duurzamer autodelen te bevorderen;
- een hoofdstuk gewijd aan autodelen opnemen in de gemeentelijke brochure “Easy-mobility”;

Beslist:

in te stemmen met de uit te voeren acties in het kader van de Green Deal Inclusief Carsharing;

het bijgevoegde verbintenishandvest “Green Deal Inclusive Carsharing” te ondertekenen.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

3 annexes / 3 bijlagen

*Charter-et-actions-et-GDPR-FR.pdf, 2025+Presentatie+GDIC+Ukkel+-+Uccle.pdf,
Charter-en-acties-en-GDPR-NL.pdf*

DÉPARTEMENT AFFAIRES SOCIALES ET ÉCONOMIQUES - DEPARTEMENT SOCIALE EN ECONOMISCHE ZAKEN

Action sociale - Sociale actie

24.04.2025/A/0018 **Octroi d'un subside à la Ferme rose pour la mise en place du projet « La Rencontre : Animaux et brunchs » - Convention.**

Le Conseil,

Considérant le projet La Rencontre : lieu intergénérationnel et de socialisation pour personnes isolées (Budget estimé : 20.000 euros), lauréat du Budget participatif 2022 de la Participation citoyenne ;

Considérant la décision du Collège en séance du 2 mai 2023 de confier la mise en œuvre du projet « La Rencontre » au service de de l'Action sociale- cellule Cohésion sociale ;

Vu les attentes des porteurs de projet et les retours des votants, il a été jugé pertinent de localiser cet espace de cohésion sociale intergénérationnel dans le centre de la commune afin d'être accessible au plus grand nombre ;

Attendu que la maison de quartier 1180, lieu intergénérationnel, de vivre ensemble et de socialisation ouvert à tous les Ucclois au cœur de la commune d'Uccle, inaugurée le 8 novembre 2024, répond aux exigences du projet qui rejoignent de surcroît les valeurs de la maison de quartier ;

Attendu que le projet « La Rencontre » comprend également un volet « accueil et contact avec les animaux » ;

Vu que la maison de quartier 1180 ne dispose pas d'espace ouvert mais seulement d'espaces fermés (grande salle et cafeteria) et que des repas sont pris sur place, ce qui ne permet pas d'accueillir des animaux dans de bonnes conditions de bien-être animal et d'hygiène pour les repas ;

Attendu que dès lors il a été proposé de localiser le projet « La Rencontre » dans la maison de quartier 1180, rue Robert Scott 14, pour le volet lieu intergénérationnel et de socialisation, et à La Ferme Rose, avenue De Fré 44 à Uccle pour ce qui est de l'accueil physique des animaux ;

Vu les éléments exposés, le Collège a approuvé en date du 25/02/2025 l'octroi d'un subside de 8000 euros à la Ferme Rose pour la mise en place du volet accueil physique des animaux et organisation de brunchs en collaboration avec le service de l'Action sociale- cellule Cohésion sociale ;

Considérant qu'une convention relative à l'octroi du subside en question à La Ferme Rose est conclue avec la commune d'Uccle pour fixer les modalités de mise en place du projet « La Rencontre : Brunchs et animaux » en collaboration avec l'échevinat de l'Action sociale.

Décide :

D'approuver l'octroi d'un subside de 8.000 euros à la Ferme rose pour la mise en place du projet « La Rencontre: Animaux et brunchs » pour un public familial durant l'année 2025 (art.849/332-02/92);

D'approuver la convention fixant les modalités de mise en place de ce projet.

Le Conseil approuve le point.

36 votants : 36 votes positifs.

Toekenning van een subsidie aan het Hof ten Hove voor de uitvoering van het project "De ontmoeting: dieren en brunches" - Overeenkomst.

De raad,

Overwegende het project "De ontmoeting: intergenerationele plaats voor socialisatie voor alleenstaanden" (geraamd budget: 20.000 euro), winnaar van het Participatief budget 2022 van de dienst Burgerinspraak;

Overwegende de beslissing van het college in zitting van 2 mei 2023 om de uitvoering van het project "De ontmoeting" toe te vertrouwen aan de dienst Sociale Actie - cel Sociale Samenhang;

Gelet op de verwachtingen van de projectdragers en de feedback van de stemmers

werd het relevant geacht om deze ruimte voor intergenerationele sociale samenhang te vestigen in het centrum van de gemeente zodat ze voor zo veel mogelijk mensen toegankelijk is;

Aangezien buurthuis 1180, een intergenerationele plaats voor samenleven en socialisatie die openstaat voor alle Ukkelaars in het hart van de gemeente Ukkel, ingehuldigd op 8 november 2024, voldoet aan de vereisten van het project, die bovendien samenvallen met de waarden van het buurthuis;

Aangezien het project "De ontmoeting" ook een luik "opvang van en contact met de dieren" omvat;

Aangezien buurthuis 1180 niet over een open ruimte maar enkel over afgesloten ruimtes (grote zaal en cafetaria) beschikt en er ter plaatse maaltijden genuttigd worden, wat het niet mogelijk maakt dieren op te vangen in gunstige omstandigheden voor het dierenwelzijn en in hygiënische omstandigheden voor de maaltijden;

Aangezien bijgevolg voorgesteld werd het project "De ontmoeting" te vestigen in buurthuis 1180, Robert Scottstraat 14, voor het intergenerationeel en socialiserend luik en in het Hof ten Hove, De Frélaan 44 te Ukkel, voor de fysieke opvang van de dieren;

Gelet op de uiteengezette elementen heeft het college op 25/02/2025 de toekenning van een subsidie van 8.000 euro aan het Hof ten Hove goedgekeurd voor de uitvoering van het luik fysieke opvang van de dieren en organisatie van brunches in samenwerking met de dienst Sociale Actie - cel Sociale Samenhang;

Overwegende dat er een overeenkomst voor de toekenning van de subsidie in kwestie aan het Hof ten Hove gesloten wordt met de gemeente Ukkel om de uitvoeringsmodaliteiten van het project "De ontmoeting: dieren en brunches", in samenwerking met de dienst Sociale Actie, te bepalen;

Aangezien de subsidie van 8.000 euro vastgelegd wordt op begrotingsartikel 849/332-02/92;

Beslist:

De toekenning van een subsidie van 8.000 euro aan het Hof ten Hove voor de uitvoering van het project "De ontmoeting: dieren en brunches" voor een familiaal publiek in 2025 goed te keuren (art.849/332-02/92);

De overeenkomst die de uitvoeringsmodaliteiten van dit project bepaalt goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Convention++Ferre+rose+Commune+La+Rencontre+20250415.docx

Thibaud Wyngaard entre en séance / treedt in zitting.

Elisabeth Degryse entre en séance / treedt in zitting.

Buss Walter quitte la séance / verlaat de zitting.

DÉPARTEMENT AFFAIRES GÉNÉRALES - DEPARTEMENT ALGEMENE ZAKEN

Participation citoyenne - Burgerparticipatie

24.04.2025/A/0019 **Participation citoyenne.- Subside « Coup de Pouce projet citoyen ».- Subsidies**

aux organismes au service des ménages.- Modification du règlement et du formulaire 2025.

Le Conseil,

Attendu qu'un Subside Coup de pouce projet citoyen a été lancé dans la commune en 2019 avec pour objectif de mettre à disposition une enveloppe budgétaire destinée aux projets citoyens dans le but d'améliorer le cadre de vie des Ucclois et renforcer les liens entre habitants dans un contexte de développement durable;

Attendu que depuis son lancement, le Subside Coup de Pouce a permis de soutenir plus de 80 projets présentés par des comités de quartiers, des groupements de citoyens, des associations de fait ou encore des A.S.B.L dans le cadre du règlement adopté en conseil communal du 26 septembre 2019;

Attendu que le service participation citoyenne prévoit que ce subside consiste en un appel ouvert toute l'année jusqu'à épuisement de l'enveloppe ;

Attendu que le règlement et le formulaire modifiés annexés incluent des modifications prenant en compte ces considérants et apportent des clarifications sur les thématiques concernées par le dispositif, les conditions d'octroi des subsides, le budget des projets et les coûts éligibles ;

Décide:

d'adopter le règlement et formulaire du subside coup de pouce modifiés tels que joints en annexe.

/

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Burgerinspraak.- Subsidie "Ondersteuning burgerproject".- Subsidies aan organisaties ten dienste van gezinnen.- Wijziging van het reglement en van het formulier. 2025.

De Raad,

Aangezien in 2019 in de gemeente een subsidie Ondersteuning burgerproject gelanceerd werd met als doel begrotingsmiddelen beschikbaar te stellen voor burgerprojecten om de leefomgeving van de Ukkelaars te verbeteren en de banden tussen de bewoners te versterken in een streven naar duurzame ontwikkeling;

Aangezien de ondersteuningssubsidie sinds haar lancering het mogelijk gemaakt heeft 80 projecten te ondersteunen die door wijkcomités, burgergroeperingen, feitelijke verenigingen of vzw's voorgesteld werden in het kader van het reglement dat op 26 september 2019 goedgekeurd werd door de gemeenteraad;

Aangezien de dragers de duurzaamheidsfactoren, de collectieve en participatieve dimensie en een gedetailleerd budget met het bedrag en de aard van elke overwogen uitgave moeten aantonen om deze categorie van de subsidie te verkrijgen;

Aangezien het bijgevoegde gewijzigde reglement en formulier wijzigingen bevatten die rekening houden met deze overwegingen en verduidelijkingen bieden over de thema's die bij de voorziening betrokken zijn, de toekenningsvoorwaarden van de subsidies, het budget van de projecten en de kosten die in aanmerking komen;

Beslist:

Het gewijzigde reglement en formulier van de ondersteuningssubsidie zoals in de bijlage goed te keuren.

/

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

8 annexes / 8 bijlagen

Information traitement des données.docx, Formulaire coup de pouce citoyen 2025 nl.docx, Reglement Coup de pouce 2025.docx, Subside Coup de pouce - Nos conseils pour un projet durable_nl.docx, Reglement Coup de pouce 2025_nl.docx, Subside Coup de pouce Nos conseils pour un projet durable.docx, Formulaire coup de pouce citoyen 2025.docx, Information traitement des données_nl.docx

DÉPARTEMENT ESPACE PUBLIC - DEPARTEMENT OPENBARE RUIMTE

Service vert - Groendienst

24.04.2025/A/0020 **Rapport final du projet Carbone : prise de connaissance**

Le Conseil,

Considérant qu'en séance du 28 janvier 2021, l'Assemblée a approuvé la Convention relative à l'octroi d'un subside de 250.855,00 € dans le cadre du programme « Experimental Platforms 2020 » d'Innoviris pour entreprendre le projet « Carbone : Recircularisation des déchets végétaux bruxellois »;

Considérant que la Commune d'Uccle, via le Service vert, a participé de 2021 à 2024 à ce projet qui entendait expérimenter des techniques de recircularisation des flux de matières végétales (feuilles, tontes, tailles et branchages, gros bois – anciennement appelés « déchets verts ») au sein de plusieurs administrations communales bruxelloises (Anderlecht, Saint-Gilles, Uccle, Woluwe-Saint-Pierre) ainsi que Bruxelles Mobilité;

Considérant que ces expérimentations ont permis à ces acteurs d'adopter de nouvelles pratiques afin de reprendre en main la collecte et le traitement de leurs matières végétales en réduisant l'export des matières végétales et en valorisant localement ces matières, produisant des bénéfices environnementaux, sociaux et économiques;

Vu le rapport final du projet Carbone et ses annexes, faisant la synthèse des résultats des nouvelles pratiques adoptées et proposant une évaluation des effets des expérimentations;

Considérant que les principales conclusions du rapport pour la commune d'Uccle sont les suivantes :

- La mise en place du mulching, une technique de tonte qui déchiquette l'herbe en petits morceaux et la laisse se décomposer sur place, au cimetière de Verrewinkel et la généralisation de la pratique dans les espaces verts a permis d'augmenter la part de pelouses mulchées de 26% à 70%. 21% des pelouses sont laissés en zone de fauchage tardif ou de développement spontané et, désormais, les tontes de seules quelques pelouses sont encore ramassées et exportées.
- Le broyat de tailles d'arbustes, haies et arbres a continué à être mis en paillage sous les massifs arbustifs et les pieds d'arbres ou redistribué aux services communaux et aux citoyen(ne)s. Le volume de broyat produit a été optimisé via l'acquisition de nouvelles machines permettant de broyer l'ensemble des tailles (dont de plus grandes branches). Une procédure interne de valorisation du broyat et un règlement public de distribution de celui-ci pour les citoyen(ne)s (composts de quartier, potagers collectifs, particuliers) ont été adoptés pour répartir celui-ci de manière plus équitable et transparente.
- Une étude juridique a été entamée pour évaluer la possibilité de récupérer le broyat d'élagueurs et opérateurs privés.
- Des prototypes de mobilier urbain (table et banc) ont été conçus, avec l'accompagnement d'un cabinet de design de produits et d'un menuisier, afin de produire ces mobiliers par les équipes communales avec du bois d'abattage issus des espaces verts ucclois.
- Un mésocompost, un site de compostage permettant de gérer des volumes importants de matières, a été installé au cimetière de Saint-Gilles pour gérer les matières végétales non valorisées par les autres dispositifs, avec une capacité de production jusqu'à 25 tonnes de compost, qui est utilisé sur les espaces verts communaux, remplaçant ainsi l'achat de terreau ou de compost.
- Une convention de partage des machines nécessaires à la gestion du mésocompost a été adoptée entre les communes d'Uccle, Saint-Gilles et Woluwe-Saint-Pierre;

Considérant dès lors que le projet Carbone a permis à la commune de mettre en place des pratiques pour valoriser la majeure partie des matières végétales, avec des bénéfices en terme de réduction des émissions de gaz à effet de serre (réduction de l'export de déchets), d'amélioration de la qualité et fertilisation du sol (mulching, paillage du broyat), de réduction des coûts d'achats de matières premières et de fournitures (terreau, copeaux, mobilier urbain), entre autre;

Décide :

de prendre connaissance du rapport final du projet Carbone.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Eindverslag van het Carbone-project: kennisneming

De raad,

Overwegende dat de vergadering in zitting van 28 januari 2021 de overeenkomst voor de toekenning van een subsidie van € 250.855,00 in het kader van het programma

"Experimental Platforms 2020" van Innoviris goedgekeurd heeft om het project "Carbone: hergebruik van het Brusselse groenafval" te ondernemen;

Overwegende dat de gemeente Ukkel, via de Groendienst, van 2021 tot 2024 deelgenomen heeft aan dit project, dat wou experimenteren met technieken om de stromen plantaardig materiaal (bladeren, gras, takken, ruw hout - vroeger "groenafval" genaamd) opnieuw in circulatie te brengen binnen verschillende Brusselse gemeentebesturen (Anderlecht, Sint-Gillis, Ukkel en Sint-Pieters-Woluwe) en Brussel Mobiliteit;

Overwegende dat deze actoren dankzij deze experimenten nieuwe praktijken konden aannemen om de ophaling en de verwerking van hun plantaardig materiaal over te nemen door de export van het plantaardig materiaal te beperken en dit materiaal lokaal op te waarderen, wat leidde tot milieukundige, sociale en economische voordelen;

Gelet op het eindverslag van het Carbone-project en de bijlagen erbij, dat de resultaten van de nieuwe aangenomen praktijken samenvat en een beoordeling van de gevolgen van de experimenten voorstelt;

Overwegende dat de voornaamste conclusies van het verslag voor de gemeente Ukkel de volgende zijn:

- De invoering van mulching, een maaitechniek die het gras in kleine stukjes maalt en het ter plaatse laat ontbinden, op de begraafplaats van Verrewinkel en de veralgemening van de praktijk in de groene ruimtes maakte het mogelijk het aandeel gemulchte grasperken te verhogen van 26 naar 70 %. 21 % van de grasperken werd als een zone met laattijdig maaien of met spontane begroeiing gelaten en voortaan wordt het gras van slechts enkele grasperken nog opgeraapt en geëxporteerd.

- Het haksel van het snoeien van struiken, hagen en bomen bleef als onderlaag onder de struikmassieven en in de boomspiegels gelegd worden of herverdeeld worden aan de gemeentediensten en de burgers. Het volume geproduceerd haksel werd geoptimaliseerd via de aankoop van nieuwe machines waarmee al het snoeiafval (waaronder grotere takken) gehakseld kan worden. Er werden een interne procedure voor de opwaardering van het haksel en een openbaar reglement voor de verdeling ervan aan de burgers (wijkcomposten, collectieve moestuinen, particulieren) aangenomen om het eerlijker en transparanter te verdelen.

- Er werd een juridische studie opgestart om de mogelijkheid te bekijken om het haksel van privésnoeiers en -operatoren terug te winnen.

- Er werden prototypes van stadsmeubilair (tafel en bank) ontworpen, met begeleiding van een designbureau van producten en een schrijnwerker, om dit meubilair door de gemeentelijke teams te laten vervaardigen met rooihout afkomstig van de Ukkelse groene ruimtes.

- Er werd een mesocompost, een compostsite waarmee grote volumes beheerd kunnen worden, opgezet op de begraafplaats van Sint-Gillis om het plantaardig materiaal te beheren dat niet opgewaardeerd wordt door de andere voorzieningen, met een productiecapaciteit tot 25 ton compost, dat gebruikt wordt in de gemeentelijke groene ruimtes en zo de aankoop van teelaarde of compost vervangt.

- Er werd een overeenkomst voor het delen van de nodige machines voor het beheer van de mesocompost aangenomen tussen de gemeentes Ukkel, Sint-Gillis en Sint-Pieters-Woluwe;

Overwegende bijgevolg dat het Carbone-project ervoor gezorgd heeft dat de gemeente

praktijken kon invoeren om het grootste deel plantaardig materiaal op te waarderen, met voordelen op vlak van onder andere minder uitstoot van broeikasgassen (minder export van afval), verbetering van de kwaliteit en bemesting van de bodem (mulching, uitspreiding van het haksel) en minder kosten voor de aankoop van grondstoffen en toebehoren (teelaarde, houtsnippers, stadsmeubilair);

Beslist:

Kennis te nemen van het eindverslag van het Carbone-project.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

Rapport Carbone 2025 (InnovIris, EP 2020).pdf, Rapport Carbone 2025-Annexe.pdf

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Education - Onderwijs

24.04.2025/A/0021 **Département Affaires éducatives - Enseignement communal - Ecoles du Homborch (Petite et Grande Sections) - Projet école - Immersion**

Le Conseil,

Attendu que les écoles du Homborch (petite et grande sections) ont engagé un projet d'enseignement immersion en néerlandais depuis 2008 ;

Que l'école compte 3 classes par année ce qui complique la répartition des périodes entre les titulaires et les cours en néerlandais et en français ;

Que l'organisation pratique de l'école (section primaire) a été soumise à de nombreuses variations ces dernières années afin de maintenir l'immersion malgré les départs et absences successives ;

Que, malgré les difficultés rencontrées, la Fédération Wallonie Bruxelles, par la voix du délégué au contrat d'objectifs (DCO / Plan de pilotage) souligne la qualité de l'engagement et de l'investissement professionnel de l'équipe pédagogique de l'école du Homborch ;

Que celle-ci a pour ambition de poursuivre plus avant le développement des compétences langagières des élèves en néerlandais et de consacrer le temps nécessaire à l'accompagnement des élèves tant en français qu'en néerlandais ;

Que ce type de compétences doit se faire avec une approche la plus stable ;

Qu'il apparaît que la répartition entre l'enseignement dispensé en néerlandais et celui en français ne peut être maintenue à une hauteur de 50 % depuis plusieurs années ;

Que pour que l'assimilation du néerlandais se passe de façon plus ludiques et moins scolaire

- les cours d'éducation physique sont donnés en néerlandais ;
- des cours de théâtre en néerlandais sont intégrés dans les plages horaires ;
- de nombreuses visites sont planifiées en Flandre (Antwerpen, Gent, Brugge, ...)
- des partenariats sont élaborés avec « De Mollie » ;
- des visites à la bibliothèque néerlandophone sont prévues ;

Vu que le barème salarial est plus attractif en Flandre et que des primes sont offerts dans certains PO francophones cela entraine ;

- Que la fonction d'instituteur disposant des titres pour enseigner en néerlandais est en pénurie sévère ;
- Que plusieurs enseignants néerlandophones n'ont pas le titre requis ;

Vu que cette pénurie risque encore s'aggraver avec l'allongement des études d'instituteur primaire à 4 ans (pas de diplômés bachelier instituteur en 26/27 et l'élargissement de l'obligation d'enseigner le néerlandais en Wallonie ;

Vu que les moyens mis à disposition de l'école par la Fédération Wallonie-Bruxelles sont insuffisants pour garantir un fonctionnement par rapport aux besoins spécifiques d'une école en immersion ;

Que l'immersion fait l'objet de suspensions régulières au motif de la pénurie sévère de professeurs disposant des titres pour enseigner en néerlandais ;

Que ces modifications et adaptations imposées par des contingences extérieures à l'équipe créent une situation instable qui impacte l'organisation mais également le pédagogique ;

Que cette instabilité suscite des inquiétudes auprès des parents mais également auprès des professeurs ;

Que cette inquiétude provoque le départ d'élèves mais également de professeurs (francophones comme néerlandophones) ;

Que la qualité de notre enseignement doit absolument être préservée ;

Qu'il est impératif de maintenir ce projet d'apprentissage en immersion, pilier essentiel dont l'impact positif justifie pleinement son développement.

Qu'il convient dès lors de définir un cadre structurel le plus pérenne et stable possible sur lequel l'équipe pédagogique puisse se baser pour continuer à construire le projet d'établissement ;

Que cette organisation doit viser à une meilleure répartition du travail, une planification plus efficace et équilibrée des horaires au bénéfice des élèves ;

Que ce cadre a fait l'objet d'une réflexion approfondie avec l'équipe éducative, les directions, le service de l'Education et l'Echevin.

Que plusieurs modèles d'organisation ont été proposés par l'équipe pédagogique et

ont fait l'objet d'une concertation finale rassemblant tous les enseignants de l'école, les directions, Mme GOL-LESCOT, Echevin, M. Philippe WARGNIES, Inspecteur pédagogique et M. Philippe REGNAULT, coordinateur scolaire ;

Que la proposition retenue peut être résumée comme suit :

- Les classes de P1 et P2, seront organisées dans un dispositif avec 3 professeurs (1 francophone pour 16 périodes et 1 néerlandophone pour 8 périodes + 1 professeur d'éducation physique néerlandophone pour 2 périodes).
- Les classes de P3 à P4 seront organisées dans un dispositif avec 3 professeurs (1 francophone pour 17 périodes et 1 néerlandophone pour 8 périodes + 1 professeur d'éducation physique néerlandophone pour 2 périodes).

Que le professeur francophone enseignera à une classe et complètera son horaire par de l'accompagnement personnalisé et que le professeur néerlandophone donnera cours aux 3 classes de la même année scolaire.

- Les classes de P5 et P6 seront organisées dans un dispositif dit de co-tutulariat : 4 professeurs (2 francophones et 1 néerlandophone + 1 professeur d'éducation physique néerlandophone pour 2 périodes en P3/P4 et 3 périodes en P5/P6) chargés respectivement d'une matière spécifique qu'elle/il donnera dans les 3 classes de la même année scolaire. Ce dispositif permet également de préparer les élèves au rythme des secondaires.

16 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P1A Instit. A fr Instit. D ndls	P1B Instit. B fr Instit. D ndls	P1C Instit. C fr Instit. D ndls
16 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P2A Instit. E fr Instit. H ndls	P2B Instit. F fr Instit. H ndls	P2C Instit. G fr Instit. H ndls
17 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P3A Instit. I fr Instit. L ndls	P3B Instit. J fr Instit. L ndls	P3C Instit. K fr Instit. L ndls
17 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P4A Instit. M fr Instit. P ndls	P4B Instit. N fr Instit. P ndls	P4C Instit. O fr Instit. P ndls
8 p. Inst.fr. 8 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 3 p. EP ndls	P5A Instit. Q fr Instit. R fr Instit. S ndls	P5B Instit. Q fr Instit. R fr Instit. S ndls	P5C Instit. Q fr Instit. R fr Instit. S ndls

8 p. Inst.fr.	P6A	P6B	P6C
8 p. Inst.fr.	Instit. T fr	Instit. T fr	Instit. T fr
8 p. Inst.ndls	Instit. U fr	Instit. U fr	Instit. U fr
3 p. EP ndls	Instit. V ndls	Instit. V ndls	Instit. V ndls

Que le modèle proposé permet de maintenir la répartition de l'immersion de la manière suivante :

- P1 à P2 = 38,5 %
- P3 à P4 = 37 %
- P5 à P6 = 40,7 %

Qu'en outre, il permet :

- De fonctionner sans solliciter de moyens financiers supplémentaires ;
- d'atténuer les risques liés à la pénurie des professeurs en fonctionnant avec 6 enseignants néerlandophones ;
- De renforcer la collaboration entre les professeurs au travers des périodes libérées par les professeurs francophones en P1, P2, P3 et P4 pour les périodes accompagnement personnalisés ;
- De laisser plus temps structurel (moins de morcellement) pour asseoir les apprentissages en P1, P2, P3 et P4 ;
- D'éviter les changements de locaux intempestifs pour les élèves (perte de temps et de repères)

Décide,

D'adapter la répartition du volume des apprentissages donnés dans les deux langues tel que présenté dans le tableau ci-dessous

16 p. Inst.fr.	P1A	P1B	P1C
8 p. Inst.ndls	Instit. A fr	Instit. B fr	Instit. C fr
2 p. EP ndls	Instit. D ndls	Instit. D ndls	Instit. D ndls
16 p. Inst.fr.	P2A	P2B	P2C
8 p. Inst.ndls	Instit. E fr	Instit. F fr	Instit. G fr
2 p. EP ndls	Instit. H ndls	Instit. H ndls	Instit. H ndls

17 p. Inst.fr.	P3A	P3B	P3C
8 p. Inst.ndls	Instit. I fr	Instit. J fr	Instit. K fr
2 p. EP ndls	Instit. L ndls	Instit. L ndls	Instit. L ndls
17 p. Inst.fr.	P4A	P4B	P4C
8 p. Inst.ndls	Instit. M fr	Instit. N fr	Instit. O fr
2 p. EP ndls	Instit. P ndls	Instit. P ndls	Instit. P ndls
8 p. Inst.fr.	P5A	P5B	P5C
8 p. Inst.fr.	Instit. Q fr	Instit. Q fr	Instit. Q fr
8 p. Inst.ndls	Instit. R fr	Instit. R fr	Instit. R fr
3 p. EP ndls	Instit. S ndls	Instit. S ndls	Instit. S ndls
8 p. Inst.fr.	P6A	P6B	P6C
8 p. Inst.fr.	Instit. T fr	Instit. T fr	Instit. T fr
8 p. Inst.ndls	Instit. U fr	Instit. U fr	Instit. U fr
3 p. EP ndls	Instit. V ndls	Instit. V ndls	Instit. V ndls

Le Conseil approuve le point.
37 votants : 37 votes positifs.

Gemeenteonderwijs - Departement Educatieve Zaken - Homborchscholen (kleine en grote afdeling) - schoolproject - immersie

De raad,

Aangezien Homborchscholen (kleine en grote afdeling) sinds 2008 betrokken zijn bij een project van immersieonderwijs in het Nederlands;

Aangezien de school 3 klassen per jaar telt, wat de verdeling van de periodes tussen de leerkrachten en de klassen in het Nederlands en het Frans bemoeilijkt;

Aangezien de praktische organisatie van de school (lagere afdeling) de laatste jaren talrijke wijzigingen heeft ondergaan om de immersie te behouden ondanks opeenvolgende vertrekken en afwezigheden;

Aangezien, ondanks de ondervonden moeilijkheden, de Federatie Wallonië-Brussel, via de afgevaardigde voor het doelstellingencontract (DCO / Pilootplan) de kwaliteit van de inzet en de professionele investering van het onderwijsteam van de Homborchschool benadrukt;

Aangezien het haar ambitie is om de taalvaardigheid van de leerlingen in het Nederlands verder te ontwikkelen en de nodige tijd te besteden aan de ondersteuning van leerlingen in zowel het Frans als het Nederlands;

Aangezien dit type vaardigheden ontwikkeld moet worden met de meest stabiele aanpak;

Aangezien blijkt dat de verdeling tussen onderwijs in het Nederlands en onderwijs in het Frans al enkele jaren niet meer op 50% wordt gehouden;

Aangezien, om de assimilatie van het Nederlands leuker en minder academisch te maken

- lichamelijke opvoeding in het Nederlands wordt gegeven;
- theaterlessen in het Nederlands worden geïntegreerd in het lesrooster;
- er talrijke bezoeken gepland zijn aan Vlaanderen (Antwerpen, Gent, Brugge ...);
- er samenwerkingsverbanden zijn opgezet met 'De Mollie';
- er bezoeken aan de Nederlandstalige bibliotheek zijn gepland;

Aangezien de loonschaal in Vlaanderen aantrekkelijker is en er in bepaalde Franstalige OM's premies worden aangeboden, wat betekent dat;

- er een groot tekort is aan leerkrachten met de nodige kwalificaties om les te geven in het Nederlands;
- veel Nederlandstalige leerkrachten niet over de vereiste kwalificaties beschikken;

Aangezien dit tekort waarschijnlijk nog zal toenemen door de verlenging van de lerarenopleiding lager onderwijs tot 4 jaar (geen afgestudeerde baccalaureaten in 26/27 en de uitbreiding van de verplichting om Nederlands te onderwijzen in Wallonië);

Aangezien de middelen die de Federatie Wallonië-Brussel ter beschikking stelt van de school onvoldoende zijn om de werking ervan te garanderen in overeenstemming met de specifieke behoeftes van een immersieschool;

Aangezien de immersie regelmatig wordt opgeschort wegens het ernstige tekort aan leerkrachten die gekwalificeerd zijn om in het Nederlands les te geven;

Aangezien deze veranderingen en aanpassingen, opgelegd door onvoorziene omstandigheden buiten het team, een onstabiele situatie creëren die niet alleen een impact heeft op de organisatie maar ook op de pedagogie;

Aangezien deze instabiliteit zowel ouders als leerkrachten zorgen baart;

Aangezien deze ongerustheid leidt tot het vertrek van zowel leerlingen als leerkrachten (Franstalig en Nederlandstalig);

Aangezien de kwaliteit van ons onderwijs absoluut behouden moet blijven;

Aangezien het absoluut noodzakelijk is om dit immersieproject te behouden, een essentiële pijler waarvan de positieve impact de ontwikkeling volledig rechtvaardigt.

Aangezien het daarom noodzakelijk is om een zo permanent en stabiel mogelijk structureel kader te definiëren waarop het onderwijsteam zich kan baseren om verder te bouwen aan het schoolproject;

Aangezien deze organisatie gericht moet zijn op een betere werkverdeling en een efficiëntere en evenwichtigere planning van de roosters ten bate van de leerlingen;

Aangezien dit kader het onderwerp is geweest van diepgaande besprekingen met het onderwijsteam, de directies, de dienst Opvoeding en de schepen.

Aangezien verschillende organisatiemodellen werden voorgesteld door het pedagogisch team en het voorwerp uitmaakten van een laatste raadpleging waarbij alle leerkrachten van de school, de directies, mevr. GOL-LESCOT, schepen, de h. Philippe WARGNIES, onderwijsinspecteur, en de h. Philippe REGNAULT, schoolcoördinator, betrokken waren;

Aangezien het aangenomen voorstel als volgt kan worden samengevat:

- De klassen P1 en P2 zullen worden georganiseerd in een systeem met 3 leerkrachten (1 Franstalige leerkracht voor 16 periodes en 1 Nederlandstalige leerkracht voor 8 periodes + 1 Nederlandstalige leerkracht lichamelijke opvoeding voor 2 periodes).

- De klassen P3 en P4 zullen worden georganiseerd in een systeem met 3 leerkrachten (1 Franstalige leerkracht voor 17 periodes en 1 Nederlandstalige leerkracht voor 8 periodes + 1 Nederlandstalige leerkracht lichamelijke opvoeding voor 2 periodes).

Aangezien de Franstalige leerkracht les zal geven aan één klas en zijn lesrooster aanvult met individuele begeleiding en de Nederlandstalige leerkracht les zal geven aan 3 klassen in hetzelfde schooljaar.

- De P5- en P6-klassen worden georganiseerd in een zogenaamd co-teaching systeem: 4 leerkrachten (2 Franstalige en 1 Nederlandstalige + 1 Nederlandstalige leerkracht lichamelijke opvoeding voor 2 periodes in P3/P4 en 3 periodes in P5/P6) elk verantwoordelijk voor een specifiek vak dat hij/zij zal onderwijzen in de 3 klassen van hetzelfde schooljaar. Deze regeling bereidt de leerlingen ook voor op het ritme van de middelbare school.

16 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P1A Instit. A fr Instit. D ndls	P1B Instit. B fr Instit. D ndls	P1C Instit. C fr Instit. D ndls
16 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P2A Instit. E fr Instit. H ndls	P2B Instit. F fr Instit. H ndls	P2C Instit. G fr Instit. H ndls

17 p. Inst.fr.	P3A	P3B	P3C
8 p. Inst.ndls	Instit. I fr	Instit. J fr	Instit. K fr
2 p. EP ndls	Instit. L ndls	Instit. L ndls	Instit. L ndls
17 p. Inst.fr.	P4A	P4B	P4C
8 p. Inst.ndls	Instit. M fr	Instit. N fr	Instit. O fr
2 p. EP ndls	Instit. P ndls	Instit. P ndls	Instit. P ndls
8 p. Inst.fr.	P5A	P5B	P5C
8 p. Inst.fr.	Instit. Q fr	Instit. Q fr	Instit. Q fr
8 p. Inst.ndls	Instit. R fr	Instit. R fr	Instit. R fr
3 p. EP ndls	Instit. S ndls	Instit. S ndls	Instit. S ndls
8 p. Inst.fr.	P6A	P6B	P6C
8 p. Inst.fr.	Instit. T fr	Instit. T fr	Instit. T fr
8 p. Inst.ndls	Instit. U fr	Instit. U fr	Instit. U fr
3 p. EP ndls	Instit. V ndls	Instit. V ndls	Instit. V ndls

Aangezien het voorgestelde model het mogelijk maakt om de verdeling van de immersie als volgt te handhaven:

- P1 à P2 = 38,5 %
- P3 à P4 = 37 %
- P5 à P6 = 40,7 %

Dat het ook mogelijk maakt:

- te functioneren zonder extra financiële middelen nodig te hebben;
- de risico's in verband met het lerarentekort te beperken door te werken met 6 Nederlandstalige leerkrachten;
- de samenwerking tussen leerkrachten te versterken door periodes vrij te maken voor individuele ondersteuning door Franstalige leerkrachten in P1, P2, P3 en P4;
- meer structurele tijd (minder versnippering) te hebben om het leren in P1, P2, P3 en P4 te consolideren;
- te voorkomen dat leerlingen onnodig van lokaal moeten veranderen (verlies van tijd en referentiepunten).

Beslist,

De verdeling van het leervolume in de twee talen aan te passen zoals weergegeven in de onderstaande tabel

16 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P1A Instit. A fr Instit. D ndls	P1B Instit. B fr Instit. D ndls	P1C Instit. C fr Instit. D ndls
16 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P2A Instit. E fr Instit. H ndls	P2B Instit. F fr Instit. H ndls	P2C Instit. G fr Instit. H ndls
17 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P3A Instit. I fr Instit. L ndls	P3B Instit. J fr Instit. L ndls	P3C Instit. K fr Instit. L ndls
17 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 2 p. EP ndls	P4A Instit. M fr Instit. P ndls	P4B Instit. N fr Instit. P ndls	P4C Instit. O fr Instit. P ndls
8 p. Inst.fr. 8 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 3 p. EP ndls	P5A Instit. Q fr Instit. R fr Instit. S ndls	P5B Instit. Q fr Instit. R fr Instit. S ndls	P5C Instit. Q fr Instit. R fr Instit. S ndls
8 p. Inst.fr. 8 p. Inst.fr. 8 p. Inst.ndls 3 p. EP ndls	P6A Instit. T fr Instit. U fr Instit. V ndls	P6B Instit. T fr Instit. U fr Instit. V ndls	P6C Instit. T fr Instit. U fr Instit. V ndls

De Raad keurt het punt goed.
37 stemmers : 37 positieve stemmen.

Valentine Delwart entre en séance / treedt in zitting.

DÉPARTEMENT ÉTAT CIVIL - DEPARTEMENT BURGERLIJKE STAND

État civil - Burgerlijke stand

24.04.2025/A/0022 **Etat civil - Lieu de célébration des mariages – désignation du CAU et de la Maison des Arts d'Uccle**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 137bis de la Nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu que l'article 165/1 du Code civil précise que « le Conseil communal peut désigner, sur le territoire de la commune, d'autres lieux publics à caractère neutre, dont la commune a l'usage exclusif, pour célébrer les mariages et ce y compris les dimanches et jours fériés » ;

Vu l'engouement croissant d'une partie des citoyens ucclois pour le déroulement de la cérémonie dans un cadre moderne tel que celui du Centre Administratif Ucclois (CAU) ;

Vu toutefois les contraintes financières que cela ferait peser sur le budget communal, la possibilité d'organiser des cérémonies de mariage au CAU ne sera admise que du lundi au vendredi et à l'exclusion des jours fériés.

Vu enfin la possibilité de célébrer les mariages à la Maison des Arts d'Uccle.

Décide ;

- de désigner le Centre Administratif sis Rue de Stalle 77 ainsi que la Maison des Arts d'Uccle sis Rue du Doyenné 102 à Uccle, comme lieux de célébration des mariages ;
- d'approuver les modifications au règlement redevances sur les cérémonies de mariage, délibéré par le Conseil Communal en séance du 15 décembre 2022.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Burgerlijke stand - Plaats van voltrekking van huwelijken - aanwijzing van de CAU en van het Kunstenhuis van Ukkel

De raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Aangezien artikel 165/1 van het Burgerlijk Wetboek bepaalt: "kan de gemeenteraad op het grondgebied van de gemeente andere openbare plaatsen met een neutraal karakter, waarvan de gemeente het exclusief gebruik heeft, aanwijzen om huwelijken te voltrekken, inclusief op zon- en feestdagen";

Gelet op de toenemende begeerte van een deel van de Ukkelse burgers voor het verloop van de plechtigheid in een modern kader zoals dat van het Administratief Centrum van Ukkel (ACU);

Gelet echter op de financiële moeilijkheden die dat zou drukken op de gemeentebegroting wordt de mogelijkheid om huwelijksplechtigheden in het ACU te organiseren slechts toegestaan van maandag tot vrijdag en niet op feestdagen;

Gelet ten slotte op de mogelijkheid om huwelijken te voltrekken in het Kunstenhuis Ukkel.

Beslist:

- het Administratief Centrum in de Stallestraat 77 evenals het Kunstenhuis van Ukkel in Dekenijstraat 102 te 1180 Ukkel aan te wijzen als locaties om huwelijken te voltrekken;
- de wijzigingen aan het vergoedingsreglement voor huwelijksplechtigheden, beraadslaagd door de gemeenteraad in zitting van 15 december 2022, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

24.04.2025/A/0023 **Règlement-redevance pour les cérémonies de mariage - Modification**

Le Conseil,

Vu l'article 117 de la nouvelle loi communale;

Vu l'article 137bis de la Nouvelle loi communale;

Vu l'article 252 de la nouvelle loi communale qui impose l'équilibre budgétaire aux communes;

Vu l'ordonnance du 14 mai 1998 organisant la tutelle administrative sur les communes de la Région de Bruxelles-Capitale;

Vu l'article 165/1 de l'ancien Code civil relatif à la célébration des mariages suivant lequel le mariage doit avoir lieu à la maison communale;

Vu que ce même article prévoit la possibilité pour le Conseil communal de désigner, sur le territoire de la commune, d'autres lieux publics à caractère neutre, dont la commune a l'usage exclusif, pour célébrer les mariages;

Vu qu'en sa séance du 19 janvier 2017, le Conseil communal a désigné le théâtre de verdure du Wolvendael comme lieu de célébration officiel des mariages ;

Vu que cette même instance, en sa séance du 24 mars 2022 a désigné le bâtiment situé place Jean Vander Elst, 29 à 1180 Uccle, comme lieu de célébration des mariages y compris les dimanches et jours fériés ;

Vu que le Conseil communal a également désigné le Centre Administratif d'Uccle sis Rue de Stalle 77 à 1180 Uccle en sa séance du 24 avril 2025, comme lieu de célébration des mariages à l'exclusion des samedis, dimanches et jours fériés ;

Vu enfin que le Conseil communal a également désigné la Maison des Arts d'Uccle sis Rue du Doyenné, 102 à 1180 Uccle en sa séance du 24 avril 2025, comme lieu de célébration des mariages

Vu le règlement-redevance pour les cérémonies de mariage, délibéré par le Conseil communal le 15 décembre 2022;

Considérant qu'il y a lieu d'adapter ce règlement-redevance prenant cours le 1er janvier 2023, comme suit :

REGLEMENT

Article 1

Il est établi à partir du 1^{er} janvier 2023 une nouvelle redevance communale sur les cérémonies de mariage.

Article 2

Les cérémonies de mariage au Centre Administratif d'Uccle ne seront pas organisées les samedis, dimanches et jours fériés.

Article 3

Tenant compte de l'exclusion formulée à l'article 2, les mariages sont célébrés :

Gratuitement

1. Tous les samedis matin;
2. Les 1^{er} vendredi du mois (matin, après-midi et soirée);
3. Les 1^{er} samedi du mois (matin, après-midi et soirée);
4. Les 3^{ème} vendredi du mois (matin).
5. Le 1^{er} dimanche du mois (matin)
6. Au Théâtre de Verduure du parc de Wolvendael le premier samedi du mois

Moyennant une redevance unique de 260 € :

1. Les lundis, mardis, mercredis, et jeudis (matin et après-midi);
2. Le 2^{ème} vendredi du mois (matin et après-midi);
3. Le 3^{ème} vendredi du mois (après-midi);
4. Les 4^{ème} et 5^{ème} vendredis du mois (matin, après-midi et soirée);
5. Les 4^{ème} et 5^{ème} samedis du mois (après-midi et soirée);
6. Le dernier dimanche du mois (matin);
7. Au Théâtre de Verduure du parc de Wolvendael le dernier samedi du mois

Article 4

La redevance est due au comptant lors de la déclaration de mariage ou, au plus tard, dans les 15 jours qui précèdent la date fixée pour la cérémonie. Le paiement s'effectuera entre les mains du receveur communal, de ses préposés ou aux agents

régulièrement mandatés à cet effet.

Article 5

Sauf empêchement dûment justifié, la redevance due lors de la déclaration du mariage n'est plus récupérable à partir de la quinzaine qui précède la date fixée pour la cérémonie.

Article 6

A défaut de règlement amiable, le recouvrement de la redevance sera poursuivi sur la base de l'article 137bis de la Nouvelle Loi Communale ou le cas échéant, par la voie judiciaire.

Article 7

Le présent règlement modifie au 24 avril 2025 le règlement-redevance pour les cérémonies de mariage, délibéré par le Conseil communal le 15 décembre 2022.

Le Conseil approuve le point.

37 votants : 37 votes positifs.

Vergoedingsreglement voor huwelijksplechtigheden - Wijziging

De Raad,

Gelet op artikel 117 van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet;

Gelet op artikel 252 van de Nieuwe Gemeentewet, dat de gemeentes verplicht een begrotingsevenwicht te hebben;

Gelet op de ordonnantie van 14 mei 1998 houdende regeling van het administratief toezicht op de gemeenten van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;

Gelet op artikel 165/1 van het oude Burgerlijk Wetboek betreffende de huwelijksplechtigheid, dat bepaalt dat het huwelijk voltrokken moet worden in het gemeentehuis;

Aangezien ditzelfde artikel de mogelijkheid voorziet voor de gemeenteraad om op het gemeentelijk grondgebied andere openbare plaatsen met neutraal karakter, waarvan de gemeente het exclusieve gebruiksrecht heeft, aan te wijzen om huwelijken te voltrekken;

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 19 januari 2017 het Openluchttheater in het Wolvendaelpark aangewezen heeft als officiële locatie om huwelijken te voltrekken;

Aangezien dezelfde instantie in zitting van 24 maart 2022 het gebouw op het Jean Vander Elstplein 29 te 1180 Ukkel aangewezen heeft als locatie om huwelijken te voltrekken, inclusief op zon- en feestdagen;

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 24 april 2025 ook het Administratief Centrum van Ukkel, gelegen Stallestraat 77 te 1180 Ukkel, aangewezen heeft als plaats om huwelijken te voltrekken, behalve op zater-, zon- en feestdagen;

Aangezien de gemeenteraad ten slotte in zitting van 24 april 2025 het Kunstenhuis van Ukkel gelegen in Dekenijstraat 102 te 1180 Ukkel aangewezen heeft als plaats om huwelijken te voltrekken

Gelet op het vergoedingsreglement voor huwelijksplechtigheden, beraadslaagd door de gemeenteraad van 15 december 2022;

Overwegende dat dit vergoedingsreglement, dat begint te lopen op 1 januari 2023,

als volgt aangepast moet worden:

REGLEMENT

Artikel 1

Er wordt vanaf 1 januari 2023 een nieuwe gemeentelijke vergoeding op huwelijksplechtigheden geheven.

Artikel 2

De huwelijksplechtigheden in het Administratief Centrum van Ukkel worden niet georganiseerd op zater-, zon- en feestdagen.

Artikel 3

Rekening houdend met de uitzondering geformuleerd in artikel 2 worden de huwelijken voltrokken:

Gratis:

1. Elke zaterdagmorgen;
2. Elke 1e vrijdag van de maand ('s morgens, 's middags en 's avonds);
3. Elke 1e zaterdag van de maand ('s morgens, 's middags en 's avonds);
4. Elke 3e vrijdag van de maand ('s morgens).
5. Elke 1e zondag van de maand ('s morgens).
6. In het Openluchttheater van het Wolvendaelpark op de eerste zaterdag van de maand

Middels één enkele vergoeding van € 260 voltrokken:

1. Maandag, dinsdag, woensdag en donderdag ('s morgens en 's middags);
2. De 2e vrijdag van de maand ('s morgens en 's middags);
3. De 3e vrijdag van de maand ('s middags);
4. De 4e en 5e vrijdag van de maand ('s morgens, 's middags en 's avonds);
5. De 4e en 5e zaterdag van de maand ('s middags en 's avonds);
6. De laatste zondag van de maand ('s morgens).
7. In het Openluchttheater van het Wolvendaelpark op de laatste zaterdag van de maand

Artikel 4

De vergoeding moet contant betaald worden op het ogenblik van de huwelijksaangifte of uiterlijk binnen de 15 dagen voorafgaand aan de vastgelegde datum van de plechtigheid. De betaling gebeurt in de handen van de gemeenteontvanger, zijn aangestelden of aan de ambtenaren die hiertoe aangewezen werden.

Artikel 5

De vergoeding die verschuldigd is bij de huwelijksaangifte is niet meer recupereerbaar vanaf de vijftiende dag, voorafgaand aan de datum waarop de plechtigheid plaatsvindt, behalve indien het beletsel behoorlijk gerechtvaardigd werd.

Artikel 6

Bij gebrek aan minnelijke schikking wordt de invordering van de vergoeding nagestreefd op basis van artikel 137bis van de Nieuwe Gemeentewet of desgevallend via gerechtelijke weg.

Artikel 7

Het onderhavige reglement trekt op 1 mei 2025 het vergoedingsreglement voor huwelijksplechtigheden, beraadslaagd door de gemeenteraad van 15 december 2022, in en vervangt het.

De Raad keurt het punt goed.

37 stemmers : 37 positieve stemmen.

Eric Sax quitte la séance / verlaat de zitting.

24.04.2025/A/0024 **Etat civil - Salle destinée à la tenue de cérémonies funéraires, Avenue de la Chênaie 125 – approbation du règlement d'occupation et du formulaire de demande**

Le Conseil,

Vu l'article 34 de l'Ordonnance du 29 novembre 2018 sur les funérailles et sépultures autorisant les communes à mettre à disposition sur leur territoire une ou plusieurs salles adaptées à la tenue de cérémonies funéraires neutres.

Vu la volonté exprimée par la commune d'Uccle de mettre à la disposition de ses citoyens une petite salle ne comportant aucun signe convictionnel et pouvant servir, avant l'inhumation ou la dispersion des cendres, de lieu de recueillement à l'occasion de funérailles devant se dérouler dans l'enceinte du cimetière du Verrewinkel.

Considérant que le choix du lieu s'est porté sur la salle située à l'entrée du cimetière du Verrewinkel, sis Avenue de la Chênaie 125, à Uccle et reprise sur la parcelle cadastrée 57X3.

Considérant encore que l'entière du domaine du cimetière Verrewinkel rentre dans le domaine public et qu'en conséquence, la salle située sur le territoire du cimetière, qui en constitue une dépendance est elle aussi affectée au domaine public communal.

Que dès lors la salle sera soustraite à l'usage public et sera donnée à la jouissance exclusive d'une personne déterminée pendant une période déterminée moyennant le paiement d'une redevance établie par le règlement d'occupation.

Qu'à cette fin, l'autorisation d'occupation sera accordée par le biais d'une autorisation domaniale décernée par le Bourgmestre ou par la personne qu'il délèguera expressément.

Décide :

- D'approuver la mise à disposition de la Salle destinée à la tenue de cérémonies funéraires sis Avenue de la Chênaie 125 et reprise sur la parcelle 57X3
- De marquer son accord sur le projet de règlement d'occupation et sur le formulaire de demande, relatifs aux occupations de la salle destinée à la tenue de cérémonies funéraires.

Le Conseil approuve le point.

**Burgerlijke Stand - Zaal bestemd voor het houden van uitvaartplechtigheden,
Eikenboslaan 125 - Goedkeuring van het gebruiksreglement en van het
aanvraagformulier**

De raad,

Gelet op artikel 34 van de ordonnantie op de begraafplaatsen en de lijkbezorging van 29 november 2018, dat de gemeentes toestaat op hun grondgebied een of meer neutrale zalen geschikt voor het houden van uitvaartplechtigheden ter beschikking te stellen;

Gelet op de wens van de gemeente Ukkel om haar burgers een kleine zaal ter beschikking te stellen die geen enkel religieus teken bevat en die voor de begrafenis of de asverstrooiing kan dienen als bezinningsplaats bij uitvaarten die plaatsvinden op de begraafplaats van Verrewinkel;

Overwegende dat de keuze voor de locatie uitgegaan is naar de zaal aan de ingang van de begraafplaats van Verrewinkel, gelegen Eikenboslaan 125 te Ukkel en opgenomen op gekadaastreerd perceel 57X3;

Overwegende ook dat het volledige domein van de begraafplaats van Verrewinkel in het openbaar domein ligt en dat de zaal op het grondgebied van de begraafplaats, die er een aanhorigheid van uitmaakt, bijgevolg ook bestemd is tot het gemeentelijk openbaar domein;

Dat de zaal bijgevolg onttrokken wordt aan het openbaar gebruik en gedurende een bepaalde periode overgedragen wordt aan het exclusief gebruik van een welbepaalde persoon middels de betaling van een retributie vastgesteld door het bezettingsreglement.

Dat de gebruikstoelating hiervoor toegekend wordt door middel van een domeintoelating verleend door de burgemeester of door de persoon die hij uitdrukkelijk afvaardigt;

Beslist:

- De terbeschikkingstelling van de zaal bestemd voor het houden van uitvaartplechtigheden gelegen Eikenboslaan 125 en opgenomen op perceel 57X3 goed te keuren;
- Zijn goedkeuring te verlenen aan het ontwerp van gebruiksreglement en aan het aanvraagformulier met betrekking tot het gebruik van de zaal bestemd voor het houden van uitvaartplechtigheden.

De Raad keurt het punt goed.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

4 annexes / 4 bijlagen

*Règlement+salle+Verrewinkel_nl.docx, FORMULAIRE DE DEMANDE.docx,
Règlement+salle+Verrewinkel.docx, FORMULAIRE DE DEMANDE_nl.docx*

Valentine Delwart quitte la séance / verlaat de zitting.

Carine Gol-Lescot quitte la séance / verlaat de zitting.

Perrine Ledan quitte la séance / verlaat de zitting.

Mathias Junqué quitte la séance / verlaat de zitting.

DÉPARTEMENT AFFAIRES ÉDUCATIVES - DEPARTEMENT EDUCATIEVE ZAKEN

Santé - Gezondheid

24.04.2025/A/0025 **Santé.- Projet pilote "Mission Zéro Bobo".- Approbation de la convention de collaboration entre "la Croix-Rouge de Belgique section Jeunesse" et le "Service de Promotion de la Santé à l'Ecole" de l'Administration communale d'Uccle.**

Le Conseil,

Vu que la Croix-Rouge de Belgique section Jeunesse propose de poursuivre en collaboration avec la commune d'Uccle, via son Service de Promotion de la Santé à l'Ecole, le projet pilote "Mission Zéro Bobo" dans une école communale;

Vu que, afin de pouvoir organiser ce projet, une convention de collaboration entre les deux instances sera établie;

Vu que l'objet de cette convention de collaboration est que la Croix Rouge s'engage à former les membres du personnel du Service de Promotion de la Santé communal d'Uccle au module Mission Zéro Bobo, afin qu'ils deviennent des acteurs relais et qu'ils dispensent de façon autonome cette matière à des enfants de 6 à 10 ans, dans le cadre de leurs animations;

Vu que cette convention s'intègre dans le cadre de la continuation du projet pilote initié en 2018 et se poursuivra les années scolaires 2024-2025, 2025-2026, 2026-2027;

Qu'elle a également pour objet de fixer les modalités de collaboration entre les parties à l'occasion de l'exécution de prestations de formation;

Vu que la collaboration se porte sur la formation d'animateurs-relais et sur l'animation de modules de premiers soins proposés par la Croix-Rouge de Belgique,

Décide :

- d'autoriser la poursuite du projet pilote "Mission Zéro Bobo" par le Service de Promotion de la Santé à l'Ecole de l'Administration communale d'Uccle en collaboration avec la Croix-Rouge section Jeunesse;
- d'approuver la convention de collaboration pour les années scolaires 2024-2025, 2025-2026, 2026-2027.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Gezondheid.- Pilootproject "Mission Zéro Bobo".- Goedkeuring van de samenwerkingsovereenkomst tussen "la Croix-Rouge de Belgique section Jeunesse" en de dienst "Gezondheidspromotie op school " van het gemeentebestuur van Ukkel.

De Raad,

Aangezien la Croix-Rouge de Belgique section Jeunesse in een gemeenteschool het pilootproject "Mission Zéro Bobo" zou willen voortzetten in samenwerking met de dienst Gezondheidspromotie op school van de gemeente Ukkel;

Aangezien er een samenwerkingsovereenkomst afgesloten moet worden tussen de beide instellingen om dit project te organiseren;

Gelet op het onderwerp van deze samenwerkingsovereenkomst: la Croix-Rouge

verbindt zich ertoe de personeelsleden van de dienst Gezondheidspromotie op school van de gemeente Ukkel de opleidingsmodule "Mission Zéro Bobo" te geven zodat zij als tussenpersoon kunnen optreden en zij op een autonome manier deze materie kunnen overbrengen bij kinderen van 6 tot 10 jaar in het kader van animatie rond gezondheidspromotie op school;

Aangezien deze overeenkomst opgenomen wordt in het kader van de verlenging van het pilootproject, opgestart in 2018, en voortgezet zal worden in de schooljaren 2024-2025, 2025-2026, 2026-2027;

Aangezien deze overeenkomst eveneens de samenwerkingsmodaliteiten van de twee partijen inzake de uitvoering van de opleidingen wil vastleggen;

Aangezien de opleiding betrekking heeft op de opleiding van animatoren-tussenpersonen en op de animatie van EHBO-modules, voorgesteld door la Croix-Rouge de Belgique;

Beslist :

- zijn toelating te verlenen aan de voortzetting van het pilootproject "Mission Zéro Bobo" door de dienst Gezondheidspromotie op school van het gemeentebestuur van Ukkel in samenwerking met la Croix-Rouge de Belgique section Jeunesse;
- de bijgevoegde samenwerkingsovereenkomst in de schooljaren 2024-2025, 2025-2026, 2026-2027, goed te keuren.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

CONVENTION CROIX ROUGE 2024-2027.pdf

Personnes porteuses handicap - Personen met een handicap

24.04.2025/A/0026 **Service des Personnes en Situation de Handicap. Conseil Consultatif Communal de la Personne en Situation de Handicap.- Appel public.- Nomination des membres.**

Le Conseil,

Attendu qu'un Conseil Consultatif Communal de la Personne en Situation de Handicap (C.C.C.P.S.H.) a été créé par le Conseil Communal en séance du 27 juin 2013;

Attendu que l'article 16 du règlement du C.C.C.P.S.H. précise que celui-ci est dissout de plein droit, en même temps que le Conseil communal de la précédente législature;

Attendu qu'en séance du 11 février 2025, le Collège des Bourgmestre et Echevins a décidé d'organiser un nouvel appel public, afin de désigner les nouveaux membres du C.C.C.P.S.H.;

Que cet appel public a notamment été publié sur le site internet communal, sur le site facebook communal et par publication dans le Wolvendael du mois de mars 2025;

Attendu que l'article 2 du règlement susmentionné prévoit que les membres du C.C.C.P.S.H. sont nommés par le Conseil communal, sur proposition du Collège des Bourgmestre et Echevins;

Attendu que l'article 3 du règlement susmentionné prévoit :

"Le Conseil est constitué :

a) de représentant(e)s d'associations qui œuvrent en faveur de la promotion et de la défense des intérêts des personnes porteuses de handicap, ayant leur siège sur le territoire de la Commune d'Uccle et/ou ayant effectivement des activités sur le territoire de la Commune d'Uccle. Chaque association présente un membre effectif et un membre suppléant. La demande de candidature doit être accompagnée des statuts de l'association.

Le suppléant remplace le membre effectif chaque fois que celui-ci est empêché.

b) de personnes indépendantes porteuses de handicap ou des experts, se présentant à titre individuel, domiciliés à Uccle ou exerçant leurs activités sur le territoire de la Commune d'Uccle.

Les personnes qui se présentent à titre individuel n'ont pas de suppléant.

c) Le ou les membres du Collège des Bourgmestre et Echevins qui ont Les Personnes en Situation de Handicap, l'Egalité des Chances, l'Action sociale et la Participation citoyenne dans leurs attributions.

Pour être membre du Conseil, il faut en outre, réunir les conditions suivantes :

1°) Etre âgé de 18 ans au moins;

2°) Jouir des droits civils et politiques;

3°) Bénéficier d'une légitimité pour représenter les intérêts d'une personne en situation de handicap ou disposant d'une expérience utile dans ce domaine.

Le nombre de membres du Conseil est fixé par le Collège et ne peut dépasser le nombre de membres du Conseil communal";

Vu que les candidatures suivantes ont été reçues :

Nom, Prénom	F/M	Représentant
Angelo Cléon	M	Autonomia
Skipor Maryna (suppléante)	F	Autonomia
Gorgy Olivier (suppléant)	M	CHSM Arc-en-Ciel - Relais des couleurs
Michils Muriel	F	CHSM Arc-en-Ciel - Relais des couleurs
Ben Yamoun Fatima (suppléante)	F	Communauté Montagne de Saint-Job

Bergeot Arnaud	M	Communauté Montagne de Saint-Job
Kapin Tame Georges (suppléant)	M	Ekhô Sport
Rossignol Elodie	F	Ekhô Sport
Vandermeulen Yves (suppléant)	M	I See
Storme Frédéric	M	I See
Duplat Brigitte (suppléante)	F	IRSA
Romain Rose	F	IRSA
Arschoot Sophie (suppléante)	F	Ligue Braille
Savino Théodore	M	Ligue Braille
Duplat Brigitte	F	Expert
Deloire Olivier	M	Expert
De Briey Mathilde	F	Expert
Vandecandelaere Marie-Ange	F	Expert
Van Nerom Dominique	F	Expert
Dangotte Valérie	F	Expert
Cabaret Eric	M	Personne indépendante
Vervaeck Paul	M	Personne indépendante
Vandermeulen Yves	M	Personne indépendante

Vu que toutes les candidatures sont recevables et que tous les handicaps sont représentés via les différentes asbl et via les différents experts;

Vu que les dispositions de l'article 120bis alinéa 3 de la Nouvelle Loi communale limitant à un maximum de deux tiers les membres du même sexe, sont respectées,

Décide :

- de nommer les personnes suivantes, conformément au règlement du C.C.C.P.S.H., en qualité :

• de représentant d'une association qui œuvre en faveur de la promotion et de la défense des intérêts des personnes en situation de handicap, ayant leur siège sur le territoire de la Commune d'Uccle et/ou ayant effectivement des activités sur le territoire de la Commune d'Uccle :

- Autonomia : Angelo Cléon
- Autonomia : Skipor Maryna
- Ligue Braille : Savino Théodore
- Ligue Braille : Arschoot Sophie (suppléante)
- Communauté Montagne de Saint-Job : Bergeot Arnaud

- Communauté Montagne de Saint-Job : Ben Yamoun Fatima (suppléante)
- IRSA : Romain Rose
- IRSA : Duplat Brigitte (suppléante)
- CHSM Arc-en-Ciel - Relais des couleurs : Michils Muriel
- CHSM Arc-en-Ciel - Relais des couleurs : Gorgy Olivier (suppléant)
- Ekhô Sport : Rossignol Elodie
- Ekhô Sport : Kapin Tame Georges (suppléant)
- I See : Storme Frédéric
- I See : Vandermeulen Yves (suppléant)
- de personne indépendante en situation de handicap ou expert, se présentant à titre individuel, domiciliée à Uccle ou exerçant ses activités sur le territoire de la Commune d'Uccle :
 - Indépendants :
 - Cabaret Eric
 - Vandermeulen Yves
 - Vervaeck Paul
 - Experts :
 - Dangotte Valérie
 - De Briey Mathilde
 - Deloire Olivier
 - Duplat Brigitte
 - Van Nerom Dominique
 - Vandecandelaere Marie-Ange
- de membre du Collège :
 - Echevin des personnes en Situation de Handicap : M. Jean-Luc Vanraes
 - Echevine de l'Egalité des Chances, de l'Action sociale et de la Participation citoyenne : Maëlle De Brouwer;
- de nommer Mme Gisèle De Geyter (chef de division des personnes en situation de handicap), en qualité de secrétaire du C.C.C.P.S.H., afin de gérer l'envoi des convocations, les P.V. des réunions et tout l'aspect administratif et technique lié à celles-ci, et de l'autoriser à prester des heures supplémentaires lors des réunions (en moyenne 4 à 5 fois par an).

Dienst Personen met een Handicap.- Gemeentelijke Adviesraad voor Personen met een Handicap.- Publieke oproep.- Benoeming van leden.

De raad,

Aangezien de gemeenteraad in zitting van 27 juni 2013 een gemeentelijke adviesraad voor personen met een handicap (GARPH) heeft opgericht;

Overwegende dat artikel 16 van het GARPH-reglement bepaalt dat de GARPH van rechtswege wordt ontbonden op hetzelfde ogenblik als de gemeenteraad van de vorige legislatuur;

Overwegende dat het college van burgemeester en schepenen in zitting van 11 februari 2025 heeft besloten een nieuwe openbare oproep tot kandidaten te organiseren met het oog op de benoeming van de nieuwe leden van de GARPH;

Overwegende dat deze openbare oproep gepubliceerd werd op de gemeentelijke website, op de gemeentelijke Facebookpagina en door publicatie in de Wolvendael van maart 2025;

Overwegende dat artikel 2 van het bovenvermelde reglement bepaalt dat de leden van de GARPH worden benoemd door de gemeenteraad, op voordracht van het college van burgemeester en schepenen;

Overwegende dat artikel 3 van het bovenvermelde reglement het volgende bepaalt:

“De Adviesraad is samengesteld uit:

a) vertegenwoordigers van verenigingen die ijveren voor de aanmoediging en verdediging van de belangen van personen met een handicap, die zetelen op het grondgebied van de gemeente Ukkel en/of die daadwerkelijk actief zijn op het grondgebied van de gemeente Ukkel. Elke vereniging stelt een effectief lid en een plaatsvervanger voor. Aan de kandidatuursaanvraag moeten de statuten van de vereniging toegevoegd worden.

De plaatsvervanger vervangt het effectief lid telkens wanneer deze laatste verhinderd is.

b) zelfstandige personen met een handicap of experten die zich voorstellen op persoonlijke basis, gehuisvest in Ukkel of die hun activiteiten uitvoeren op het grondgebied van de gemeente Ukkel.

De personen die zich kandidaat stellen op persoonlijke basis hebben geen plaatsvervanger.

c) Het lid of de leden van het college van burgemeester en schepenen, bevoegd voor Personen met een Handicap, Gelijke Kansen, Sociale Actie en Burgerinspraak.

Om lid te zijn van de raad moet bovendien aan de volgende voorwaarden voldaan zijn:

1°) minimaal 18 jaar;

2°) de burgerlijke en politieke rechten genieten;

3°) genieten van een legimitatie om de belangen van een persoon met een handicap te vertegenwoordigen of over een nuttige ervaring in dit domein beschikken.

Het aantal raadsleden wordt vastgelegd door het college en mag het aantal gemeenteraadsleden niet overschrijden.”

Aangezien de volgende sollicitaties werden ontvangen:

Naam, voornaam	M/V	Vertegenwoordigt
Angelo Cléon	M	Autonomia
Skipor Marya	V	Autonomia
Gorgy Olivier (opvolger)	M	CHSM Arc-en-Ciel - Relais des couleurs
Michils Muriel	V	CHSM Arc-en-Ciel - Relais des couleurs
Ben Yamoun Fatima (opvolgster)	V	Communauté Montagne de Saint-Job
Bergeot Arnaud	M	Communauté Montagne de Saint-Job
Kapin Tame Georges (opvolger)	M	Ekhô Sport
Rossignol Elodie	V	Ekhô Sport
Vandermeulen Yves (opvolger)	M	I See
Storme Frédéric	M	I See
Duplat Brigitte (opvolgster)	V	IRSA
Romain Rose	V	IRSA
Arschoot Sophie (opvolgster)	V	Ligue Braille
Savino Théodore	M	Ligue Braille
Duplat Brigitte	V	Expert
Deloire Olivier	M	Expert
De Briey Mathilde	V	Expert
Vandecandelaere Marie-Ange	V	Expert
Van Nerom Dominique	V	Expert
Dangotte Valérie	V	Expert
Cabaret Eric	M	Zelfstandig persoon
Vervaeck Paul	M	Zelfstandig persoon
Vandermeulen Yves	M	Zelfstandig persoon

Aangezien alle kandidaturen ontvankelijk zijn alle handicaps vertegenwoordigd zijn via de verschillende vzw's en deskundigen;

Aangezien de bepalingen van artikel 120bis 3^e lid van de Nieuwe Gemeentewet, dat de leden van hetzelfde geslacht beperkt tot twee derde, in acht genomen worden;

Beslist:

- de volgende personen te benoemen, in overeenstemming met het GARPH-reglement, in de hoedanigheid van:

- vertegenwoordigers van een vereniging die zich inzet voor de promotie en de bescherming van de belangen van personen met een handicap, met zetel op het grondgebied van de gemeente Ukkel en/of met effectieve activiteiten op het grondgebied van de gemeente Ukkel:

- Autonomia: Angelo Cléon

- Autonomia: Skipor Marya (opvolgster)

- Ligue Braille: Savino Théodore

- Ligue Braille: Arschoot Sophie (opvolgster)

- Communauté Montagne de Saint-Job: Bergeot Arnaud

- Communauté Montagne de Saint-Job: Ben Yamoun Fatima (opvolgster)

- IRSA: Romain Rose

- IRSA: Duplat Brigitte (opvolgster)

- CHSM Arc-en-Ciel - Relais des couleurs: Michils Muriel

- CHSM Arc-en-Ciel - Relais des couleurs: Gorgy Olivier (opvolger)

- Ekhô Sport: Rossignol Elodie

- Ekhô Sport: Kapin Tame Georges (opvolger)

- I See: Storme Frédéric

- I See: Vandermeulen Yves (opvolger)

- zelfstandig persoon met een handicap of expert die zich voorstelt op persoonlijke basis, gehuisvest in Ukkel of die activiteiten uitvoert op het grondgebied van de gemeente Ukkel:

- Zelfstandige personen: - Cabaret Eric

- Vandermeulen Yves

- Vervaeck Paul

- Experts: - Dangotte Valérie

- De Briey Mathilde
- Deloire Olivier
- Duplat Brigitte
- Van Nerom Dominique
- Vandecandelaere Marie-Ange

• leden van het college:

- Schepen van Personen met een Handicap: dhr. Jean-Luc Vanraes
- Schepen van Gelijke Kansen, Sociale Actie en Burgerinspraak: Maëlle De Brouwer.

- mevr. Gisèle De Geyter (afdelingschef van de dienst Personen met een Handicap) aan te stellen als secretaris van de GARPH voor het beheer van de verzending van de oproepingen, de pv's van de vergaderingen en alle daarmee verband houdende administratieve en technische aspecten en haar toe te staan overuren te presteren tijdens de vergaderingen (gemiddeld 4 tot 5 keer per jaar).

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

2 annexes / 2 bijlagen

REGLEMENT.pdf, REGLEMENT.NDLS.pdf

24.04.2025/A/0027 **Service des Personnes en Situation de Handicap.- Transmission du rapport d'activité annuel de 2024.**

Le Conseil,

Attendu que l'article 14 du Règlement du Conseil Consultatif communal de la Personne en Situation de Handicap prévoit que chaque année, au cours du moi de mars, le Président adresse au Collège des Bourgmestre et Echevins, un rapport général sur l'activité du Conseil durant l'année écoulée;

Attendu que le Collège porte ce rapport à la connaissance du Conseil communal;

Vu que le rapport général sur l'activité du C.C.C.P.S.H. de 2024 a été envoyé par mail à tous les membres du C.C.C.P.S.H., celui-ci ayant été dissout en même temps que le Conseil communal;

Qu'il peut dès lors être transmis au Collège des Bourgmestre et Echevins, pour information et que celui-ci pourra ensuite le transmettre au Conseil communal, pour information;

Décide :

de prendre acte du rapport général sur l'activité du C.C.C.P.S.H. de 2024.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

Dienst Personen met een Handicap - Toezending van het jaarlijkse activiteitenverslag van 2024.

De Raad,

Aangezien artikel 14 van het reglement van de Gemeentelijke Adviesraad voor Personen met een Handicap bepaalt dat de voorzitter elk jaar in de loop van de maand maart aan het college van burgemeester en schepenen een algemeen verslag over de activiteiten van de raad tijdens het voorbije jaar toezendt;

Aangezien het college dit verslag ter kennis brengt van de gemeenteraad;

Aangezien het algemene verslag over de activiteiten van de GARPH van 2024 per e-mail naar alle leden van de GARPH werd gestuurd, dat tegelijk met de gemeenteraad werd ontbonden;

Aangezien het aldus ter informatie kan worden doorgestuurd naar het college van burgemeester en schepenen, dat het vervolgens ter informatie kan doorsturen naar de gemeenteraad;

Beslist:

akte te nemen van het algemene verslag over de activiteiten van de GARPH van 2024.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

*1 annexe / 1 bijlage
RAPPORT 2024.pdf*

Famille - Familie

24.04.2025/A/0028 **A.S.B.L. Actions pour les familles, la santé et l'égalité des chances.- Convention de gestion.- Rapport d'évaluation et ses annexes.**

Le Conseil,

Vu l'Ordonnance du 5 juillet 2018 relative aux modes spécifiques de gestion communale et à la coopération intercommunale ; notamment les articles 38 à 40 de cette Ordonnance ;

Vu la Convention de gestion approuvée par le Conseil en sa séance du 16 décembre 2021 et signée entre la Commune et l'ASBL Actions pour les familles, la santé et l'égalité des chances à Uccle, asbl communale au sens de l'ordonnance du 5 juillet 2018 susmentionnée, le 21 février 2022 ;

Vu que l'Ordonnance dispose à son article 39, § 2 que la Convention et son exécution sont évalués chaque année sur base d'un rapport écrit par le Conseil communal en présence du président du Conseil d'administration de l'ASBL ou de son représentant ;

Vu l'article 27 de la Convention disposant que « Le rapport d'évaluation est rédigé sur base des tâches et des missions reprises aux articles 6 et 7 de la convention de

gestion ainsi que sur base, au minimum, des indicateurs suivants :

- le budget de l'ASBL relatif à l'exercice évalué ;
- les comptes annuels de l'ASBL relatifs à l'exercice évalué ;
- le budget prévisionnel afférent à l'exercice suivant ;
- le rapport d'activité ;
- le procès-verbal de l'assemblée générale approuvant les comptes annuels et le budget prévisionnel ;
- le cas échéant, les tarifs appliqués tant aux membres qu'aux personnes n'étant pas membre de l'ASBL ;
- le cas échéant, le planning des occupations des bâtiments de la Commune ;

Vu ces articles 6 et 7 résumant les missions de l'ASBL telles que reprises dans les statuts ;

Considérant que l'ASBL a remis, le 27 février 2025, son rapport d'évaluation relatif à l'année 2024 au Secrétariat central de la Commune contre récépissé ;

Considérant que, conformément à l'article 28 de la Convention, le Collège des Bourgmestre et Echevins est chargé d'inscrire ce point à l'ordre du jour du prochain Conseil ou au plus tard à l'ordre du jour du second Conseil communal de la Commune suivant la transmission du rapport d'évaluation et de ses annexes, soit à la séance du Conseil communal du 24 avril 2025, vu le délai de convocation du Président ou de son représentant fixé à 15 jours dans ce même article de la Convention, et d'inviter le président du Conseil d'administration, ou son représentant, à y être présent ;

Considérant que le Secrétariat central est chargé d'envoyer cette convocation au Président du CA de l'ASBL Actions pour les familles, la santé et l'égalité des chances à Uccle, dans le respect des formes et des délais prévus dans la convention de gestion ;

Considérant que ce rapport d'évaluation est conforme aux objectifs qui lui sont fixés par la Convention de gestion ;

Considérant que ce rapport d'évaluation contient dans ses annexes les comptes 2024 ainsi que le budget 2025 tels qu'approuvés par l'Assemblée Générale de l'ASBL,

Décide :

- d'approuver le rapport d'évaluation 2024 de l'ASBL Actions pour les familles, la santé et l'égalité des chances à Uccle en annexe ;
- de prendre connaissance des comptes 2024 et du budget 2025 de l'ASBL tels que joints en annexe du rapport d'évaluation.

Le Conseil approuve le point.

31 votants : 31 votes positifs.

V.Z.W. Actions pour les familles, la santé et l'égalité des chances.- Beheersovereenkomst.- Evaluatieverslag en de bijlagen.

De Raad,

Gelet op de ordonnantie van 5 juli 2018 betreffende de specifieke gemeentelijke bestuursvormen en de samenwerking tussen gemeenten, en meer bepaald artikels 38 tot 40 van deze ordonnantie;

Gelet op de beheersovereenkomst goedgekeurd door de raad in zitting van 16 december 2021 en ondertekend tussen de gemeente en de vzw Action pour les familles, la santé et l'égalité des chances à Uccle, een gemeentelijke vzw in de zin van bovenvermelde ordonnantie van 5 juli 2018, op 21 februari 2022;

Aangezien artikel 39, § 2 van de ordonnantie bepaalt dat de overeenkomst en de uitvoering ervan elk jaar worden geëvalueerd op basis van een schriftelijk verslag van de gemeenteraad in aanwezigheid van de voorzitter van de raad van bestuur van de vzw of zijn vertegenwoordiger;

Aangezien artikel 27 het volgende bepaald: "Het evaluatieverslag wordt opgesteld op basis van de taken en opdrachten die in artikels 6 en 7 van deze overeenkomst

zijn omschreven en op basis van ten minste de volgende indicatoren:

- de begroting van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
 - de jaarrekeningen van de VZW voor het begrotingsjaar dat wordt geëvalueerd;
 - de voorlopige begroting voor het volgende begrotingsjaar;
 - het activiteitenverslag;
 - het proces-verbaal van de algemene vergadering waarin de jaarrekeningen en de voorlopige begroting worden goedgekeurd;
 - desgevallend de tarieven zowel voor leden als niet-leden van de VZW;
 - desgevallend de planning van de bezetting van de gebouwen van de Gemeente;
- Gelet op deze artikels 6 en 7 die de opdrachten van de vzw zoals bepaald in de statuten samenvatten;

Overwegende dat de vzw op 27 februari 2025 haar evaluatieverslag met betrekking tot het jaar 2024 tegen ontvangstbewijs heeft overgemaakt aan het centraal secretariaat van de gemeente;

Overwegende, overeenkomstig artikel 28 van de overeenkomst, dat het college van burgermeester en schepenen dit punt op de agenda van de volgende raad zet of uiterlijk op de agenda van de tweede raad van de gemeente na toezending van het evaluatieverslag en de bijlagen, dus op 24 april 2025 gezien de termijn voor het bijeenroepen van de voorzitter van de raad van bestuur, of zijn vertegenwoordiger, die in hetzelfde artikel van de overeenkomst op 15 dagen is vastgesteld;

Overwegend dat het centraal secretariaat deze oproeping zal zenden aan de voorzitter van de raad van bestuur van de vzw Action pour les familles, la santé et l'égalité des chances à Uccle, of zijn vertegenwoordiger binnen de overeenkomst vastgestelde termijnen;

Overwegend dat dit evaluatieverslag voldoet aan de doelstellingen die zijn vastgelegd in de beheersovereenkomst;

Overwegende dat dit evaluatierapport in zijn bijlagen de rekeningen 2024 en de begroting 2025 bevat zoals goedgekeurd door de algemene vergadering van de vzw,

Beslist:

- zijn goedkeuring te verlenen aan het bijgevoegde evaluatieverslag 2024 van vzw Action pour la famille, la santé et l'égalité des chances à Uccle;
- kennis te nemen van de jaarrekening 2024 en de begroting 2025 van de vzw zoals toegevoegd in de bijlage van de evaluatieverslag.

De Raad keurt het punt goed.

31 stemmers : 31 positieve stemmen.

12 annexes / 12 bijlagen

AFSECU - Comptes simplifiés 2024.pdf, AFSECU - Rapport sur l'affectation du boni 2024 suite au solde positif.pdf, AFSECU - Perspective d'actions de l'ASBL - Année 2025.pdf, AFSECU - Récapitulatif des pièces remises à la tutelle communale par l'ASBL - Année 2024.pdf, AFSECU - Budget prévisionnel 2024.pdf, AFSECU - Récapitulatif des actions menées par l'ASBL - Année 2024.pdf, AFSECU - Tarifs appliqués aux membres et non membres de l'ASBL - Année 2024.pdf, AFSECU - Rapport d'évaluation 2024.pdf, AFSECU - Budget prévisionnel 2025.pdf, AFSECU - Procès-Verbal de l'AG du 12 février 2025.pdf, AFSECU - Planning des occupations du Family Corner - Année 2024.pdf, AFSECU - Rapport d'activités 2024.pdf

Boris Dilliès entre en séance / treedt in zitting.

Valentine Delwart entre en séance / treedt in zitting.

Diane Culer entre en séance / treedt in zitting.

Perrine Ledan entre en séance / treedt in zitting.

Leïla Kabachi entre en séance / treedt in zitting.

Jonathan Biermann quitte la séance / verlaat de zitting.

24.04.2025/A/0029

**Nettoyage de bâtiments communaux et complexes sportifs 2025-2029 -
Approbation des conditions et de la procédure de passation**

Le Conseil,

Vu la Nouvelle loi communale notamment l'article 234§1 relatif aux compétences du conseil communal ;

Vu la loi du 17 juin 2013 relative à la motivation, à l'information et aux voies de recours en matière de marchés publics, de certains marchés de travaux, de fournitures et de services et de concessions ;

Vu la loi du 17 juin 2016 relative aux marchés publics, notamment l'article 15 (accès réservé à des ateliers protégés et à des opérateurs économiques dont l'objet est l'intégration sociale et professionnelle de personnes handicapées ou défavorisées) et l'article 36 ;

Vu l'arrêté royal du 18 avril 2017 relatif à la passation des marchés publics dans les secteurs classiques ;

Considérant le cahier des charges N° 2025-038 relatif au marché "Nettoyage de bâtiments communaux et complexes sportifs 2025-2029 du 1^{er} décembre 2025 au 31 décembre 2029 établi par la Centrale de marchés en collaboration avec le service Facility Management et le service des Sports;

Considérant que ce marché est divisé en lots :

* Lot 1 "Bâtiment CAU, ancienne Poste et centre opérationnel Stalle (lot réservé), dépense annuelle estimée à 413.223,14 € hors TVA ou 500.000,00 €, 21 % TVA comprise ;

* Lot 2: complexes sportifs, dépense annuelle estimée à 165.289,25 € hors TVA ou 199.999,99 €, 21 % TVA comprise ;

Considérant que le montant global estimé de ce marché s'élève à 2.800.000,00 € 21 % TVA comprise pour les 4 ans ;

Considérant que cette estimation dépasse le seuil d'application de la publicité européenne ;

Considérant que le marché sera conclu pour une durée de maximum quatre ans, divisé en un marché de base d'un an et trois possibilités de reconduction tacite pour une période d'un an supplémentaire chacune;

Considérant que le lot 1 de ce marché poursuit un objectif d'intégration sociale et

professionnelle de personnes en situation de handicap ou défavorisées ;

Considérant qu'il est proposé de passer le marché par procédure ouverte ;

Considérant que le crédit permettant cette dépense est inscrit au budget ordinaire de l'exercice 2025, articles 137/125-06/85 (lot 1), 764/125-06/85 (lot 2) et au budget des exercices suivants, sous réserve de leurs approbations ;

Sur proposition du Collège des bourgmestre et échevins ;

Décide :

D'approuver le cahier des charges N° 2025-038 et le montant estimé du marché "Nettoyage de bâtiments communaux et complexes sportifs 2025-2029", établis par la Centrale de marchés. Les conditions sont fixées comme prévu au cahier des charges et par les règles générales d'exécution des marchés publics. Le montant estimé s'élève à 2.800.000,00 €, 21 % TVA comprise ;

De passer le marché par la procédure ouverte ;

De compléter, d'approuver et d'envoyer l'avis de marché au niveau national et européen ;

De transmettre cette délibération à l'autorité de tutelle en vue de l'exercice de la tutelle générale.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

**Schoonmaak van gemeentelijke gebouwen en sportcomplexen 2025-2029 -
Goedkeuring van de voorwaarden en van de plaatsingsprocedure**

De raad,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet, in het bijzonder artikel 234 §1 met betrekking tot de bevoegdheden van de gemeenteraad;

Gelet op de wet van 17 juni 2013 betreffende de motivering, de informatie en de rechtsmiddelen inzake overheidsopdrachten en bepaalde opdrachten voor werken, leveringen en diensten en concessies;

Gelet op de wet van 17 juni 2016 inzake overheidsopdrachten, onder andere artikel 15 (toegang voorbehouden aan beschutte werkplaatsen en ondernemers die de maatschappelijke en professionele integratie van gehandicapten of kansarmen tot doel hebben) en artikel 36;

Gelet op het koninklijk besluit van 18 april 2017 plaatsing overheidsopdrachten in de klassieke sectoren;

Overwegende het bestek nr. 2025-038 met betrekking tot de opdracht "Schoonmaak van gemeentegebouwen en sportcomplexen 2025-2029 van 1 december 2025 tot 31 december 2029", opgesteld door de Opdrachtcentrale in samenwerking met de dienst Facility Management en de Sportdienst;

Overwegende dat deze opdracht verdeeld is in percelen:

* Perceel 1: gebouw ACU, voormalig postkantoor en Operationeel Centrum Stalle (voorbehouden perceel), jaarlijkse uitgave geraamd op € 413.223,14 exclusief btw of € 500.000,00 inclusief 21 % btw;

* Perceel 2: sportcomplexen, jaarlijkse uitgave geraamd op € 165.289,25 euro exclusief btw of € 199.999,99 euro inclusief 21 % btw;

Overwegende dat het geraamd totaalbedrag van deze opdracht € 2.800.000,00 inclusief 21 % btw voor de 4 jaar beloopt;

Overwegende dat deze raming de toepassingsdrempel voor de Europese bekendmaking overschrijdt;

Overwegende dat de opdracht gesloten wordt voor een duur van hoogstens vier jaar, verdeeld in een basisopdracht van een jaar en drie mogelijkheden tot stilzwijgende verlenging, elk voor een periode van een extra jaar;

Overwegende dat perceel 1 van deze opdracht een doel van maatschappelijke en professionele integratie van gehandicapte of kansarme personen nastreeft;

Overwegende dat voorgesteld wordt de opdracht te gunnen door middel van een openbare procedure;

Overwegende dat het krediet voor deze uitgave opgenomen is in de gewone begroting van dienstjaar 2025, artikel 137/125-06/85 (perceel 1) en 764/125-06/85 (perceel 2), en in de begroting voor de volgende dienstjaren, onder voorbehoud van de goedkeuring ervan;

Op voorstel van het college van burgemeester en schepenen;

Beslist:

Het bestek nr. 2025-038 en het geraamd bedrag van de opdracht "Schoonmaak van gemeentegebouwen en sportcomplexen 2025-2029", opgesteld door de Opdrachtcentrale, goed te keuren. De voorwaarden worden bepaald zoals in het bestek en door de algemene uitvoeringsregels van de overheidsopdrachten. Het geraamd bedrag beloopt € 2.800.000,00 inclusief 21 % btw;

De opdracht te gunnen via de openbare procedure;

De aankondiging van de opdracht in te vullen, goed te keuren en op nationaal en Europees vlak te versturen;

Deze beraadslaging te bezorgen aan de toezichthoudende overheid met het oog op de uitoefening van het algemeen toezicht.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

6 annexes / 6 bijlagen

20250415094456.pdf, 2025_03_14_CCH - Modele 3P (003)_nl.pdf,

2025_03_14_CCH+-+Modele+3P.pdf, Annexe T

Copie+de+Prestations+forfaitaires+-+lot+1+2025-2029.xlsx (1).xlsx,

20250415091902.pdf, Bijlage T Prestations forfaitaires - lot 1 nl.xlsx

Marchés publics - Nouvelle loi communale, article 234 § 3 - Prise pour information des décisions du Collège échevinal

Le Conseil,

Vu la nouvelle loi communale, notamment les articles 234, § 3 et 236,
Prend pour information les décisions du Collège des Bourgmestre et Echevins suivantes :

- 05 novembre 2024 : Réfection de trottoirs quartier Saint-Job.- Exercice 2024.- 197.071,19 € - article 421/731-60/82.
- 30 décembre 2024 : Ecole ICPP : démontage, évacuation porte existante et pose nouvelle porte double pivotante - Marché de travaux - Procédure de faible montant - Approbation des conditions et de l'attribution du marché - Engagement de la dépense - 3.871,20 € - Article : 75102/724-60/85.
- 18 mars 2025 : Matériel et équipement électrique destinés aux écoles communales, aux crèches et aux services communaux 2025 - Exercice 2025 - 60.000,00€ T.V.A.C. - Articles : 722/744-98/40-2025134, 706/744-98/40-20250127, 75101/744-98/40-20250143, 75102/744-98/40-20250147 et 84401/744-98/58-20250110.
- 18 mars 2025 : Transport de fonds – 15 avril 2025 – 14 avril 2026 – Approbation de la dépense, de la procédure de passation du marché, du cahier des charges et des firmes à consulter – Approbation de la date d'ouverture des offres - 48.400,00€ T.V.A.C. - Article : 121/128-01/35.
- 18 mars 2025 : Ecole de Messidor : Extension cuisine et conformité incendie - Marché de travaux - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions, du mode de passation et des firmes à consulter - 99.378,18€ T.V.A.C. - Article : 722/724-60/85-20250178.
- 18 mars 2025 : Entretien des hydrants du réseau de distribution d'eau potable par Vivaqua.- Exercice 2025 - 94.308,54€ T.V.A.C.- Article : 421/124-06/82.
- 18 mars 2025 : Maintenance des cabines HT dans différents sites (CAU / COS / Ecole des Eglantiers / Ecole du Homborch / Ecole du Val Fleuri / Ferme Rose) pour la période du 15 avril 2025 au 14 février 2026 (et reconductible annuellement trois fois pour une année supplémentaire, soit jusqu'au 14 avril 2029 au plus tard) - Marché public de service - Procédure négociée sans publication préalable - Approbation des conditions du marché - 119.175,00 € T.V.A.C. Dépense envisagée pour la maintenance sur quatre ans à ventiler comme suit : 1) 137/125-06/85 (CAU + COS) : 42.350,00 € T.V.A.C. ; 2) 722/125-06/85 (Ecoles des Eglantiers, du Homborch et du Val Fleuri) 55.650,00 € T.V.A.C. ; 3) 773/125-06/85 (Ferme Rose) : 21.175,00 € T.V.A.C. - Articles : 1) 137:125-06/85 (CAU + COS); 2) 722/125-06/85 (Ecoles des Eglantiers, du Homborch et du Val Fleuri) ; 3) 773/125-06/85 (Ferme rose).
- 25 mars 2025 : Traiteur 2025 – 2026 – Approbation de la dépense, de la procédure de passation du marché, du cahier des charges et des firmes à consulter - 20.416,65 € T.V.A.C. (26/05/2025); 14.583,35 € T.V.A.C. (24/05/2026). - Articles : .../123-16/..., .../123-17/..., .../123-18/..., .../123-48/...
- 25 mars 2025 : Entretien des voiries - Exercice 2025 - Approbation du cahier spécial des charges, de la dépense, de la procédure de passation du marché - Liste des firmes à consulter - 190.259,80€ T.V.A.C.- Article 421/124-06/82.
- 1er avril 2025 : Asphaltage de l'avenue Hamoir - Exercice 2025.- Approbation de la dépense, des documents et de la procédure de passation du marché - 189.394,65€ T.V.A.C.- Article : 421/731-60/82-20250273.
- 1er avril 2025 : Centre Administratif d'Uccle (CAU) - Réfection des têtes d'acrotères du périmètre des façades du CAU - Marché de travaux - Procédure négociée sans publication préalable.- Approbation des conditions du marché - 173.028,79€ T.V.A.C. - Article : 137/724-60/85-20250153.
- 1er avril 2025 : Réparation de ganivelles en châtaigner au parc du Wolvendael - Conditions du marché - Désignation de la firme adjudicataire et engagement de la dépense - Mode de financement - 28.589,80 € HTVA - article : 766/725-60/83.
- 1er avril 2025 : Restauration de l'Ukkelbeek à hauteur de la chaussée de Neerstalle - aménagement d'une traversée du ruisseau par Vivaqua - Phase 2 -

approbation du devis des travaux et engagement de la dépense - Mode de financement - Prise pour information par le Conseil - 142.814,87€ T.V.A.C. - 879/732-60/93-20250052.

- 8 avril 2025 : Achat de charrettes de balayage Pickup électriques 2025 - Approbation de la dépense, de la procédure de passation du marché, du cahier des charges, et des firmes à consulter - 50.000,00€ (2025) - 11.000,00€ (2027) T.V.A.C.- Articles : 875/744-98/58 (2025), 875/124-06/82 (2027).

- 15 avril 2025 : Asphaltage du Dieweg - Exercice 2025.- Approbation de la dépense, des documents et de la procédure de passation du marché -189.208,31€ T.V.A.C.- Article : 421/731-60/82-20250273.

- 15 avril 2025 : Aménagement hydraulique et paysager du vallon du Gaesbeek - Exercice 2017 - Approbation de l'état d'avancement n° 12 - mode de financement - engagement de la dépense - paiement de la facture - 104.630,08 € T.V.A.C.- Article 879/732-60/93-20250056.

Le Conseil approuve le point.

35 votants : 35 votes positifs.

Overheidsopdrachten - Nieuwe gemeentewet, artikel 234 § 3 - Kennisneming van beslissingen van het Schepencollege

De Raad,

Gelet op de nieuwe gemeentewet, meer bepaald artikels 234, leden 3 et 236, Neemt kennis van de volgende beslissingen van het college van burgemeester en schepenen :

- 05 november 2024 : Herstellen van trottoirs Sint-Jobswijk- Dienstjaar 2024. - 197.071,19 € - artikel 421/731-60/82.

- 30 december 2024 : School ICPP : bestaande deur demontage en evacuatie en installatie van een nieuwe dubbele draaideur - Werkenoverheidsopdracht - Procedure met beperkte waarde - Goedkeuring van de voorwaarden en van de gunning van de opdracht - 3.871,20 € - Artikel : 75102/724-60/85.

- 18 maart 2025 : Elektrisch materiaal en uitrusting bestemd voor gemeentelijke scholen, kinderdagverblijven en gemeentelijke diensten 2025 - Boekjaar 2025 - 60.000,00€ i.b.t.w. - Artikels : 722/744-98/40-2025134, 706/744-98/40-20250127, 75101/744-98/40-20250143, 75102/744-98/40-20250147 et 84401/744-98/58-20250110.

- 18 maart 2025 : Vervoer van Waarden - 15 april 2025 - 14 april 2026 - Goedkeuring van de uitgave, plaatsingswijze van de opdracht en het bestek - 48.400,00€ i.b.t.w. - Artikel : 121/128-01/35.

- 18 maart 2025 : Messidorschool : Keukenuitbreiding en brandveiligheid - Werkenoverheidsopdracht - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de opdracht - 99.378,18€ i.b.t.w. - Artikel: 722/724-60/85-20250178.

- 18 maart 2025: Onderhoud van brandkranen van het drinkwaternet door Vivaqua.- Dienstjaar 2025.- Goedkeuring en vastlegging van de uitgave - 94.308,54€ i.b.t.w. - Artikel: 421/124-06/82.

- 18 maart 2025: Onderhoud van de hoogspanningscabines in verschillende locaties (ACU / OCU / Ecole des Eglantiers / Ecole du Homborch / Ecole du Val Fleuri / Ferme Rose) - Werkenoverheidsopdracht voor de periode van 15 februari 2021 tot 14 februari 2022 (en jaarlijks verlengbaar driemaal voor een aanvullende jaar, hetzij tot 14 februari 2025 ten laatste) - Onderhandelingsprocedure zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht - 119.175,00 i.b.t.w. De geplande uitgaven voor onderhoud over vier jaar worden als volgt uitgesplitst: 1) 137/125-06/85 (CAU + COS): 42.350,00 € i.b.t.w. ; 2) 722/125-06/85 (Ecoles des Eglantiers, du Homborch en du Val Fleuri): 55.650,00 € i.b.t.w. ; 3) 773/125-06/85 (Ferme Rose): 21.175,00€ i.b.t.w. - Artikels: 1) 137:125-06/85 (CAU + COS); 2) 722/125-06/85 (Ecoles des Eglantiers, du Homborch et du Val Fleuri); 3) 773/125-06/85 (Ferme Rose).

- 25 maart 2025 : Onderhoud van wegen - Dienstjaar 2025 - Goedkeuring van het bestek, de uitgave en van de plaatsing van de procedure. - 20.416,65 € i.b.t.w. (26/05/2025); 14.583,35 € i.b.t.w. (24/05/2026). - Artikels : .../123-16/..., .../123-17/..., .../123-18/...,.../123-48/...
- 25 maart 2025 : Onderhoud van wegen - Dienstjaar 2025 - Goedkeuring van het bestek, de uitgave en van de plaatsing van de procedure. - 190.259,80€ i.b.t.w. - Artikel 421/124-06/82.
- 01 april 2025: Asfaltering Hamoirlaan - Boekjaar 2025 - Goedkeuring van de uitgaven, documenten en gunningsprocedure - Ter informatie aangenomen door de gemeenteraad - 189.394,65€ i.b.t.w. - Artikel: 421/731-60/82-20250273.
- 01 april 2025 : Aministratief Centrum van Ukkel (ACU) - Herstelling van de acrotiekoppen rondom de gevels van het ACU - Werkenoverheidsopdracht - Overheidsopdracht zonder voorafgaande bekendmaking - Goedkeuring van de voorwaarden van de overheidsopdracht . - 173 028,79€ i.b.t.w. - Artikel : 137/724-60/85-20250153.
- 01 april 2025 : Herstelling van kastanje ganivelle in het Wolvendaelpark - - Aanwijzing van het winnende bedrijf en vastlegging van uitgaven – Financieringswijze - 28.589,80 € HTVA - AArtikel : 766/725-60/83.
- 01 april 2025 : Herstelling van de Ukkelbeek ter hoogte van de Neerstallesteenweg – aanleg van een overspanning van de beek door Vivaqua - Fase 2 - goedkeuring van de raming van de werken en vastlegging van de uitgave. - 142.814,87€ i.b.t.w. - Artikel : 879/732-60/93-20250052.
- 08 april 2025 : Aankoop van elektrische veegmachines 2025 - Goedkeuring van de uitgaven, gunningsprocedure, bestek en de te raadplegen ondernemingen - 50.000,00€ i.b.t.w. (2025) - 11.000,00€ i.b.t.w. (2027). - Artikels : 875/744-98/58 (2025), 875/124-06/82 (2027).
- 15 april 2025 : Asfaltering Dieweg - Boekjaar 2025 - Goedkeuring van de uitgaven, documenten en gunningsprocedure - Ter informatie aangenomen door de gemeenteraad - 189.208,31€ i.b.t.w. - Artikel: 421/731-60/82-20250273.
- 15 april 2025 : Water- en landschapsaanleg van het Gaesbeekdal.- Dienstjaar 2017. – Goedkeuring van vordering nr 12 - Financieringswijze – Vastlegging van de uitgave - Betaling van de factuur – Kennisneming door de raad - 104.630,08 € i.b.t.w.- Artikel : 879/732-60/93-20250056.

De Raad keurt het punt goed.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Secrétariat central - Centraal secretariaat

24.04.2025/A/0031 **Question écrite de M. Tojerow : coût budgétaire de l'ensemble des opérations liées à l'édition et la distribution de la brochure "easy mobility".**

Le Conseil prend connaissance.

35 votants : 35 votes positifs.

Schriftelijke vraag van de h.Tojerow : Begrotingskosten van alle activiteiten in verband met de publicatie en distributie van de brochure “easy mobility”.

De Raad neemt kennis.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Jonathan Biermann entre en séance / treedt in zitting.

Mathias Junqué entre en séance / treedt in zitting.

Elisabeth Degryse quitte la séance / verlaat de zitting.

24.04.2025/A/0032 **Motion déposée par Leïla Kabachi et Isabelle Sirtaine au nom du groupe PS : prévention et lutte contre les violences sexistes et sexuelles en politique.**

Le point est retiré.

36 votants : 36 votes positifs.

Motie neergelegd door Leïla Kabachi en Isabelle Sirtaine in naam van de groep PS : voorkomen en bestrijden van seksistisch en seksueel geweld in de politiek.

Het punt wordt ingetrokken.

36 stemmers : 36 positieve stemmen.

5 annexes / 5 bijlagen

Charte contre violences sexistes et sexuelles - annexe à la motion.docx, Note explicative accompagnant la proposition de motion Charte.docx, Motion - Charte contre violences sexistes et sexuelles.docx, Annexe 2 à la Charte.docx, Annexe 1 à la Charte.docx

Jérémie Tojerow quitte la séance / verlaat de zitting.

Isabelle Sirtaine quitte la séance / verlaat de zitting.

24.04.2025/A/0033 **Interpellation de M. Cools : dialogue avec les communes voisines en matière de mobilité.**

M. Cools rappelle que les enjeux en matière de mobilité dépassent les limites régionales et a fortiori les limites communales. D'où l'importance du dialogue et des échanges d'informations entre la commune d'Uccle et les communes voisines, qu'elles soient situées ou non en région bruxelloise.

L'absence de dialogue avait déjà été constatée lors de la mandature communale précédente entre Uccle et Forest. Cette dernière commune avait implanté un nouveau plan de circulation qui impactait Uccle sans qu'il n'y ait eu de concertation.

Lors de la séance du Conseil communal du 20 mars dernier, M. Cools avait signalé avoir appris que la possible fermeture de la gare de Linkebeek avait été annoncée lors d'une réunion d'habitants à Linkebeek. Le Collège n'était visiblement en possession d'aucune information à ce propos à ce moment. Depuis lors, nous avons appris que cette fermeture serait envisagée dans le cadre d'un accord entre la commune de Linkebeek et Infrabel afin que cette commune retire son recours contre l'élargissement à quatre voies de la ligne 124. Une telle fermeture serait dommageable pour les habitants du quartier du Homborch. Le Collège a-t-il plus de précision à ce propos ? A-t-il eu depuis le 20 mars des contacts avec le Collège de Linkebeek ?

Nous avons appris fin de l'année dernière qu'il n'y avait plus comme par le passé une rencontre annuelle des Collèges d'Uccle et de Linkebeek. M. Cools le regrette. La reprise de telles réunions est-elle envisagée ?

Un autre dossier où les décisions d'une commune voisine, en l'occurrence la Ville de Bruxelles, ont beaucoup d'impact sur la circulation à Uccle est celui du Bois

de La Cambre. Une nouvelle majorité, à laquelle participe le MR, a été constituée à la Ville. En est-il résulté une évolution dans ce dossier dans le sens des demandes formulées par Uccle et de la décision intervenue en justice ? Depuis les élections communales et l'installation des nouveaux collèges, des contacts ont-ils eu lieu, et sous quelle forme, entre notre commune et la Ville ? Des contacts en vue d'une position commune ont-ils eu lieu avec le nouveau Collège d'Ixelles et le nouveau Collège de Watermael-Boitsfort, et si oui, qu'en est-il résulté ?

Des contacts ont-ils eu lieu avec d'autres communes voisines depuis les élections communales ? M. Cools pense en particulier à Rhode-Saint-Genèse, afin d'échanger les informations et avoir un point de vue commun concernant la chaussée de Waterloo.

Mme Kabachi souhaite, par cette interpellation, relayer l'inquiétude grandissante suscitée par la récente évolution du dossier RER et en particulier par la perspective de suppression de la halte de Linkebeek.

Au-delà du fond de la décision, Mme Kabachi tient à exprimer un profond regret : celui que la commune d'Uccle n'ait pas été formellement associée aux discussions, alors même que la gare de Linkebeek est partiellement implantée sur le territoire ucclois, et que les effets concrets de cette décision y seront pleinement ressentis.

Ce dossier n'est pas anodin. Il concerne des enjeux cruciaux de mobilité, de climat et d'équité territoriale. Ce sont plus de 1.400 usagers quotidiens qui risquent de voir leur halte disparaître. Ce sont des travailleurs, des étudiants, des familles qui empruntent quotidiennement cette gare, parfois en correspondance avec d'autres moyens de transport comme la STIB ou De Lijn. Ce sont aussi des riverains ucclois et pas uniquement des habitants de Linkebeek, qui seront impactés, en particulier les citoyens vivant au Homborch.

Mme Kabachi salue l'initiative du Collège d'adresser un courrier à la commune de Linkebeek pour exprimer la position uccloise, et l'intention d'interpeller Infrabel et la SNCB.

Accepter la suppression de la halte de Linkebeek pour maintenir deux voies sur un tronçon qui représente à peine 30 % du tracé concerné, ça n'a aucun sens.

C'est un choix qui n'est pas pris dans l'intérêt général.

L'intérêt général, c'est l'arrivée du RER, bien sûr, mais aussi le maintien de cette halte. L'un ne doit pas se faire au détriment de l'autre.

Dans ce contexte, une question importante se pose également : que devient le projet de création du parking de 79 places près de la gare de Linkebeek, sur le territoire d'Uccle ? Ce projet, longtemps resté à l'arrêt, voit enfin le jour. La dalle construite il y a une dizaine d'années par Infrabel au-dessus du chemin de fer va être exploitée, et l'espace public autour de l'îlot Sophoras-Alisiers sera enfin réaménagé.

Or, comment justifier un tel investissement si la halte que ce parking est censé desservir venait à disparaître ? Quel sens aurait ce parking sans gare ? Il est indispensable que cette infrastructure s'intègre dans une vision globale, cohérente et durable de la mobilité.

Comment le Collège pourrait obtenir des garanties d'Infrabel et de la SNCB sur les impacts concrets du projet, notamment pour le quartier de Homborch et les autres zones limitrophes ?

M. Lambert-Limbosch rappelle que la presse s'est récemment fait l'écho de la décision de la commune de Linkebeek de renoncer à son recours au Conseil d'Etat contre le RER. Plus exactement contre le projet du GRUP ou Gewestelijke Ruimtelijke Uitvoeringsplan, le plan régional d'aménagement du territoire, qui doit

permettre le passage de la ligne de chemin de fer reliant Bruxelles et Nivelles de deux à quatre voies. Il s'agit là de lever le dernier obstacle à la réalisation du RER.

Certains auront cru un peu vite à la sortie du tunnel pour ce dossier qui semblait parti sur une voie de garage. Car les optimistes, dont M. Lambert-Limbosch fait partie, ont dû déchanter puisqu'un nouvel imbroglio est entré en gare.

En l'occurrence, le retrait du recours au Conseil d'Etat n'est autre que le fruit d'un accord entre notre voisine et Infrabel. Un accord dont la gare de Linkebeek serait la victime. Pour bien comprendre, il faut se pencher sur les détails de cet accord entre Linkebeek et Infrabel.

Selon la presse, seule une partie de la ligne sur le territoire de Linkebeek serait mise à quatre voies, permettant de respecter la volonté de la commune de préserver un tronçon à deux voies. Cependant, ce compromis aurait pour conséquence la disparition de la gare de Linkebeek, renvoyant les usagers vers celle d'Uccle-Moensberg, moins bien desservie par les transports en commun et située à 1 km, ou vers Holleken, non desservie par les transports en commun.

C'est évidemment une très mauvaise idée, comme semble le penser le Collège, qui s'est exprimé par la voix de notre Echevin de la Mobilité, dans une réaction recueillie par la Dernière Heure. M. Lambert-Limbosch partage cet avis.

Cette gare pourrait s'appeler Uccle-Linkebeek puisqu'elle est située à cheval sur les deux communes. Elle est fréquentée par de très nombreux Ucclois, en particulier les habitants du Homborch et du quartier Verrewinkel ainsi que certains élèves et membres du personnel de l'Athénée Royal Uccle II et des écoles du Homborch et de Verrewinkel.

M. Lambert-Limbosch craint que cette suppression n'entraîne un important trafic automobile soit vers la gare de Moensberg pour les usagers du train soit en transit dans Uccle pour ceux qui poursuivraient leur route vers le centre de Bruxelles. Dans les deux cas, c'est la mobilité et la tranquillité des quartiers qui seraient perdantes à Uccle.

C'est également regrettable puisque cela pourrait faire entrer dans la catégorie des grands travaux inutiles l'aménagement du parking dit « de la dalle de la gare de Linkebeek » dans lequel la commune a investi du temps et de l'argent. Le Collège en précisera sans doute l'état d'avancement.

Quelle est l'approche du Collège dans ce dossier ?

Mme Czekalski remercie les orateurs précédents qui ont rappelé à juste titre l'importance de la coordination entre communes et régions. L'actualité récente autour de la gare de Linkebeek dans le cadre du chantier RER en est une parfaite illustration. On sait que le RER est essentiel pour désengorger notre capitale, notre commune et offrir une alternative crédible à la voiture. Mais sa mise en œuvre se heurte hélas depuis des années à des blocages et à un manque de concertation. La suppression annoncée de la gare de Linkebeek, en échange du retrait d'un recours communal, inquiète à juste titre notre commune et notre Echevin ainsi que les habitants des quartiers avoisinants. Près de 1200 navetteurs y prennent chaque jour le train. Vers où seront-ils dirigés ? Nos infrastructures peuvent-elles les accueillir ? La gare de Moensberg, déjà saturée, suffira-t-elle ? Dans ce contexte, la relance de rencontres intercommunales régulières, notamment avec Linkebeek, est une nécessité. Il en va aussi de notre capacité à analyser les conséquences de tels projets et apporter des positions communes pour défendre les intérêts des Ucclois, en particulier dans des dossiers importants. Quels sont les contacts et les démarches en cours avec les différentes autorités afin de tenter d'aligner les points de vue et de sortir une bonne fois pour toute de cet engrenage ?

Mme Maison est particulièrement sensible au fait que cette gare se trouve à proximité immédiate de plusieurs écoles. Cette gare a été récemment aménagée par la

commune d'Uccle pour accueillir les voitures à l'aide d'une dalle. On n'est pas sûr non plus que ce compromis permettra le désistement de l'ensemble des personnes qui ont introduit des recours. Cette gare permet de rejoindre le centre-ville en 18 minutes. C'est assez appréciable pour les 1200 personnes qui la fréquentent quotidiennement en semaine. Mme Maison estime que ce compromis est une très mauvaise idée et se joint pour le reste aux questions que les autres intervenants viennent de poser.

M. l'Echevin Biermann ne sait pas s'il y a réellement une réponse à apporter puisque tout le monde semble d'accord.

On a évoqué le fait que les gares d'Uccle étaient le meilleur moyen pour rejoindre le centre-ville, et donc un moyen de transport intra-urbain, et on a toujours considéré la gare de Linkebeek comme étant l'une de ces gares. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle on a beaucoup insisté pour que la gare de Linkebeek soit intégrée au minimum dans l'abonnement Pass XL de la SNCB, tout en espérant qu'elle soit aussi intégrée aux abonnements des autres transports en commun (STIB, etc.). Le Collège considère donc que la gare de Linkebeek est un atout pour la commune d'Uccle.

Il y a toutefois un élément à l'égard duquel il y a lieu de faire preuve d'une extrême prudence : l'immense investissement de déploiement à la gare du Moensberg de ce nœud intermodal qui permet le croisement de deux lignes de chemin de fer et donc le changement entre lignes en reprenant la jonction nord-midi (ligne S1) et l'axe ouest-est (ligne S9), qui va vers la gare de Saint-Job, le Vivier d'Oie, la gare du Luxembourg et donc le quartier européen. L'intérêt de cette gare du Moensberg réside dans le fait qu'elle permet de connecter ces deux voies, avec de surcroît toute une série d'atouts.

Parmi ceux-ci, il y a tout d'abord le projet de développement d'un parking de 86 places réalisé par Infrabel, auquel s'ajoutent à peu près 80 places sur la dalle aménagée par la commune d'Uccle.

Il faut évoquer aussi la capacité de doubler la ligne S1 et donc de ne plus avoir 2 trains par heure mais bien 4 trains par heure, soit un train tous les quarts d'heure sur la jonction nord-midi connectant l'axe Linkebeek-Moensberg et la gare du Midi.

Il y a également la proposition formulée par Infrabel de procéder au passage à deux voies, à propos duquel on peut de l'extérieur considérer qu'il était grand temps de trouver une solution qui permette de mettre fin à l'ensemble de ces recours et au blocage de la mise à quatre voies. En fait, on se rend compte que le maintien d'une desserte de 4 trains par heure sur la jonction nord-midi sur la ligne S1 n'est pas possible en maintenant 2 arrêts à une si courte distance, les gares de Linkebeek et du Moensberg étant à 800 mètres l'une de l'autre. La circulation sur 800 m de trains qui doivent accélérer et décélérer sur un axe déjà surchargé s'avère complexe. Il y a une réelle différence de qualité de service si on prend en considération les distances avec les pôles d'attractivité que constituent les écoles. Le Collège a beaucoup parié sur le maintien de la gare de Linkebeek, puisqu'au moment où la SNCB a installé la dalle au-dessus des voies de chemin de fer, il a pris l'initiative de passer une convention avec Infrabel pour prendre en gestion cette dalle, l'asphalter, la rendre carrossable, introduire une demande de permis d'urbanisme pour le parking de 80 places cumulé au parking de 86 places du Moensberg, en considérant qu'avec ces deux gares sur la même ligne et ces deux parkings, Uccle ne deviendrait pas le parking de déstase du Brabant flamand. Uccle n'a pas vocation à accueillir tous les véhicules des navetteurs autour de la gare de Calevoet et de la gare du Moensberg. Avec la suppression de l'arrêt Linkebeek, on incite plus de navetteurs à pénétrer sur le territoire ucclois pour se stationner à proximité de la gare de Moensberg ou de Calevoet, autour desquelles la capacité de stationnement ne sera pas identique. Ou alors ils empruntent la rue du Bourdon, ce qui s'avère extrêmement problématique.

Il y a toutefois une alternative au trajet en voiture jusqu'à la gare : l'utilisation des transports en commun. Au moment où la STIB a introduit le plan directeur pour les bus, elle ne projetait pas la création de la ligne 37. C'est la commune d'Uccle et ses habitants qui ont convaincu la STIB de créer cette ligne 37 pour connecter la gare de Linkebeek à toute une série de quartiers de manière à aboutir à la station Albert, vu qu'on souhaitait mieux desservir la zone et qu'il n'y avait plus de place pour passer par la rue du Bourdon. Le Collège a fourni beaucoup d'efforts pour améliorer les alentours de la gare de Linkebeek en prenant en considération la création des quatre voies, l'arrivée du RER sur quatre voies et la capacité de la gare du Moensberg additionnée à celle de la gare de Linkebeek. Pour toutes ces raisons, Uccle ne comprend pas la démarche poursuivie et estime que la proposition d'Infrabel devrait prendre en compte l'ensemble des investissements consentis par la commune d'Uccle et l'impact subi par les Ucclois. Vu que ces éléments ne semblent pas avoir été pris en considération, le Collège s'est adressé à Infrabel pour détailler l'ensemble de ces problématiques et pour solliciter l'ouverture d'un dialogue. Infrabel n'évoque pas pour le moment la suppression de la gare de Linkebeek mais la fusion des deux gares, estimant que la distance est telle qu'elle permet l'usage de cette terminologie. Le Collège n'en est pas convaincu à ce stade et estime que ses préoccupations devraient être prises en considération.

D'ailleurs, le Conseil communal de Linkebeek et Infrabel à eux seuls ne peuvent pas déterminer ce qu'il adviendra de l'exploitation du réseau. La SNCB, le gouvernement fédéral et toute une série d'autres intervenants doivent encore se prononcer. Le Collège a l'intention d'aviser l'ensemble des autorités concernées de ses doléances dans ce dossier.

M. l'Echevin Biermann confirme qu'il y a bien un dialogue avec l'ensemble des communes mais cela ne signifie pas qu'un consensus puisse être dégagé. Pour ce qui concerne le dossier du Bois de la Cambre, le Collège a encore participé au dernier comité d'accompagnement qui, le 1er avril dernier, relançait les discussions entre la Ville de Bruxelles et toutes les communes concernées, notamment la commune de Rhode-Saint-Genèse, sur la gestion de la chaussée de Waterloo. Les experts en mobilité, notamment du comité de quartier Fond'Roy, considèrent qu'il faut limiter l'accessibilité en voiture en amont de la commune, ce qui correspondrait à un rétrécissement de l'axe de la chaussée de Waterloo, ce qui n'est pas dans l'intérêt de la commune de Rhode-Saint-Genèse, à tout le moins selon son point de vue.

M. Cools remarque que le manque de continuité entre les décisions constitue un vrai problème de gouvernance en Belgique, même si, dans ce cas-ci, la commune n'est pas directement responsable.

M. Cools n'a pas encore reçu de réponse quant à la disposition du Collège à défendre sa suggestion.

Il prend acte des explications selon lesquelles la capacité de la jonction nord-midi ne permet pas un arrêt de train à la fois au Moensberg et à Linkebeek. Mais il y a moyen de développer des solutions telles que l'arrêt d'une moitié des trains à une gare et de l'autre moitié des trains à l'autre gare, à l'instar de ce qui se passe entre le Vivier d'Oie et Saint-Job, où les horaires sont adaptés de manière à assurer quand même une desserte.

M. Cools s'inquiète aussi d'un éventuel changement du trajet de la ligne 124.

Selon M. Cools, la concertation avec les communes voisines est loin d'être toujours satisfaisante. On a constaté une absence d'information de Linkebeek vers Uccle mais la situation inverse existe aussi. M. Cools a en effet été en contact téléphonique avec un échevin de Linkebeek qui lui a expliqué ne pas avoir reçu d'informations sur ce qui se passe à Uccle.

Pour ce qui concerne le Bois de la Cambre, y a-t-il une évolution du dossier dans un sens plus favorable aux doléances uccloises suite au changement de majorité

politique à la Ville de Bruxelles et à Ixelles ?

De manière générale, y a-t-il des réunions régulières avec les bourgmestres ou les échevins de la mobilité des communes voisines à propos des autres problèmes ?

Mme Kabachi confirme que son groupe politique soutient les initiatives prises dans le cadre du dossier relatif à la gare de Linkebeek.

M. l'Echevin Biermann précise que la Ville de Bruxelles a pris l'initiative de relancer le dialogue dans le cadre du comité d'accompagnement pour le Bois de la Cambre. Cela a permis à chacune des communes de prendre connaissance de l'état des rapports établi par le bureau d'études désigné et, suite à la représentation de nouvelles sensibilités, de formuler une série de propositions que le bureau d'études doit réétudier.

Le Collège prévoit l'organisation de réunions avec les communes de Linkebeek, Drogenbos et Rhode-Saint-Genèse pour traiter du problème du trafic sur les grands axes.

M. le Bourgmestre confirme la prise de contacts destinés à relancer le dossier relatif au Bois de la Cambre, suite aux changements issus des dernières élections communales.

Le Conseil prend connaissance.

34 votants : 34 votes positifs.

Interpellatie van de h. Cools : dialoog met buurgemeenten over mobiliteitskwesties

De h. Cools herinnert eraan dat mobiliteitskwesties de gewestelijke grenzen en zeker ook de gemeentegrenzen overschrijden. Vandaar het belang van dialoog en informatie-uitwisseling tussen de gemeente Ukkel en de naburige gemeentes, al dan niet gelegen in het Brussels Gewest.

Het gebrek aan dialoog tussen Ukkel en Vorst was al vastgesteld tijdens de vorige gemeentelijke ambtsperiode. Deze laatste gemeente had een nieuw verkeersplan ingevoerd dat gevolgen had voor Ukkel, zonder dat daarover overleg was gepleegd.

Tijdens de zitting van de gemeenteraad van 20 maart jl. had de h. Cools gemeld dat hij had vernomen dat de mogelijke sluiting van het station Linkebeek was aangekondigd tijdens een bewonersvergadering in Linkebeek. Het college beschikte op dat moment blijkbaar niet over informatie hierover. Sindsdien hebben we vernomen dat deze sluiting zou worden overwogen in het kader van een akkoord tussen de gemeente Linkebeek en Infrabel zodat deze gemeente haar beroep tegen de vierbaansuitbreiding van lijn 124 zou intrekken. Een dergelijke sluiting zou schadelijk zijn voor de inwoners van de Homborchwijk. Heeft het college hierover meer informatie? Heeft het sinds 20 maart contact gehad met het college van Linkebeek?

Eind vorig jaar vernamen we dat er niet langer een jaarlijkse ontmoeting plaatsvindt tussen de colleges van Ukkel en Linkebeek, zoals vroeger het geval was. De h. Cools betreurt dit. Wordt overwogen om deze ontmoetingen te hervatten?

Een ander dossier waarin de beslissingen van een naburige gemeente, in dit geval Brussel-Stad, een grote impact hebben op het verkeer in Ukkel, is dat van het Ter Kamerenbos. In de stad is een nieuwe meerderheid gevormd, waarin ook de MR

vertegenwoordigd is. Heeft dit geleid tot een evolutie in dit dossier in de zin van de verzoeken van Ukkel en de rechterlijke beslissing? Zijn er sinds de gemeenteraadsverkiezingen en de installatie van de nieuwe colleges contacten geweest tussen onze gemeente en de stad, en in welke vorm? Zijn er contacten geweest met het nieuwe college van Elsene en het nieuwe college van Watermaal-Bosvoorde om tot een gemeenschappelijk standpunt te komen, en zo ja, wat is het resultaat daarvan?

Zijn er sinds de gemeenteraadsverkiezingen contacten geweest met andere naburige gemeentes? De h. Cools denkt daarbij met name aan Sint-Genesius-Rode, om informatie uit te wisselen en tot een gemeenschappelijk standpunt te komen over de Waterloo-sesteenweg.

Mevr. Kabachi wil met deze interpellatie uiting geven aan de groeiende bezorgdheid over de recente ontwikkelingen in het GEN-dossier en in het bijzonder over het vooruitzicht dat de halte Linkebeek wordt opgeheven.

Afgezien van de inhoud van het besluit spreekt mevr. Kabachi haar diepe teleurstelling uit over het feit dat de gemeente Ukkel niet formeel bij de besprekingen is betrokken, terwijl het station van Linkebeek gedeeltelijk op het grondgebied van Ukkel ligt en de concrete gevolgen van dit besluit daar ten volle zullen worden gevoeld.

Dit dossier is niet onbelangrijk. Het gaat om cruciale kwesties op het gebied van mobiliteit, klimaat en territoriale rechtvaardigheid. Meer dan 1.400 dagelijkse gebruikers lopen het risico dat hun halte verdwijnt. Het gaat om werknemers, studenten en gezinnen die dagelijks gebruik maken van dit station, soms in combinatie met andere vervoersmiddelen zoals de MIVB of De Lijn. Ook omwonenden van Ukkel, en niet alleen inwoners van Linkebeek, zullen hierdoor worden getroffen, met name de burgers die in Homborch wonen.

Mevr. Kabachi juicht het initiatief van het college toe om een brief te sturen naar de gemeente Linkebeek om het standpunt van Ukkel kenbaar te maken en de intentie uit te spreken om Infrabel en de NMBS aan te spreken.

Het heeft geen zin om de halte Linkebeek te schrappen om twee sporen te behouden op een traject dat amper 30 % van het betrokken tracé uitmaakt.

Deze keuze is niet in het algemeen belang.

Het algemeen belang is natuurlijk de komst van het GEN maar ook het behoud van deze halte. Het ene mag niet ten koste gaan van het andere.

In dit verband rijst ook een belangrijke vraag: wat gebeurt er met het project voor de aanleg van een parkeerterrein met 79 plaatsen in de buurt van het station Linkebeek, op het grondgebied van Ukkel? Dit project, dat lange tijd stil heeft gelegen, komt eindelijk van de grond. De plaat die Infrabel tien jaar geleden boven de spoorlijn heeft aangelegd, zal worden geëxploiteerd en de openbare ruimte rond het blok Sophoras-Alisiers zal eindelijk worden heringericht.

Maar hoe kan een dergelijke investering worden gerechtvaardigd als de halte waarvoor deze parking bedoeld is, verdwijnt? Wat voor zin heeft deze parking zonder station? Het is essentieel dat deze infrastructuur past in een globale, coherente en duurzame visie op mobiliteit.

Hoe kan het college garanties krijgen van Infrabel en de NMBS over de concrete gevolgen van het project, met name voor de Homborchwijk en de andere aangrenzende gebieden?

De h. Lambert-Limbosch herinnert eraan dat de pers onlangs melding heeft gemaakt van het besluit van de gemeente Linkebeek om af te zien van haar beroep bij de Raad van State tegen het GEN. Meer bepaald tegen het project van GRUP of Gewestelijke Ruimtelijke Uitvoeringsplan, het gewestelijke ruimtelijke ordeningsplan

dat de uitbreiding van de spoorlijn tussen Brussel en Nijvel van twee naar vier sporen mogelijk moet maken. Hiermee wordt het laatste obstakel voor de realisatie van het GEN weggenomen.

Sommigen waren er misschien te snel van overtuigd dat er een einde kwam aan deze zaak, die op een zijspoor leek te zijn beland. Maar de optimisten, waaronder de h. Lambert-Limbosch, moesten hun illusies laten varen toen er een nieuwe verwikkeling ontstond.

De intrekking van het beroep bij de Raad van State is namelijk niets anders dan het resultaat van een akkoord tussen onze buurgemeente en Infrabel. Een akkoord waarvan het station Linkebeek het slachtoffer zou zijn. Om dit goed te begrijpen, moeten we de details van deze overeenkomst tussen Linkebeek en Infrabel bekijken.

Volgens de pers zou slechts een deel van de lijn op het grondgebied van Linkebeek worden verdubbeld, waardoor de wens van de gemeente om een tweesporig traject te behouden, zou worden gerespecteerd. Dit compromis zou echter leiden tot het verdwijnen van het station Linkebeek, waardoor de reizigers zouden moeten uitwijken naar het station van Ukkel-Moensberg, dat minder goed bereikbaar is met het openbaar vervoer en op 1 km afstand ligt, of naar Holleken, dat helemaal niet bereikbaar is met het openbaar vervoer.

Dat is uiteraard een zeer slecht idee, zoals ook het college lijkt te denken, dat zich via onze schepen van Mobiliteit heeft uitgesproken in een reactie die door La Dernière Heure is opgepikt. De h. Lambert-Limbosch deelt deze mening.

Deze halte zou Ukkel-Linkebeek kunnen heten aangezien hij op het grondgebied van beide gemeentes ligt. Hij wordt druk gebruikt door heel wat inwoners van Ukkel, met name de bewoners van wijken Homborch en Verrewinkel, alsook door sommige leerlingen en personeelsleden van het l'Athénée Royal Uccle II en de scholen Homborch en Verrewinkel.

De h. Lambert-Limbosch vreest dat deze afschaffing zal leiden tot veel autoverkeer, zowel naar het station Moensberg voor treinreizigers als door het verkeer dat in Ukkel op doorreis is naar het centrum van Brussel. In beide gevallen zouden de mobiliteit en de rust in de wijken van Ukkel hieronder lijden.

Dit is ook jammer omdat hierdoor de aanleg van de parkeerplaats "op de plaat van het station Linkebeek", waarin de gemeente tijd en geld heeft geïnvesteerd, in de categorie van nutteloze grote werken zou kunnen vallen. Het college zal ongetwijfeld de stand van zaken hierover toelichten.

Wat is de aanpak van het college in deze kwestie?

Mevr. Czekalski bedankt de vorige sprekers die terecht hebben gewezen op het belang van coördinatie tussen gemeentes en gewesten. De recente actualiteit rond het station Linkebeek in het kader van de GEN-werken is daar een perfect voorbeeld van. We weten dat het GEN essentieel is om onze hoofdstad en onze gemeente te ontlasten en een geloofwaardig alternatief voor de auto te bieden. Maar de uitvoering ervan stuit helaas al jaren op blokkades en een gebrek aan overleg. De aangekondigde afschaffing van het station Linkebeek, in ruil voor de intrekking van een gemeentelijk beroep, baart onze gemeente en onze schepen, evenals de inwoners van de omliggende wijken, terecht zorgen. Bijna 1.200 pendelaars nemen er dagelijks de trein. Waar moeten zij naartoe? Kan onze infrastructuur hen opvangen? Zal het reeds overvolle station Moensberg volstaan? In deze context is het noodzakelijk om opnieuw regelmatige intergemeentelijke ontmoetingen op te starten, met name met Linkebeek. Het gaat ook om ons vermogen om de gevolgen van dergelijke projecten te analyseren en gemeenschappelijke standpunten in te nemen om de belangen van de inwoners van Ukkel te verdedigen, met name in belangrijke dossiers. Welke contacten en stappen worden er momenteel ondernomen met de verschillende autoriteiten om te proberen de standpunten op één lijn te brengen en voorgoed uit deze vicieuze cirkel te komen?

Mevr. Maison is bijzonder gevoelig voor het feit dat dit station in de onmiddellijke nabijheid van verschillende scholen ligt. Dit station is onlangs door de gemeente Ukkel ingericht om auto's te kunnen parkeren met behulp van een betonnen plaat. Het is ook niet zeker dat dit compromis zal leiden tot de intrekking van alle beroepen die zijn ingesteld. Met dit station is het stadscentrum in 18 minuten te bereiken. Dat is een groot voordeel voor de 1.200 mensen die er doordeweeks dagelijks gebruik van maken. Mevr. Maison vindt dit compromis een zeer slecht idee en sluit zich voor het overige aan bij de vragen die de andere sprekers zojuist hebben gesteld.

Schepen Biermann weet niet of er echt een antwoord moet worden gegeven, aangezien iedereen het eens lijkt te zijn.

Er is gezegd dat de stations van Ukkel de beste manier zijn om het stadscentrum te bereiken, en dus een middel voor stadsvervoer, en het station Linkebeek is altijd als een van die stations beschouwd. Dat is trouwens de reden waarom er sterk op is aangedrongen om het station Linkebeek op zijn minst op te nemen in het Pass XL-abonnement van de NMBS, in de hoop dat het ook wordt opgenomen in de abonnementen van andere OV-maatschappijen (MIVB ...). Het college is dan ook van mening dat het station Linkebeek een troef is voor de gemeente Ukkel.

Er is echter één punt waarvoor uiterste voorzichtigheid geboden is: de enorme investering in de aanleg van het intermodale knooppunt in het station Moensberg, dat het mogelijk maakt om twee spoorlijnen te kruisen en dus over te stappen tussen de noord-zuidlijn (lijn S1) en de west-oostlijn (lijn S9), die naar het station Sint-Job, Diesdelle, het station Luxemburg en dus naar de Europese wijk loopt. Het belang van het station Moensberg ligt in het feit dat het deze twee lijnen met elkaar verbindt en bovendien een hele reeks troeven biedt.

Een daarvan is het project van Infrabel voor de aanleg van een parkeerterrein met 86 plaatsen, waaraan nog eens ongeveer 80 plaatsen worden toegevoegd op het door de gemeente Ukkel aangelegde plaat.

Ook moet worden vermeld dat de S1-lijn kan worden verdubbeld waardoor er niet langer 2 treinen per uur rijden maar 4 treinen per uur, d.w.z. een trein om het kwartier op de noord-zuidverbinding tussen Linkebeek-Moensberg en het Zuidstation.

Er is ook het voorstel van Infrabel om over te schakelen op twee sporen, waarvan men van buitenaf kan zeggen dat het hoog tijd was om een oplossing te vinden die een einde maakt aan al deze beroepen en aan de blokkering van de vierbaansuitbreiding. Het is namelijk duidelijk dat het niet mogelijk is om op de noord-zuidverbinding van de S1 vier treinen per uur te laten rijden met twee haltes op zo'n korte afstand, aangezien de stations Linkebeek en Moensberg 800 meter van elkaar liggen. Het verkeer over 800 meter van treinen die moeten versnellen en vertragen op een reeds overbelaste as blijkt complex te zijn. Er is een reëel verschil in de kwaliteit van de dienstverlening als men rekening houdt met de afstanden tot de aantrekkingspunten die de scholen vormen. Het college heeft veel ingezet op het behoud van het station Linkebeek aangezien het, toen de NMBS de plaat boven de spoorwegen installeerde, het initiatief nam om een overeenkomst te sluiten met Infrabel om deze plaat te beheren, te asfalteren, berijdbaar te maken en een stedenbouwkundige vergunning aan te vragen voor een parkeerterrein met 80 plaatsen, bovenop de 86 parkeerplaatsen van Moensberg, in de veronderstelling dat met deze twee stations op dezelfde lijn en deze twee parkeerterreinen Ukkel niet de overstapparking van Vlaams-Brabant zou worden. Ukkel is niet bedoeld om alle voertuigen van pendelaars rond het station Kalevoet en het station Moensberg te ontvangen. Door de afschaffing van de halte Linkebeek worden meer pendelaars aangemoedigd om het grondgebied van Ukkel binnen te rijden om te parkeren in de

buurt van het station Moensberg of Kalevoet, waar de parkeercapaciteit niet dezelfde zal zijn. Of ze nemen de Horzelstraat, wat uiterst problematisch is.

Er is echter een alternatief voor de auto naar het station: het openbaar vervoer. Toen de MIVB het masterplan voor de bussen invoerde, was de aanleg van lijn 37 nog niet gepland. Het waren de gemeente Ukkel en haar inwoners die de MIVB ervan hebben overtuigd om lijn 37 aan te leggen om het station Linkebeek met een hele reeks wijken te verbinden tot aan het station Albert, aangezien men het gebied beter wilde bedienen en er geen ruimte meer was om via de Horzelstraat te rijden. Het college heeft zich sterk ingezet om de omgeving van het station Linkebeek te verbeteren, rekening houdend met de aanleg van vier sporen, de komst van de vier sporen van de L-trein en de capaciteit van het station Moensberg in combinatie met die van het station Linkebeek. Om al deze redenen begrijpt Ukkel de gevolgde aanpak niet en is het van mening dat het voorstel van Infrabel rekening moet houden met alle investeringen die de gemeente Ukkel heeft gedaan en met de gevolgen voor de inwoners van Ukkel. Aangezien met deze elementen geen rekening lijkt te zijn gehouden, heeft het college Infrabel verzocht om al deze problemen in detail toe te lichten en een dialoog op gang te brengen. Infrabel spreekt voorlopig niet over de opheffing van het station Linkebeek, maar over de fusie van beide stations omdat de afstand volgens hen groot genoeg is om deze terminologie te gebruiken. Het college is daar in dit stadium niet van overtuigd en is van mening dat met zijn bezwaren rekening moet worden gehouden.

Bovendien kunnen de gemeenteraad van Linkebeek en Infrabel niet alleen bepalen wat er met de exploitatie van het netwerk zal gebeuren. De NMBS, de federale overheid en een hele reeks andere betrokkenen moeten zich nog uitspreken. Het college is van plan alle betrokken autoriteiten op de hoogte te brengen van zijn bezwaren in dit dossier.

Schepen Biermann bevestigt dat er wel degelijk een dialoog gaande is met alle gemeentes maar dat dit niet betekent dat er een consensus kan worden bereikt. Wat het dossier Ter Kamerenbos betreft, heeft het college nog deelgenomen aan de laatste begeleidingscommissie die op 1 april jl. de besprekingen tussen Brussel-Stad en alle betrokken gemeentes, met name de gemeente Sint-Genesius-Rode, over het beheer van de Waterlooosesteenweg heeft heropend. Mobiliteitsexperts, met name van het wijkcomité Fond'Roy, zijn van mening dat de toegankelijkheid met de auto stroomopwaarts van de gemeente moet worden beperkt, wat neerkomt op een versmalling van de Waterlooosesteenweg, wat niet in het belang is van de gemeente Sint-Genesius-Rode, althans volgens haar standpunt.

De h. Cools merkt op dat het gebrek aan continuïteit tussen de beslissingen een echt bestuursprobleem vormt in België, ook al is de gemeente in dit geval niet rechtstreeks verantwoordelijk.

De h. Cools heeft nog geen antwoord ontvangen over de bereidheid van het college om zijn suggestie te verdedigen.

Hij neemt nota van de uitleg dat de capaciteit van de noord-zuidverbinding het niet mogelijk maakt om zowel in Moensberg als in Linkebeek een trein te laten stoppen. Er zijn echter oplossingen mogelijk, zoals het laten stoppen van de helft van de treinen in het ene station en de andere helft in het andere station, zoals tussen Diesdelle en Sint-Job, waar de dienstregeling is aangepast om toch een goede verbinding te garanderen.

De h. Cools maakt zich ook zorgen over een mogelijke wijziging van het traject van lijn 124.

Volgens de h. Cools verloopt het overleg met de naburige gemeentes lang niet altijd even bevredigend. Er is een gebrek aan informatie van Linkebeek naar Ukkel, maar het omgekeerde is ook het geval. De h. Cools heeft namelijk telefonisch contact gehad met een schepen van Linkebeek die hem heeft uitgelegd dat hij geen informatie

heeft ontvangen over wat er in Ukkel gebeurt.

Is er, wat het Ter Kamerenbos betreft, een evolutie in het dossier in een richting die gunstiger is voor de klachten van Ukkel, na de verandering van de politieke meerderheid in Brussel-Stad en in Elsene?

Zijn er in het algemeen regelmatige vergaderingen met de burgemeesters of schepenen van Mobiliteit van de naburige gemeentes over andere problemen?

Mevr. Kabachi bevestigt dat haar fractie de initiatieven in het kader van het dossier rond het station Linkebeek steunt.

Schepen Biermann verduidelijkt dat Brussel-Stad het initiatief heeft genomen om de dialoog in het kader van het begeleidingscomité voor het Ter Kamerenbos te hervatten. Zo konden alle gemeentes kennis nemen van de stand van zaken in de rapporten van het aangewezen studiebureau en, na het kenbaar maken van nieuwe gevoeligheden, een reeks voorstellen formuleren die het studiebureau opnieuw moet bestuderen.

Het college is van plan vergaderingen te organiseren met de gemeentes Linkebeek, Drogenbos en Sint-Genesius-Rode om het verkeersprobleem op de grote assen te bespreken.

De burgemeester bevestigt dat er contacten zijn gelegd om het dossier Ter Kamerenbos opnieuw op te starten, na de veranderingen die zich hebben voorgedaan na de laatste gemeenteraadsverkiezingen.

De Raad neemt kennis.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation sur le dialogue avec les communes voisines en matière de mobilité.docx

24.04.2025/A/0034 **Interpellation de M. Cools : chèques commerces locaux**

M. Cools rappelle que dans le cadre d'une politique de relance du commerce ucclois, le Conseil communal a décidé lors de la mandature précédente d'émettre des chèques commerces locaux. Cette « monnaie » locale est notamment distribuée par la commune aux citoyens ucclois lors de l'octroi de prix communaux et de primes diverses. Les entreprises et les citoyens soucieux de soutenir le tissu économique local peuvent également acheter ces chèques dont la valeur faciale est de 10 €. Le système est fonctionnel depuis le 1er septembre 2020.

Selon M. Cools, il serait intéressant d'évaluer ce dispositif.

Combien de chèques commerces ont été distribués par la commune ? Combien de chèques commerces ont été achetés d'une part par des citoyens et d'autre part par des entreprises ? Quel est selon le Collège l'impact de ces chèques sur l'encouragement à la consommation locale ?

Une carte interactive disponible sur le site communal mentionne environ 110 commerces ucclois acceptant les chèques commerces, ce qui est un nombre élevé. Combien parmi eux ont acheté des chèques commerces en 2024 ?

Lorsqu'on veut régler son achat par un chèque commerce, ce mode de paiement est refusé par une partie de ces commerces, qui signalent qu'ils ne l'acceptent plus. Procède-t-on à une mise à jour régulière des commerces renseignés sur le site comme acceptant ces chèques ?

Quelle est la durée de validité de ces chèques ? L'achat de ceux-ci se fait

auprès du service de l'Economie. Certaines communes ayant lancé une initiative semblable passent par une plateforme comme celle de « Boncado » pour vendre leurs chèques commerces locaux. L'affiliation à une telle plateforme a-t-elle été envisagée et des contacts ont-ils été pris avec des communes qui y sont affiliées pour en évaluer l'intérêt ?

Une ville comme Malmédy émet des chèques locaux de 25 € dont le prix d'achat est de 20 €. C'est un incitant à l'achat. M. Cools suppose que le nombre de chèques susceptibles d'être achetés est limité. Une telle initiative est-elle envisageable pour la commune d'Uccle ?

Mme la Première Echevine rappelle que dans le cadre de la déclaration de politique communale mais également du plan triennal, on a annoncé une évaluation du dispositif des chèques commerces.

Depuis le lancement de l'initiative des chèques commerces, 23.700 chèques ont été distribués par la commune, soit 237.000 € dans le cadre de primes diverses telles que les primes vélos, les primes à l'ouverture d'un commerce, ou autres prix communaux qui ont pu être remis ces dernières années.

En parallèle, 235 chèques ont été achetés soit par des citoyens soit par des entreprises, qui ne sont d'ailleurs pas toutes uccloises.

Le dispositif n'a pas été créé en vue d'un achat de ces chèques. Le choix initial du Collège ne consistait pas à créer un différentiel par lequel la commune financerait en fait une partie des chèques. En réalité, l'objectif envisagé visait surtout à remplacer les transactions en cash ou par virement des primes et prix divers, de manière à assurer la circularité et la dépense de ces moyens financiers dans les commerces ucclois. L'introduction de ces chèques a abouti à ce que 240.000 € ont été effectivement dépensés à Uccle plutôt qu'ailleurs.

Le Collège a l'ambition de populariser davantage le recours aux chèques commerces. Cependant, le fait que le chèque soit sur support papier s'avère un frein pour un certain nombre de commerces. C'est la raison pour laquelle le Collège a analysé il y a déjà trois ans la perspective de recourir à une plateforme électronique. Cette option a été écartée parce qu'elle était très coûteuse, et ce alors même que des investissements avaient été consentis pour imprimer les chèques commerces sur du papier non falsifiable. Le Collège va néanmoins reconsidérer la question et réexaminer cette option.

Le fait que le Collège n'ait pas voulu fixer une limite de validité pour les chèques s'avère un avantage pour les commerçants, qui dans certains cas les réutilisent comme monnaie locale. Mme la Première Echevine note au passage que cette faculté offerte par le chèque physique n'est pas possible avec le chèque électronique. Quoi qu'il en soit, l'évaluation qui sera effectuée dans les prochaines semaines auprès des commerçants inscrits dans le réseau permettra de déterminer s'il est opportun de rejoindre une plateforme électronique pour une plus grande simplicité.

M. Cools a recueilli le témoignage d'une personne ayant obtenu une prime de naissance de 60 € qui a dû faire le tour de 4 magasins avant de voir son avantage reconnu, et ce alors qu'elle avait consulté le site internet pour voir où elle pouvait aller. Il convient donc de vérifier si les commerçants qui se sont manifestés rendent effectivement ce service.

Mme la Première Echevine répond que les services communaux contactent le commerce concerné dès qu'ils sont informés par un client d'une difficulté de cette nature.

Dans certains cas, le commerce ne souhaitait plus faire partie du réseau et n'en a pas avisé la commune ; dans d'autres, la personne en charge de la vente dans le

magasin ce jour-là n'était pas informée du dispositif et n'a pas autorisé ce moyen de paiement, qui, effectivement, n'est pas le plus utilisé. Mais on veille à faire un tour suffisamment régulier pour que les données disponibles sur le site internet soient le plus à jour possible.

Le Conseil prend connaissance.

34 votants : 34 votes positifs.

Interpellatie van de h. Cools : lokale handelaarscheques

De h. Cools herinnert eraan dat de gemeenteraad in het kader van een beleid ter stimulering van de handel in Ukkel tijdens de vorige ambtstermijn heeft besloten lokale handelscheques uit te geven. Deze lokale "munteenheden" worden door de gemeente onder meer uitgereikt aan inwoners van Ukkel bij de toekenning van gemeentelijke prijzen en diverse premies. Bedrijven en burgers die het lokale economische weefsel willen ondersteunen, kunnen deze cheques met een nominale waarde van € 10 euro ook kopen. Het systeem is sinds 1 september 2020 operationeel.

Volgens de h. Cools zou het interessant zijn om deze maatregel te evalueren.

Hoeveel handelscheques zijn er door de gemeente uitgegeven? Hoeveel handelscheques zijn er gekocht door burgers en door bedrijven? Wat is volgens het college het effect van deze cheques op het stimuleren van de lokale consumptie?

Op een interactieve kaart op de gemeentewebsite staan ongeveer 110 winkels in Ukkel vermeld die de handelscheques accepteren, wat een hoog aantal is. Hoeveel van hen hebben in 2024 handelscheques gekocht?

Wanneer men zijn aankoop met een handelscheque wil betalen, wordt deze betaalwijze door een deel van deze winkels geweigerd, die aangeven dat ze deze niet meer accepteren. Wordt de lijst van winkels die deze handelscheques accepteren op de website regelmatig bijgewerkt?

Hoe lang zijn deze handelscheques geldig? Deze cheques kunnen worden gekocht bij de dienst Economie. Sommige gemeentes die een soortgelijk initiatief hebben genomen, maken gebruik van een platform zoals "Boncado" om hun lokale handelscheques te verkopen. Is aansluiting bij een dergelijk platform overwogen en is er contact opgenomen met gemeentes die hieraan deelnemen om het nut ervan te beoordelen?

Een stad als Malmedy geeft lokale cheques uit van € 25 euro, die € 20 kosten. Dat is een stimulans om ze te kopen. De h. Cools veronderstelt dat het aantal cheques dat kan worden gekocht, beperkt is. Is een dergelijk initiatief denkbaar voor de gemeente Ukkel?

De eerste schepen herinnert eraan dat in het kader van de gemeentelijke beleidsverklaring, maar ook van het driejarenplan, een evaluatie van het systeem van handelscheques is aangekondigd.

Sinds de lancering van het initiatief voor handelscheques zijn er 23.700 cheques uitgegeven door de gemeente, goed voor € 237.000 in het kader van diverse premies, zoals fietspremies, premies voor het openen van een winkel of andere gemeentelijke prijzen die de afgelopen jaren zijn uitgereikt.

Tegelijkertijd werden 235 cheques gekocht door burgers of bedrijven, die overigens niet allemaal uit Ukkel afkomstig zijn.

De regeling is niet in het leven geroepen om deze cheques te kopen. De oorspronkelijke keuze van het college was niet om een verschil te creëren waarbij de gemeente in feite een deel van de cheques zou financieren. In werkelijkheid was het

vooral de bedoeling om contante transacties of overschrijvingen van diverse premies en prijzen te vervangen zodat deze financiële middelen in de handelskringloop van Ukkel zouden blijven. Door de invoering van deze cheques is uiteindelijk € 240.000 in Ukkel uitgegeven in plaats van elders.

Het college heeft de ambitie om het gebruik van handelscheques verder te populariseren. Het feit dat de cheque op papier is, blijkt echter een rem te zijn voor een aantal winkels. Daarom heeft het college drie jaar geleden al de mogelijkheid onderzocht om een elektronisch platform te gebruiken. Deze optie werd afgewezen omdat ze erg duur was, terwijl er al investeringen waren gedaan om de handelscheques op onvervalsbaar papier te drukken. Het college zal deze kwestie echter opnieuw bekijken en deze optie opnieuw onderzoeken.

Het feit dat het college geen geldigheidsduur voor de cheques heeft willen vastleggen, blijkt een voordeel voor de handelaars, die ze in sommige gevallen hergebruiken als lokaal betaalmiddel. Mevr. de eerste schepen merkt terloops op dat deze mogelijkheid van de fysieke cheque niet bestaat bij de elektronische cheque. Hoe dan ook, de evaluatie die de komende weken bij de in het netwerk geregistreerde handelaars zal worden uitgevoerd, zal uitwijzen of het opportuun is om voor meer eenvoud toe te treden tot een elektronisch platform.

De h. Cools vermeldt de getuigenis van een persoon die een geboortepremie van € 60 heeft ontvangen en vier winkels heeft moeten afgaan voordat zijn cheque werd erkend, terwijl hij op de website had gekeken waar hij terecht kon. Er moet dus worden nagegaan of de handelaars die zich hebben aangemeld, deze dienst ook daadwerkelijk verlenen.

De eerste schepen antwoordt dat de gemeentediensten contact opnemen met de betrokken handelaar zodra zij door een klant op de hoogte worden gebracht van een dergelijk probleem.

In sommige gevallen wilde de handelaar niet langer deel uitmaken van het netwerk en heeft het de gemeente hiervan niet op de hoogte gebracht; in andere gevallen was de persoon die die dag verantwoordelijk was voor de verkoop in de winkel niet op de hoogte van de regeling en heeft hij deze betaalwijze, die inderdaad niet de meest gebruikte is, niet geaccepteerd. Er wordt echter gezorgd voor voldoende regelmatige controles zodat de gegevens op de website zo actueel mogelijk zijn.

De Raad neemt kennis.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation sur les chèques commerces locaux.docx

24.04.2025/A/0035 **Interpellation de Mme Kabachi : La suppression envisagée de la Gare de Linkebeek.**

Le Conseil prend connaissance.

34 votants : 34 votes positifs.

Interpellatie van Mevr. Kabachi : De mogelijke sluiting van Station Linkebeek.

De Raad neemt kennis.

34 stemmers : 34 positieve stemmen.

1 annexe / 1 bijlage

Interpellation concernant la suppression envisagée de la gare de Linkebeek et son impact sur les habitants de Uccle.docx

Jérémie Tojerow entre en séance / treedt in zitting.

24.04.2025/A/0036 **Question orale de M. Hublet et M. Clumeck : Renforcement des mesures sanitaires dans les bâtiments communaux : prévention des infections respiratoires - report du 20/03/2025.**

M. Hublet et M. Clumeck rappellent que cette année, la grippe et les infections respiratoires sévissent avec une virulence particulière. Selon les données de l'Institut de santé publique Sciensano, au cours de la deuxième semaine de janvier 2025, environ 77.000 Belges ont consulté leur médecin généraliste pour des symptômes grippaux, ce qui équivaut à 654 consultations pour 100.000 habitants. Cette incidence est proche des pics observés les années précédentes.

De plus, les hospitalisations liées aux infections respiratoires aiguës connaissent une hausse préoccupante. Elles ont atteint le seuil de 14,3 pour 100.000 habitants, soit plus de 1.600 admissions sur cette période.

Chaque année, la grippe touche en moyenne 500.000 personnes en Belgique, soit environ 2 à 8 % de la population, et peut entraîner des complications graves, notamment chez les personnes vulnérables. Chaque année, la grippe cause plusieurs milliers de décès en Europe.

Face à ce constat et aux risques de pandémie toujours présents, il est essentiel d'adopter des mesures préventives simples pour limiter la propagation des virus dans les lieux publics. Dans plusieurs hôpitaux bruxellois, des affiches à l'entrée invitent déjà les visiteurs présentant des symptômes (toux, fièvre) à porter un masque et à utiliser du gel hydroalcoolique.

M. Hublet et M. Clumeck proposent donc que la commune s'inspire de ces bonnes pratiques en mettant en place une signalétique similaire à l'entrée de ses bâtiments et en rendant ces équipements accessibles gratuitement à l'accueil, et ce d'autant plus que la commune a encore probablement des masques en stock. Ces mesures simples mais efficaces contribueraient à protéger la santé des citoyens et du personnel communal. Le Collège envisagerait-il de les adopter ?

M. l'Echevin Vanraes répond que le Collège a pris des mesures afin d'organiser des campagnes de sensibilisation pour la vaccination contre la grippe et les pneumocoques. Cette campagne sera poursuivie à l'automne prochain avec des affiches, des flyers et des publications dans le magazine Wolvendael et sera aussi menée via les médecins présents sur la plateforme Santé. Les masques restants étaient tous périmés et ont été liquidés en raison de leur inutilité. Pour l'instant, aucune consigne n'a été donnée par les instances fédérales et régionales à ce sujet.

Concernant les vaccins, la commune constate chaque année que la demande dans les centres de santé diminue car les citoyens se fournissent plus volontiers chez les pharmaciens. En 2023, 500 vaccins ont été commandés et seulement 244 ont été utilisés. Le constat était le même l'année suivante. Les citoyens ont pris l'habitude de se faire vacciner chez leur pharmacien, et cela est une très bonne chose.

Les affichettes sont également une excellente idée et la commune peut parfaitement copier les modèles qu'on retrouve dans les hôpitaux pour informer les citoyens afin qu'ils se prémunissent en portant un masque, par exemple. Cela sera fait à partir du mois de septembre.

M. Clumeck remercie M. l'Echevin Vanraes pour ses réponses et est rassuré par la prise en main de la prévention par la commune. M. Clumeck explique que l'initiative de la question orale émane de M. Hublet mais qu'il a soutenu cette question orale et accepté de la présenter car, en tant que médecin, il est convaincu de la pertinence des mesures proposées et pense que cela rentre totalement dans les missions de la commune, vu la proportion très importante de personnes âgées à Uccle, particulièrement vulnérables aux infections respiratoires. Enfin, il pourrait être pertinent, si ce n'est déjà fait, de proposer à tous les employés communaux en contact avec la population de se faire vacciner gratuitement comme cela se fait déjà dans les hôpitaux.

Le Conseil prend connaissance.

35 votants : 35 votes positifs.

Mondelinge vraag van de h. Hublet en van de h. Nicolas Clumeck : Versterking van gezondheidsmaatregelen in gemeentelijke gebouwen: preventie van infecties aan de luchtwegen- uitstel van 20/03/2025.

De hh. Hublet en Clumeck herinneren eraan dat griep en luchtweginfecties dit jaar bijzonder hevig zijn. Volgens gegevens van het instituut voor de volksgezondheid Sciensano hebben in de tweede week van januari 2025 ongeveer 77.000 Belgen hun huisarts geraadpleegd voor griepachtige symptomen, wat neerkomt op 654 consultaties per 100.000 inwoners. Deze incidentie ligt dicht bij de pieken die in voorgaande jaren werden waargenomen.

Bovendien is er een zorgwekkende stijging van het aantal ziekenhuisopnames als gevolg van acute luchtweginfecties. Het aantal opnames bereikte 14,3 per 100.000 inwoners, wat neerkomt op meer dan 1.600 opnames in deze periode.

Jaarlijks worden in België gemiddeld 500.000 mensen door griep getroffen, wat neerkomt op ongeveer 2 tot 8 % van de bevolking, en dit kan ernstige complicaties veroorzaken, vooral bij kwetsbare personen. Jaarlijks sterven in Europa duizenden mensen aan griep.

Gezien deze vaststelling en het altijd aanwezige risico op een pandemie is het essentieel om eenvoudige preventieve maatregelen te nemen om de verspreiding van virussen in openbare ruimtes te beperken. In verschillende Brusselse ziekenhuizen worden bezoekers met symptomen (hoest, koorts) bij de ingang al verzocht een mondkapje te dragen en hydroalcoholische gel te gebruiken.

De hh. Hublet en Clumeck stellen daarom voor dat de gemeente deze goede praktijken overneemt door soortgelijke borden aan te brengen aan de ingang van haar gebouwen en deze voorzieningen gratis beschikbaar te stellen aan de receptie, temeer daar de gemeente waarschijnlijk nog mondkapjes in voorraad heeft. Deze eenvoudige maar doeltreffende maatregelen zouden bijdragen tot de bescherming van de gezondheid van de burgers en het gemeentepersoneel. Overweegt het college deze maatregelen te nemen?

Schepen Vanraes antwoordt dat het college maatregelen heeft genomen om bewustmakingscampagnes te organiseren voor vaccinatie tegen griep en pneumokokken. Deze campagne zal in het najaar worden voortgezet met affiches, flyers en publicaties in het magazine Wolvendaal en zal ook worden gevoerd via de artsen die aanwezig zijn op het gezondheidsplatform. De resterende mondkapjes waren allemaal verstrekt en werden weggegooid omdat ze niet meer bruikbaar waren. Voorlopig zijn er geen instructies van de federale en gewestelijke instanties over dit onderwerp.

Wat de vaccins betreft, stelt de gemeente elk jaar vast dat de vraag in de

gezondheidscentra afneemt omdat de burgers zich liever bij de apothekers bevoorraden. In 2023 werden 500 vaccins besteld en slechts 244 gebruikt. Het jaar daarop was het beeld hetzelfde. De burgers zijn eraan gewend geraakt zich bij hun apotheker te laten vaccineren en dat is een zeer goede zaak. De affiches zijn ook een uitstekend idee en de gemeente kan de modellen die in ziekenhuizen worden gebruikt perfect kopiëren om de burgers te informeren zodat zij zich bijvoorbeeld met een mondmasker kunnen beschermen. Dit zal vanaf september worden gedaan.

De h. Clumeck bedankt schepen Vanraes voor zijn antwoorden en is gerustgesteld door het feit dat de gemeente preventie ter hand neemt. De heer Clumeck legt uit dat het initiatief voor de mondelinge vraag afkomstig is van de h. Hublet maar dat hij deze mondelinge vraag heeft gesteund en ermee heeft ingestemd deze te stellen omdat hij als arts overtuigd is van de relevantie van de voorgestelde maatregelen en van mening is dat deze volledig binnen de taken van de gemeente vallen, gezien het zeer grote aandeel ouderen in Ukkel, die bijzonder kwetsbaar zijn voor luchtweginfecties. Ten slotte zou het relevant kunnen zijn, indien dit nog niet is gebeurd, om alle gemeentemedewerkers die in contact komen met de bevolking aan te bieden zich gratis te laten vaccineren, zoals dat al gebeurt in ziekenhuizen.

De Raad neemt kennis.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

24.04.2025/A/0037 **Question orale de Mme Van Offelen : Aménagement du Parc Montjoie**

Mme Van Offelen rappelle que le parc Montjoie, charmant petit parc au cœur d'un îlot,

est fréquenté surtout par des personnes âgées qui vont promener leur chien et des familles avec de jeunes enfants. C'est un espace très convivial comportant des arbres remarquables.

Mme Van Offelen est intervenue à plusieurs reprises dans cette enceinte pour demander que l'on refasse des chemins en mauvais état, et cela a été fait de façon remarquable. Tous les chemins dans le parc ont été refaits. Ce parc est parfaitement accessible pour les PMR, les personnes âgées et les familles avec poussette. Par ailleurs, Mme Van Offelen se réjouit de la suite très positive réservée par le Collège au dossier relatif au réaménagement du terrain de tennis désaffecté. Tout un processus participatif a été organisé pour déterminer ce qu'on allait mettre à la place de ce terrain de tennis. Il y a eu des propositions vraiment intéressantes visant à en faire une zone multisport pour les jeunes, avec également des terrains de pétanque.

Mme Van Offelen est retournée récemment au parc Montjoie, suite à des plaintes de riverains à l'égard de l'état des plaines de jeux. Elle a constaté que des balançoires ont été démontées, que des jeux en bois sont détériorés et parfois taggués. Un panneau de la commune indique sur les balançoires que, pour des raisons de sécurité, il est interdit de les utiliser mais de toute manière, elles sont devenues impraticables. Des barrières en bois sont défoncées, des piliers en bois ont été cassés, le monument à la mémoire de Jean et Pierre Carsoel et la plaque d'inauguration du parc à côté de l'entrée sise avenue Winston Churchill ne sont pas vraiment entretenus et la clôture entourant le terrain de tennis désaffecté est toujours fort abîmée à certains endroits, ce qui est dangereux pour les enfants. Les portails d'entrée sont aussi verdis, etc... Quand les plaines de jeux vont-elles être refaites ou à tout le moins réaménagées ? Où en sont les projets concernant le terrain de tennis ?

Mme l'Echevine De Brouwer cite, parmi les petits travaux et chantiers entrepris au parc Montjoie, l'installation des îlots de tri qui permettent de ne plus envoyer à l'incinérateur une série de déchets recyclables grâce à leur inclusion dans la filière recyclant les plastiques et les PMC.

Pour ce qui concerne le terrain 5, en l'occurrence l'ancien terrain de tennis, le Collège a vraiment l'intention de garder cet espace pour le rendre disponible aux habitants, puisque le club voisin du parc souhaitait l'employer comme terrain de tennis. La concertation menée avec la collaboration de Mme l'Echevine Ledan a permis de faire émerger les attentes des usagers du parc.

Le service vert a été retardé dans la réalisation de toute une série de projets à cause de la tempête. Le Collège a néanmoins toujours l'ambition de désigner une entreprise cette année. Il faut aussi introduire une demande de permis, vu que le parc figure sur la liste de sauvegarde. D'autres interventions sont prévues dans le parc, telles que le remplacement des clôtures en châtaigniers soit à l'identique soit avec de petites haies sèches ou fascines, le nettoyage par la cellule anti-tags du mur du côté de l'ancien terrain de tennis, le nettoyage de la barrière...

Pour ce qui concerne les aires de jeux, trois jeux doivent être retirés parce qu'ils ne satisfont plus aux normes de sécurité. Le service doit encore réfléchir aux infrastructures qui les remplaceront mais il y aura un toboggan pour les tout-petits.

Une porte d'une des aires de jeux a été réparée et une autre doit encore l'être. Le nettoyage, le décompactage et le criblage du sable de la plaine de jeux sont également prévus, vraisemblablement pour le mois de mai.

Le suivi des aires de jeux a été professionnalisé : une personne passe toutes les semaines pour contrôler la sécurité des jeux et vérifier que les interdictions communales sont bien respectées.

Mme Van Offelen demande quand les balançoires seront remplacées et accessibles et quand des aménagements seront opérés pour le sol des plaines de jeux.

Mme Van Offelen signale aussi que la clôture trouée du terrain de tennis désaffecté pose des problèmes de sécurité, vu que la pharmacienne de la rue Edith Cavell a dû soigner un enfant qui s'était blessé en passant par le trou de la clôture.

Mme l'Echevine De Brouwer répond qu'il n'est pas prévu de modifier le sol du parc Montjoie. Si une demande émerge en ce sens, il conviendra de l'examiner mais Mme l'Echevine De Brouwer précise que le sable est aussi intéressant pour les enfants.

On compte remplacer les jeux dans les mois à venir, et Mme l'Echevine De Brouwer vérifiera ce qu'il en est pour la clôture.

Le Conseil prend connaissance.

35 votants : 35 votes positifs.

Mondelinge vraag van Mevr. Van Offelen : Inrichting van Parc Montjoie

Mevr. Van Offelen herinnert eraan dat het Montjoiepark, een charmant parkje in het hart van een eilandje, vooral wordt bezocht door ouderen die hun hond uitlaten en gezinnen met jonge kinderen. Het is een zeer gezellige plek met opmerkelijke bomen. Mevr. Van Offelen heeft in dit kader meerdere malen gevraagd om de slechte paden te herstellen en dat is op uitstekende wijze gebeurd. Alle paden in het park zijn opnieuw aangelegd. Het park is nu perfect toegankelijk voor PBM's, ouderen en gezinnen met kinderwagens. Mevr. Van Offelen is ook verheugd over de zeer positieve reactie van het college op het dossier betreffende de herinrichting van het braakliggende tennisveld. Er is een participatief proces opgezet om te bepalen wat er

in plaats van het tennisveld moet komen. Er zijn zeer interessante voorstellen gedaan om er een multisportterrein voor jongeren van te maken, met ook petanquebanen. Mevr. Van Offelen is onlangs teruggegaan naar het Montjoiepark naar aanleiding van klachten van omwonenden over de staat van de speelplaatsen. Ze stelde vast dat schommels waren gedemonteerd en dat houten speeltoestellen beschadigd en soms beklad waren. Op een bord van de gemeente staat op de schommels dat ze om veiligheidsredenen niet mogen worden gebruikt maar ze zijn sowieso onbruikbaar geworden. Houten hekken zijn vernield, houten palen zijn gebroken, het monument ter nagedachtenis aan Jean en Pierre Carsoel en de onthullingsplaat van het park naast de ingang aan de Winston Churchilllaan worden niet echt onderhouden en de omheining rond het braakliggende tennisveld is op sommige plaatsen nog steeds erg beschadigd, wat gevaarlijk is voor kinderen. De toegangspoorten zijn ook begroeid enz. Wanneer worden de speelplaatsen heraangelegd of op zijn minst opnieuw ingericht? Hoe staat het met de plannen voor de tennisbaan?

Schepen De Brouwer noemt onder de kleine werken en projecten in het Montjoiepark de installatie van afvalscheidingsbakken, waardoor een reeks recycleerbare afvalstoffen niet meer naar de verbrandingsoven hoeft te worden gebracht, maar kan worden gerecycleerd via de plastic- en PMD-stream.

Wat terrein 5 betreft, het voormalige tennisveld, is het college echt van plan deze ruimte te behouden en beschikbaar te stellen aan de bewoners, aangezien de naburige club het park als tennisveld wilde gebruiken. In overleg met schepen Ledan zijn de verwachtingen van de parkgebruikers in kaart gebracht.

De Groendienst heeft door de storm vertraging opgelopen bij de uitvoering van een hele reeks projecten. Het college blijft echter van plan om dit jaar een onderneming aan te wijzen. Er moet ook een bouwvergunning worden aangevraagd, aangezien het park op de lijst van beschermde parken staat. Er zijn nog andere ingrepen gepland in het park, zoals de vervanging van de kastanjehouten omheiningen door identieke omheiningen of door kleine droge heggen of vlechtwerken, het schoonmaken van de muur aan de kant van het oude tennisveld door de anti-graffitidienst, het schoonmaken van het hekwerk ...

Wat de speelplaatsen betreft, moeten drie speeltoestellen worden verwijderd omdat ze niet meer aan de veiligheidsnormen voldoen. De dienst moet nog nadenken over de infrastructuur die deze zal vervangen maar er komt wel een glijbaan voor de allerkleinsten.

Een poort van een van de speelplaatsen is hersteld en een andere moet nog worden hersteld. Het schoonmaken, losmaken en zeven van het zand op de speelplaats staat ook op het programma, waarschijnlijk voor de maand mei.

Het toezicht op de speelplaatsen is geprofessionaliseerd: elke week komt iemand langs om de veiligheid van de speeltoestellen te controleren en na te gaan of de gemeentelijke verboden worden nageleefd.

Mevr. Van Offelen vraagt wanneer de schommels worden vervangen en toegankelijk zijn en wanneer er aanpassingen worden gedaan aan de ondergrond van de speelplaatsen.

Mevr. Van Offelen meldt ook dat het kapotte hek van het braakliggende tennisveld veiligheidsproblemen oplevert. De apothekeres in de Edith Cavellstraat heeft namelijk een kind moeten verzorgen dat zich had verwond toen het door het gat in het hek was gekropen.

Schepen De Brouwer antwoordt dat er geen plannen zijn om de ondergrond van het Montjoiepark te veranderen. Als er een verzoek in die zin komt, zal het worden onderzocht maar schepen De Brouwer wijst erop dat het zand ook interessant is voor kinderen.

De speeltoestellen zullen in de komende maanden worden vervangen en schepen De Brouwer zal de toestand van het hekwerk nagaan.

De Raad neemt kennis.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

24.04.2025/A/0038

Question orale de M. Meeùs : les incivilités et la propreté dans le quartier de la Bascule

M. Meeùs explique que depuis des semaines, de nombreux riverains et commerçants du quartier de la Bascule expriment leur mécontentement face à la dégradation de la propreté publique, en particulier sur la chaussée de Waterloo, qui est une voirie régionale, mais aussi dans les rues adjacentes, dont la rue Vanderkindere. Papiers, sacs, dépôts sauvages et mégots s'accumulent, donnant une impression d'abandon, renforcée par des incivilités répétées.

Dans le même temps, les habitants s'inquiètent pour leur bien-être : nuisances nocturnes, présence de bandes qui traînent... Ce sentiment d'insécurité donne une mauvaise image pour notre commune et ses commerces, dont ce quartier est une porte d'entrée.

Dès lors, M. Meeùs se demande quelles actions concrètes la commune entreprend pour améliorer la propreté et renforcer la prévention en matière de sécurité dans le quartier. La commune prévoit-elle un plan d'action spécifique ou une attention renforcée dans le cadre d'un plan de propreté ou prévention, notamment en concertation avec les communes voisines et la Région bruxelloise ?

M. le Bourgmestre explique que le quartier de la Bascule a toujours été compliqué. Le quartier souffre partiellement d'une mutation du commerce et l'avenir de la galerie suscite des interrogations. La police est souvent présente en raison de la mendicité agressive : dans le premier cas, une réinsertion a pu être entreprise mais dans le second, la personne a disparu. Cependant, cette situation n'est pas une fatalité. Des améliorations ont été apportées par la Région en matière d'aménagement de l'espace public et un travail est mené par la police et les services de prévention. Des opérations de police propreté sont également mises en place pour conscientiser et informer sur les amendes. Des contacts sont également pris avec les personnes actives dans le quartier. Et des initiatives verront le jour en collaboration avec les citoyens du quartier qui le souhaitent. Il est vrai que le nombre d'opérations recyparc a été réduit mais plusieurs possibilités existent et sont mises en place par la Région pour les riverains. Enfin, M. le Bourgmestre s'est rendu à l'Athénée royal Uccle 1 pour parler avec les élèves de la propreté et du respect des balayeurs du quartier.

M. Meeus se réjouit des actions qui ont pu être réalisées mais s'interroge encore sur le McDonald qui a ouvert 24h/24 le weekend et sur la réelle plus-value d'une ouverture nocturne.

M. le Bourgmestre explique qu'un contact a été pris avec le McDonald mais ses gestionnaires considèrent qu'une fois leurs clients sortis, ils n'en sont plus responsables. M. Le Bourgmestre est d'avis que cela est un peu léger et que les commerces doivent être plus responsables des déchets qu'ils génèrent.

Le Conseil prend connaissance.
35 votants : 35 votes positifs.

Mondelinge vraag van de h. Meeùs : ongeregelheden en netheid in de Basculewijk.

De h. Meeùs legt uit dat talrijke buurtbewoners en handelaars in de wijk Bascule al wekenlang hun ongenoegen uiten over de verslechtering van de openbare reinheid, met name op de Waterloo-sesteenweg, een gewestweg, maar ook in de aangrenzende straten, waaronder de Vanderkinderestraat. Papier, zakken, zwerfvuil en sigarettenpeuken stapelen zich op en geven een verwaarloosde indruk, die nog wordt versterkt door herhaaldelijk wangedrag.

Tegelijkertijd maken de bewoners zich zorgen om hun welzijn: nachtelijke overlast, rondhangende bendes ... Dit gevoel van onveiligheid geeft een slecht beeld van onze gemeente en haar winkels, waarvan deze wijk een toegangspoort is.

De h. Meeùs vraagt zich dan ook af welke concrete maatregelen de gemeente neemt om de reinheid te verbeteren en de veiligheid in de wijk te verhogen. Is de gemeente van plan een specifiek actieplan op te stellen of meer aandacht te besteden aan een reinheids- of preventieplan, met name in overleg met de naburige gemeentes en het Brussels Gewest?

De burgemeester legt uit dat de wijk Bascule altijd al een moeilijke wijk is geweest. De wijk heeft deels te lijden onder een verandering in het winkeliersbestand en de toekomst van de galerij is onzeker. De politie is vaak aanwezig vanwege agressieve bedelarij: in het eerste geval kon re-integratie worden opgestart maar in het tweede geval is de persoon verdwenen. Deze situatie is echter niet onvermijdelijk. Het gewest heeft verbeteringen aangebracht in de inrichting van de openbare ruimte en de politie en preventiediensten voeren acties uit. Er worden ook politieacties opgezet om mensen bewust te maken en te informeren over boetes. Er wordt ook contact gelegd met mensen die actief zijn in de wijk. In samenwerking met de buurtbewoners die dat wensen, zullen initiatieven worden opgezet. Het is waar dat het aantal recyparc-acties is verminderd maar er bestaan verschillende mogelijkheden die door het Gewest worden aangeboden aan de buurtbewoners. Ten slotte heeft de burgemeester een bezoek gebracht aan het Athénée royal Uccle 1 om met de leerlingen te praten over reinheid en respect voor de straatvegers van de wijk.

De h. Meeus is verheugd over de acties die zijn ondernomen maar vraagt zich nog steeds af waarom McDonald's in het weekend 24 uur per dag open is en wat het werkelijke nut is van een nachtelijke opening.

De burgemeester legt uit dat er contact is opgenomen met McDonald's, maar dat de managers van mening zijn dat zij niet langer verantwoordelijk zijn voor hun klanten zodra deze het pand hebben verlaten. De burgemeester vindt dit een beetje lichtzinnig en is van mening dat bedrijven meer verantwoordelijkheid moeten nemen voor het afval dat zij produceren.

De Raad neemt kennis.
35 stemmers : 35 positieve stemmen.

M. Meeus rappelle que l'arrêt rendu par le Conseil d'Etat le 11 avril dernier a un caractère suspensif et a donc suspendu le recours introduit contre le projet d'implantation du théâtre Le Public dans les anciens bâtiments de la Justice de Paix. M. Meeus souhaiterait faire le point sur l'état d'avancement de ce projet.

Cet arrêt du Conseil d'Etat ne statue donc pas sur le fond du dossier mais écarte, à ce stade, les griefs soulevés concernant les nuisances, le trafic et la valeur patrimoniale des bâtiments. Il confirme également que le quartier est situé dans un noyau commercial déjà largement fréquenté.

Dans ce contexte, et au vu de l'importance d'un tel projet qui rencontre des intérêts contradictoires, M. Meeus souhaiterait savoir quelles seront les prochaines étapes administratives ou urbanistiques à l'échelle d'Uccle.

La commune est-elle en contact régulier avec les porteurs du projet, notamment pour ce qui concerne les engagements pris, afin de rassurer les riverains, et ce alors que l'état du bâtiment de la Justice de Paix se dégrade ?

M. l'Echevin Wyngaard précise qu'un recours en suspension et un recours en annulation ont été introduits devant le Conseil d'Etat. C'est la demande en suspension, émanant de riverains, qui a été rejetée.

Dans une telle situation, il incombe au porteur de projet de décider s'il lance le chantier suite au rejet du recours en suspension ou s'il patiente jusqu'à ce qu'intervienne l'arrêt sur le recours en annulation.

Selon les informations disponibles, le théâtre Le Public a l'intention de développer le projet, dont le chantier serait entamé vraisemblablement en septembre.

Cette situation arrive fréquemment. Le dossier relatif aux travaux du pont Carsoel a donné lieu à un cas de figure analogue : suite au rejet du recours en suspension introduit par les riverains, la STIB et Infrabel ont entamé le chantier, quasi terminé à présent, alors que l'arrêt sur le recours en annulation n'est toujours pas intervenu.

Lors des rencontres avec les responsables du théâtre Le Public dans les prochaines semaines, M. le Bourgmestre et MM. les Echevins Wyngaard et Biermann veilleront à ce que la communication avec les habitants et commerçants du quartier soit la plus complète possible. Les porteurs du projet partagent d'ailleurs cette volonté d'une communication précise et transparente.

Si le chantier démarre au mois de septembre, le Collège veillera avec le service de la Voirie à établir un cadre qui soit de nature à garantir une organisation optimale. Il faudra notamment réfléchir à la manière de canaliser durant le chantier les flux de circulation à hauteur de la place Homère Goossens, où a lieu un marché dominical, en prenant en compte l'impact sur le stationnement et le statut de rue scolaire accordé à la rue du Doyenné.

M. Meeus estime que la perspective d'un recours en annulation rend incertaine l'évolution de ce dossier.

Il constate également que les consultations effectuées dans le cadre du dossier relatif au théâtre Le Public n'ont pas la même ampleur que celles qui ont été entreprises pour la place de Saint-Job.

M. l'Echevin Wyngaard répond que les deux situations ne sont pas comparables.

Le projet du théâtre Le Public a donné lieu à une enquête publique et à la réunion d'une commission de concertation où les uns et les autres ont eu l'occasion de s'exprimer.

Pour ce qui concerne la place de Saint-Job, le Collège a estimé que le

caractère emblématique de ce lieu justifiait la mise en place d'un dispositif de participation citoyenne d'une ampleur exceptionnelle. À ce stade-ci de la procédure, il n'y a pas encore de permis et encore moins de recours introduits pour la place de Saint-Job. M. l'Echevin Wyngaard espère que lorsqu'une demande de permis aura été introduite, un consensus suffisamment large aura pu être dégagé pour éviter des recours.

Le Conseil prend connaissance.

35 votants : 35 votes positifs.

Mondelinge vraag van de h. Meeus : de inrichting van het Theater Le Public.

De h. Meeus herinnert eraan dat het arrest van de Raad van State van 11 april jongstleden een schorsende werking heeft en bijgevolg het beroep tegen het project voor de vestiging van theater Le Public in de voormalige gebouwen van de vredegerecht heeft geschorst. De h. Meeus wenst een stand van zaken op te maken van dit project.

Dit arrest van de Raad van State doet dus geen uitspraak over de grond van de zaak maar verwerpt in dit stadium de bezwaren met betrekking tot overlast, verkeer en de erfgoedwaarde van de gebouwen. Het bevestigt ook dat de wijk in een reeds drukbezocht winkelgebied ligt.

In deze context en gezien het belang van een dergelijk project, dat tegenstrijdige belangen met zich meebrengt, zou de h. Meeus graag weten wat de volgende administratieve of stedenbouwkundige stappen op het niveau van Ukkel zullen zijn.

Heeft de gemeente regelmatig contact met de initiatiefnemers van het project, met name wat betreft de aangegane verbintenissen, om de omwonenden gerust te stellen, terwijl de staat van het gebouw van de vrederechter verslechtert?

Schepen Wyngaard verduidelijkt dat er een beroep tot schorsing en een beroep tot nietigverklaring zijn ingesteld bij de Raad van State. Het verzoek tot schorsing, ingediend door omwonenden, is afgewezen.

In een dergelijke situatie is het aan de projectverantwoordelijke om te beslissen of hij de werkzaamheden start na de afwijzing van het beroep tot opschorting of wacht tot er een uitspraak is over het beroep tot nietigverklaring.

Volgens de beschikbare informatie is theater Le Public van plan het project door te zetten en zullen de werkzaamheden waarschijnlijk in september van start gaan.

Deze situatie doet zich vaak voor. Het dossier met betrekking tot de werkzaamheden aan de Carsoelbrug heeft tot een soortgelijke situatie geleid: na de afwijzing van het door de omwonenden ingediende beroep tot schorsing zijn de MIVB en Infrabel met de werken begonnen, die nu bijna voltooid zijn, terwijl de uitspraak over het beroep tot nietigverklaring nog steeds niet is gedaan.

Tijdens de ontmoetingen met de verantwoordelijken van theater Le Public in de komende weken zullen de burgemeester en schepenen Wyngaard en Biermann ervoor zorgen dat de communicatie met de bewoners en handelaars van de wijk zo volledig mogelijk verloopt. De projectverantwoordelijken delen trouwens deze wens om nauwkeurig en transparant te communiceren.

Als de werken in september van start gaan, zal het college samen met de dienst Wegen zorgen voor een kader dat een optimale organisatie garandeert. Er moet met name worden nagedacht over de manier waarop het verkeer tijdens de werken ter hoogte van het Homère Goossensplein, waar op zondag een markt plaatsvindt, kan worden gekanaliseerd, rekening houdend met de gevolgen voor het parkeren en de status van de Dekenijstraat als schoolstraat.

De h. Meeus is van mening dat het vooruitzicht van een beroep tot nietigverklaring de evolutie van dit dossier onzeker maakt.

Hij merkt ook op dat de raadplegingen in het kader van het dossier betreffende theater Le Public niet dezelfde omvang hebben als die welke voor het Sint-Jobsplein zijn gehouden.

Schepen Wyngaard antwoordt dat de twee situaties niet vergelijkbaar zijn.

Het project van theater Le Public heeft aanleiding gegeven tot een openbaar onderzoek en een vergadering van een overlegcommissie waarin alle partijen de kans hebben gekregen om zich uit te spreken.

Wat de Sint-Jobsplein betreft, was het college van mening dat het symbolische karakter van deze plek een uitzonderlijk brede burgerinspraak rechtvaardigde. In dit stadium van de procedure is er nog geen vergunning en zijn er nog minder beroepen ingesteld voor de Sint-Jobsplein. Schepen Wyngaard hoopt dat wanneer een vergunningsaanvraag wordt ingediend, er een voldoende brede consensus kan worden bereikt om beroepen te voorkomen.

De Raad neemt kennis.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

24.04.2025/A/0040 **Question orale de M. Lambert-Limbosch : l'agriculture urbaine à Uccle.**

M. Lambert-Limbosch rappelle que la région de Bruxelles-capitale a été élue en 2023 deuxième ville la plus dynamique en matière d'agriculture urbaine, derrière Montréal. Le comparatif, établi par le Laboratoire sur l'agriculture urbaine de Montréal, souligne notamment que la Région bruxelloise « se démarque largement par une forte présence de projets collectifs ou portés par l'administration ». Il en ressort que Bruxelles est une des villes étudiées présentant le plus grand nombre de projets professionnels d'agriculture urbaine, de projets par habitant, de projets circulaires ainsi que la plus grande diversité de productions. On doit cette médaille d'argent au considérable travail de fond accompli sous la précédente mandature régionale dans le cadre de la stratégie « Good Food 2.0 ».

Le concept d'agriculture urbaine pourrait être considéré comme un oxymore. Les plus cyniques diront que quelques choux ne font pas un potager et encore moins un secteur vivrier à part entière.

Et pourtant, l'Organisation des Nations-Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) a dressé le bilan et affirme que l'agriculture urbaine peut avoir des rendements jusqu'à 15 fois supérieurs à ceux de l'agriculture dite « conventionnelle » pratiquée dans les zones rurales. M. Lambert-Limbosch précise que la Société scientifique de médecine générale a récemment rappelé combien il est important de se détourner de l'agriculture productiviste à base de pesticides, de surcroît dans un contexte où les OGM de seconde génération tentent de se frayer un chemin vers nos assiettes.

La Fédération bruxelloise des professionnels de l'agriculture urbaine (FEDE-AU) identifie de nombreux bienfaits sociétaux à ce secteur en plein développement :

- le renforcement de la résilience alimentaire de Bruxelles ;
- la production d'aliments de haute qualité et bons pour la santé ;
- la création de circuits courts (avec un impact favorable sur les émissions liées au transport) ;
- le développement d'îlots de nature, bénéfiques pour la biodiversité, les écosystèmes et le bien-être des personnes ;

le rôle pédagogique pour les enfants et adultes de la ville, peu en contact avec la nature ;

la création d'emplois, la réorientation et la réinsertion socio-professionnelles.

M. Lambert-Limbosch mentionne aussi le projet couronné de succès du « BioTiful », l'espace de maraîchage créé par la Mission locale pour l'emploi de Saint-Gilles (MLSG) en vue de l'insertion socio-professionnelle des demandeurs d'emploi. Uccle est associée à ce projet puisque son Echevin de l'Emploi figure parmi les administrateurs de la MLSG.

Uccle pourrait participer au développement de l'agriculture urbaine en menant les actions suivantes :

initier une collaboration, par exemple avec la MLSG déjà citée ou le CPAS de la Ville de Bruxelles dans son projet de maraîchage « GreenUp » qui va voir le jour sur un terrain dont ce CPAS est propriétaire à Uccle ;

identifier les terrains permettant de développer un projet en propre, par exemple en marge du projet de piscine naturelle ;

identifier la possibilité de proposer des activités d'auto-cueillette ou de glanage dans le cadre de la Cohésion sociale pour les seniors, les écoles, la jeunesse...

La Déclaration de politique générale souligne le rôle de bassin de biodiversité exercé par Uccle à l'échelle régionale et la nécessité de privilégier pour les enfants des produits bio, de saison, frais et locaux.

Quelles initiatives le Collège pourrait-il prendre pour identifier le potentiel de l'agriculture urbaine (en termes d'espaces à convertir, de collaborations à nouer, d'impact social, etc.) voire pour lancer un projet ucclois ?

Mme l'Echevine De Brouwer répond qu'Uccle est une commune verte disposant d'un certain potentiel en termes de terrains propices au développement d'une agriculture urbaine. Il ne faut toutefois pas oublier la présence de nombreuses zones Natura 2000 sur le territoire ucclois, à l'instar du Kauwerg, sur lesquelles il est néanmoins possible, à la marge, de faire du maraîchage ou de l'agriculture biologique.

Les services communaux s'investissent dans le développement de l'agriculture urbaine, qui figure parmi les objectifs du Plan Climat et du Plan Nature d'Uccle.

Divers projets ont été mis en œuvre récemment.

Les potagistes s'installent au Melkriek sur les parcelles louées, et il en est de même des locataires des logements sociaux, pour lesquels quelques parcelles collectives sont mises à disposition.

Un marché a été lancé en vue d'accompagner et de sensibiliser les nouveaux potagistes ainsi qu'un public plus large à l'agriculture urbaine, grâce notamment à l'enseignement de techniques de permaculture et la promotion de pratiques peu consommatrices en eau.

Le projet « Arbres » a donné lieu à la plantation de 34 arbres et 378 arbustes fruitiers.

L'administration est en train de lancer un appel à candidature pour la gestion des parcelles collectives au Melkriek. Deux ateliers consacrés à cette thématique auront lieu samedi prochain rue François Vervloet.

La création d'un nouveau potager citoyen est souhaitée, vu les listes d'attente.

Le Collège envisage aussi une collaboration avec le « Facilitateur Agriculture urbaine » de Bruxelles-Environnement ainsi qu'avec l'ASBL Terre-en-vue, notamment pour l'identification de terrains propices à cette activité sur le territoire ucclois.

Un travail intéressant est mené avec la Cellule « Climat, Environnement et Planification urbaine » afin de prendre en compte cette thématique dans les stratégies d'aménagement du territoire à plus large échelle.

La commune d'Uccle est impliquée dans le projet « ArchiSols », qui vise à étudier la qualité des sols afin de déterminer l'usage qui peut en être fait.

Mme l'Echevine De Brouwer espère que des projets pourront être développés dans le quartier de l'Observatoire, quoiqu'il ait été catégorisé comme potentiellement pollué en raison de la présence d'une cuve à mazout à un endroit.

Le Conseil prend connaissance.
35 votants : 35 votes positifs.

Mondelinge vraag van de h.Lambert-Limbosch : stadslandbouw in Ukkel.

De h. Lambert-Limbosch herinnert eraan dat het Brussels Hoofdstedelijk Gewest in 2023 werd verkozen tot de op één na meest dynamische stad op het vlak van stadslandbouw, na Montreal. De vergelijking, opgesteld door het Laboratoire sur l'agriculture urbaine de Montréal, benadrukt met name dat het Brussels Gewest “zich sterk onderscheidt door een grote aanwezigheid van collectieve projecten of projecten die door het bestuur worden gedragen”. Hieruit blijkt dat Brussel een van de onderzochte steden is met het grootste aantal professionele stadslandbouwprojecten, projecten per inwoner, circulaire projecten en de grootste diversiteit aan producties. Deze zilveren medaille is te danken aan het aanzienlijke werk ten gronde dat tijdens de vorige gewestelijke legislatuur is verricht in het kader van de strategie “Good Food 2.0”.

Het concept van stadslandbouw zou als een oxymoron kunnen worden beschouwd. Cynici zullen zeggen dat een paar kooltjes nog geen moestuin zijn, laat staan een volwaardige voedselvoorzieningssector.

Toch heeft de Voedsel- en Landbouworganisatie (FAO) van de Verenigde Naties de balans opgemaakt en bevestigt zij dat stadslandbouw tot 15 keer meer opbrengt dan de zogenaamde “conventionele” landbouw in plattelandsgebieden. De h. Lambert-Limbosch wijst erop dat de Société Scientifique de Médecine Générale onlangs heeft herhaald hoe belangrijk het is om af te stappen van productiegerichte landbouw op basis van pesticiden, zeker in een context waarin GGO's van de tweede generatie hun weg naar ons bord proberen te vinden.

De Brusselse federatie van professionals uit de stadslandbouw (FEDE-AU) ziet tal van maatschappelijke voordelen voor deze snelgroeiende sector:

- versterking van de voedselzekerheid in Brussel;
- productie van hoogwaardige en gezonde voedingsmiddelen;
- creatie van korte ketens (met een gunstige impact op de transportemissies);
- de ontwikkeling van natuurgebieden, die gunstig zijn voor de biodiversiteit, de ecosystemen en het welzijn van de mensen;
- de educatieve rol voor kinderen en volwassenen in de stad die weinig contact hebben met de natuur;
- het creëren van jobs, heroriëntatie en sociaal-professionele re-integratie.

De h. Lambert-Limbosch vermeldt ook het succesvolle project “BioTiful”, de moestuin die door de Mission locale pour l'emploi de Saint-Gilles (MLSG) is aangelegd met het oog op de sociale en professionele integratie van werkzoekenden. Ukkel is bij dit project betrokken aangezien de schepen van Tewerkstelling deel uitmaakt van de raad van bestuur van de MLSG.

Ukkel zou kunnen bijdragen aan de ontwikkeling van stadslandbouw door de volgende acties te ondernemen:

- een samenwerking opzetten, bijvoorbeeld met de reeds genoemde MLSG of het OCMW van Brussel-Stad in het kader van het groenteteeltproject “GreenUp” dat zal worden opgezet op een terrein dat eigendom is van het OCMW in Ukkel;
- terreinen identificeren waar een eigen project kan worden ontwikkeld, bijvoorbeeld in de marge van het project voor een natuurlijk zwembad;
- de mogelijkheid onderzoeken om zelfpluk- of plukactiviteiten aan te bieden in het kader van sociale cohesie voor senioren, scholen, jongeren ...

De algemene beleidsverklaring benadrukt de rol van Ukkel als biodiversiteitsreservaat op gewestelijk niveau en de noodzaak om voor kinderen de voorkeur te geven aan biologische, seizoensgebonden, verse en lokale producten.

Welke initiatieven zou het college kunnen nemen om het potentieel van stadslandbouw in kaart te brengen (in termen van te herbestemmen ruimtes, samenwerkingsverbanden, sociale impact ...) of zelfs om een project in Ukkel op te starten?

Schepen De Brouwer antwoordt dat Ukkel een groene gemeente is met een zeker potentieel aan gronden die geschikt zijn voor de ontwikkeling van stadslandbouw. Er mag echter niet worden vergeten dat er op het grondgebied van Ukkel talrijke Natura 2000-gebieden zijn, zoals het Kauwerg, waar het niettemin mogelijk is om op marginale schaal groenteteelt of biologische landbouw te bedrijven.

De gemeentediensten zetten zich in voor de ontwikkeling van stadslandbouw, die een van de doelstellingen is van het Klimaatplan en het Natuurplan van Ukkel.

Onlangs zijn verschillende projecten opgestart.

Tuinders vestigen zich in Melkriek op gehuurde percelen, net als de huurders van sociale woningen, voor wie enkele collectieve percelen ter beschikking worden gesteld.

Er werd een opdracht gelanceerd om nieuwe moestuiniers en een breder publiek te begeleiden en bewust te maken van stadslandbouw, met name door het aanleren van permacultuurtechnieken en het promoten van waterbesparende praktijken.

Het project “Arbres” heeft geleid tot de aanplanting van 34 bomen en 378 fruitstruiken.

Het bestuur lanceert een oproep tot kandidaatstelling voor het beheer van de collectieve percelen in Melkriek. Aanstane zaterdag vinden er twee workshops over dit thema plaats in de François Vervloetstraat.

Gezien de wachtlijsten is er behoefte aan een nieuwe burgermoestuin.

Het college overweegt ook een samenwerking met de 'Facilitator Stadslandbouw' van Leefmilieu Brussel en met vzw Terre-en-vue, met name voor het identificeren van geschikte terreinen voor deze activiteit op het grondgebied van Ukkel.

Er wordt interessant werk verricht met de cel “Klimaat, Milieu en Stedenbouw” om dit thema in de ruimtelijke ordeningsstrategieën op grotere schaal in aanmerking te nemen.

De gemeente Ukkel is betrokken bij het project “ArchiSols” dat tot doel heeft de bodemkwaliteit te onderzoeken om te bepalen hoe deze kan worden gebruikt.

Schepen De Brouwer hoopt dat er projecten kunnen worden ontwikkeld in de Sterrewachtwijk, hoewel deze als potentieel vervuild is aangemerkt vanwege de aanwezigheid van een stookolietank op een bepaalde locatie.

De Raad neemt kennis.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

24.04.2025/A/0041

Question orale de M. Tojerow : information et publicité de la mise à disposition de salles de fêtes (anniversaires, fêtes de famille) à prix modique au profit des Uccloises et des Ucclois.

M. Tojerow signale que le Collège a accepté récemment de donner en location la maison de quartier du Homborch à une habitante d’Uccle pour

l'organisation d'une fête de famille.

Le groupe socialiste salue cette décision, et ce d'autant plus qu'au cours de la récente campagne électorale, il a défendu la mise à disposition de salles appartenant à la commune afin de permettre aux Ucclois d'y organiser les anniversaires de leurs enfants ou d'autres fêtes de famille à prix très modique voire gratuitement.

Or, sauf erreur, cette possibilité n'est mentionnée nulle part sur le site de la commune, et cette dernière n'en fait pas la publicité.

Cette absence d'information et de publicité restreint cette possibilité à ceux qui l'ont entendue de bouche à oreille ou qui font partie d'un cercle d'initiés, voire peut donner l'impression qu'il s'agit d'une faveur octroyée de manière arbitraire.

Pour éviter cet écueil et offrir au plus grand nombre la possibilité de bénéficier de ce service important, qui peut faire la différence pour beaucoup de familles, le Collège ne devrait-il pas instaurer un règlement, établir un inventaire des salles disponibles, et surtout en faire très largement la publicité ?

Mme l'Echevine De Brouwer répond que les maisons de quartier sont encore régies par les règlements d'occupation des anciens centres pour seniors. Les services sont en train d'élaborer un nouveau règlement d'ordre intérieur pour les maisons de quartier, qui sera présenté devant le Conseil communal.

Le règlement des centres pour seniors prévoit des locations, non pour tous publics, mais pour les associations uccloises et les membres du personnel communal. Et ce sont en l'occurrence des personnes qui travaillent pour l'administration communale qui ont loué la maison de quartier du Homborch.

La Maison des Arts, la salle 1180, la Ferme Rose, l'ancienne Maison communale figurent parmi les salles susceptibles de faire l'objet d'une location. L'uniformisation du mode de location de ces salles peut être envisagée.

Toutefois, les maisons de quartier sont des espaces ouverts qui ne sont pas réservés exclusivement à ceux qui participent à une activité. Des habitants du quartier peuvent donc venir durant les heures d'ouverture pour fêter l'anniversaire d'un enfant.

La Déclaration de politique communale stipule que la location à petit prix ou la mise à disposition au profit des habitants du quartier pour des événements conviviaux serait étudiée. La réflexion est donc en cours, mais celle-ci doit prendre en considération les dégradations potentielles.

Mme l'Echevine De Brouwer précise à cet égard que les personnes qui louent les centres récréatifs ou les maisons de quartier doivent acquitter une caution de 100 €, qui ne couvre pas nécessairement les dommages éventuels, vu qu'on a observé parfois des dégâts ou des disparitions de matériel. Il s'agit de contraintes qu'il ne faut pas perdre de vue avant d'établir des dispositions qui risqueraient d'entraver le personnel communal dans l'accomplissement de ses missions premières.

M. Tojerow remercie Mme l'Echevine De Brouwer pour sa réponse, tout en précisant que les salles énumérées par Mme l'Echevine De Brouwer conviennent pour des événements plus importants et plus coûteux que ceux qui font l'objet de sa question orale.

Il réitère son regret par rapport au manque d'informations sur le site internet de la commune.

Le Conseil prend connaissance.

35 votants : 35 votes positifs.

Mondelinge vraag van de h. Tojerow : informatie en publiciteit over de

beschikbaarheid van feestzalen (voor verjaardagen, familiefeesten) tegen lage kosten ten voordele van de inwoners van Ucclois.

De h. Tojerow meldt dat het college onlangs heeft ingestemd met de verhuur van het buurthuis Homborch aan een inwonster van Ukkel voor de organisatie van een familiefeest.

De socialistische fractie juicht dit besluit toe, temeer daar zij tijdens de recente verkiezingscampagne heeft gepleit voor het ter beschikking stellen van gemeentelijke zalen waar de Ukkelaars tegen een zeer lage prijs of zelfs gratis verjaardagen van hun kinderen of andere familiefeesten kunnen organiseren.

Voor zover wij weten, wordt deze mogelijkheid echter nergens op de website van de gemeente vermeld en wordt er ook geen reclame voor gemaakt.

Dit gebrek aan informatie en publiciteit beperkt deze mogelijkheid tot degenen die er via via over hebben gehoord of tot een kring van ingewijden behoren en kan zelfs de indruk wekken dat het om een willekeurig toegekende gunst gaat.

Om dit te voorkomen en zoveel mogelijk mensen de kans te geven gebruik te maken van deze belangrijke dienst, die voor veel gezinnen een groot verschil kan maken, zou het college niet een reglement moeten invoeren, een inventaris van de beschikbare lokalen moeten opstellen en vooral hierover ruimschoots reclame moeten maken?

Schepen De Brouwer antwoordt dat de buurthuizen nog steeds onder het reglement van de voormalige seniorencentra vallen. De diensten werken momenteel aan een nieuw huishoudelijk reglement voor de buurthuizen dat aan de gemeenteraad zal worden voorgelegd.

Het reglement van de seniorencentra voorziet in verhuur, niet voor iedereen, maar voor verenigingen uit Ukkel en gemeentepersoneel. In dit geval zijn het mensen die voor het gemeentebestuur werken die het buurthuis Homborch hebben gehuurd.

Het Kunstenhuis, zaal 1180, Hof ten Hove en het voormalige gemeentehuis behoren tot de zalen die kunnen worden gehuurd. Er kan worden overwogen om de wijze van verhuur van deze zalen te uniformiseren.

Buurthuizen zijn echter open ruimtes die niet uitsluitend voorbehouden zijn aan de deelnemers aan een activiteit. Buurtbewoners kunnen er tijdens de openingsuren terecht om bijvoorbeeld een kinderverjaardag te vieren.

In de gemeentelijke beleidsverklaring staat dat de goedkope verhuur of terbeschikkingstelling aan buurtbewoners voor gezellige evenementen zal worden onderzocht. Er wordt dus nagedacht over deze kwestie maar daarbij moet rekening worden gehouden met mogelijke schade.

Schepen De Brouwer verduidelijkt in dit verband dat personen die recreatie- of buurtcentra huren, een waarborg van € 100 moeten betalen die niet noodzakelijkerwijs eventuele schade dekt, aangezien er soms schade of verdwijning van materiaal is vastgesteld. Dit zijn beperkingen die niet uit het oog mogen worden verloren voordat er maatregelen worden genomen die het gemeentepersoneel zouden kunnen belemmeren in de uitvoering van zijn primaire taken.

De h. Tojerow bedankt schepen De Brouwer voor haar antwoord maar wijst erop dat de door schepen De Brouwer genoemde zalen geschikt zijn voor grotere en duurdere evenementen dan die waarop zijn mondelinge vraag betrekking heeft.

Hij betreurt nogmaals het gebrek aan informatie op de website van de gemeente.

De Raad neemt kennis.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Question orale de M. Tojerow : procédure et critères de sélection des trottoirs qui bénéficieront d'une rénovation ces 5 prochaines années

M. Tojerow rappelle que le plan triennal, présenté lors de la séance antérieure du Conseil communal, mentionnait une hausse du budget consacré à la réfection des trottoirs, saluée comme un point positif par le groupe socialiste.

Il y a quelques jours, un article de presse indiquait quelles sont les voiries concernées par cette rénovation pour l'année 2025.

Vu la superficie très importante de la commune et le nombre de kilomètres de voiries communales (qui s'élève à près de 150), des choix et une priorisation devront nécessairement être opérés.

Quelle est la méthodologie suivie par la commune pour sélectionner les artères concernées de la manière la plus objective possible ?

Dans quelle mesure la densité des artères concernées – donc leur usage par le plus grand nombre – intervient-elle dans ce choix ?

M. l'Echevin Wyngaard répond que les services communaux sont forcément amenés à opérer des arbitrages en ce domaine.

Le premier critère pris en considération pour la rénovation est l'état de vétusté des trottoirs. M. l'Echevin Wyngaard reconnaît toutefois qu'il puisse y avoir une part de subjectivité dans l'appréciation de cet état de vétusté. Quoi qu'il en soit, on ne rénove pas un trottoir qui a déjà fait l'objet d'une rénovation il y a 4 ou 5 ans.

Les interventions des impétrants sont également prises en compte. Des interventions répétées en fonction des circonstances ont tendance à fragiliser la structure globale du trottoir, même lorsque les tranchées sont correctement rebouchées, et requièrent dès lors une opération de rénovation.

Parmi les autres critères envisagés pour le choix des trottoirs à rénover, M. l'Echevin Wyngaard cite la présence d'écoles, d'équipements publics (clubs sportifs, centres médicaux, institutions culturelles,...), l'aménagement de rues commerçantes et la densité de population.

Les services communaux sont également plus attentifs aux types d'arbres plantés en voirie, de manière à éviter les essences dont les réseaux racinaires sont susceptibles d'endommager les pavés.

Le nord de la commune a davantage été traité que le sud, dans la mesure où, étant plus densément peuplé, il fait face à un flux beaucoup plus important de piétons sur ses trottoirs.

Le sud de la commune n'est pas négligé pour autant mais il faut procéder à des arbitrages. Dans le quartier du Homborch, des rénovations ont été effectuées sur les avenues des Biches, des Faons, Reinaert de Vos et au Parvis Chanteclerc et des travaux vont être entrepris avenue de la Gazelle. Dans le quartier Fond'Roy-Prince d'Orange, des travaux ont été effectués sur des tronçons proches de l'école des Eglantiers et du club Wellington.

M. l'Echevin Wyngaard précise qu'outre les rénovations de trottoirs, il y a aussi les rénovations de voirie de façade à façade. Pour ce qui concerne par exemple l'avenue de la Gazelle, à partir du moment où le réaménagement de l'ensemble de l'avenue est prévu, il va de soi que les trottoirs font aussi l'objet d'un traitement.

Le passage du budget dédié aux trottoirs de 1 à 2 millions d'euros, qui constitue une hausse significative, va permettre de traiter beaucoup plus de trottoirs et rendra les arbitrages moins douloureux.

La liste des trottoirs à envisager est arrêtée non pour les 5 ou 6 prochaines années mais bien pour les prochains mois.

Les services de l'échevinat vont mettre en place des cartes digitales qui

garantiront un suivi plus précis des travaux.

M. Tojerow aimerait disposer d'une carte sur la densité de circulation, qui indiquerait la fréquentation effective des trottoirs.

M. l'Echevin Wyngaard répond que les services communaux ne disposent pas de données statistiques en la matière, sauf pour les voiries commerçantes grâce aux études réalisées par Hub Brussels.

Mais on s'appuie sur l'expérience empirique pour considérer que s'il y a une école, des centaines de parents s'y présentent matin et soir ou que s'il y a un club de sport, sa fréquentation implique d'office une certaine densité de la circulation sur les trottoirs.

Le Conseil prend connaissance.

35 votants : 35 votes positifs.

Mondelinge vraag van de h. Tojerow : procedure en criteria voor het selecteren van de voetpaden die de komende 5 jaar gerenoveerd moeten worden

De h. Tojerow herinnert eraan dat in het driejarenplan, dat tijdens de vorige zitting van de gemeenteraad werd voorgesteld, een verhoging van het budget voor de heraanleg van de trottoirs werd aangekondigd, wat door de socialistische fractie als een positief punt werd onthaald.

Enkele dagen geleden verscheen er een artikel in de pers waarin werd vermeld welke wegen in 2025 zullen worden gerenoveerd.

Gezien de zeer grote oppervlakte van de gemeente en het aantal kilometers gemeentewegen (bijna 150) zullen er keuzes en prioriteiten moeten worden gemaakt.

Welke methode hanteert de gemeente om de betrokken wegen zo objectief mogelijk te selecteren?

In hoeverre speelt de dichtheid van de betrokken wegen - dus het gebruik ervan door een groot aantal mensen - een rol bij deze keuze?

Schepen Wyngaard antwoordt dat de gemeentediensten noodgedwongen afwegingen moeten maken op dit vlak.

Het eerste criterium dat in aanmerking wordt genomen voor renovatie is de staat van verval van de trottoirs. Schepen Wyngaard erkent echter dat er een zekere subjectiviteit kan spelen bij de beoordeling van deze staat van verval. Hoe dan ook, een trottoir dat vier of vijf jaar geleden al is gerenoveerd, wordt niet opnieuw gerenoveerd.

Er wordt ook rekening gehouden met ondergrondse leidingen. Herhaalde interventies, afhankelijk van de omstandigheden, hebben de neiging om de algemene structuur van het trottoir te verzwakken, zelfs wanneer de sleuven correct worden opgevuld, en vereisen daarom een renovatie.

Als andere criteria voor de keuze van de te renoveren trottoirs noemt schepen Wyngaard de aanwezigheid van scholen, openbare voorzieningen (sportclubs, medische centra, culturele instellingen ...), de inrichting van winkelstraten en de bevolkingsdichtheid.

De gemeentediensten letten ook meer op de soorten bomen die langs de wegen worden aangeplant om soorten te vermijden waarvan de wortels de straatstenen kunnen beschadigen.

Het noorden van de gemeente is meer aangepakt dan het zuiden omdat het dichter bevolkt is en er veel meer voetgangers op de trottoirs lopen.

Het zuiden van de gemeente wordt echter niet verwaarloosd maar er moeten wel keuzes worden gemaakt. In de Homborchwijk zijn renovatiewerken uitgevoerd aan de Hindenlaan, de Reebokjeslaan, de Reinaert de Voslaan en aan het Canteclaervoorplein en zullen er werken worden uitgevoerd aan de Gazellelaan. In de wijk Vronerode-Prins van Oranje zijn werken uitgevoerd op delen in de buurt van de school Les Eglantiers en de club Wellington.

Schepen Wyngaard verduidelijkt dat er naast de renovatie van de trottoirs ook de renovatie van de wegen van gevel tot gevel is. Wat bijvoorbeeld de Gazellelaan betreft, is het vanzelfsprekend dat de trottoirs ook worden aangepakt zodra de herinrichting van de hele laan gepland is.

Door de verhoging van het budget voor trottoirs van 1 naar 2 miljoen euro, wat een aanzienlijke stijging is, kunnen veel meer trottoirs worden aangepakt en worden de keuzes minder pijnlijk.

De lijst van trottoirs die in aanmerking komen, wordt niet voor de komende 5 of 6 jaar vastgesteld maar voor de komende maanden.

De diensten van de schepen zullen digitale kaarten opstellen om de werken nauwkeuriger te kunnen opvolgen.

De h. Tojerow zou graag een kaart hebben met de verkeersdichtheid, waarop de effectieve verkeersdruk op de trottoirs wordt aangegeven.

Schepen Wyngaard antwoordt dat de gemeentediensten geen statistische gegevens hierover beschikken, behalve voor de winkelstraten dankzij studies uitgevoerd door Hub Brussels.

Maar op basis van empirische ervaring kan worden aangenomen dat als er een school is, er 's ochtends en 's avonds honderden ouders aanwezig zijn, en dat als er een sportclub is, het aantal bezoekers automatisch een bepaalde verkeersdruk op de trottoirs met zich meebrengt.

De Raad neemt kennis.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

24.04.2025/A/0043 **Question orale de M. Lambert-Limbosch : Approche du Collège sur dossier de la gare de Linkebeek et sa suppression envisagée**

Le Conseil prend connaissance.

35 votants : 35 votes positifs.

Mondelinge vraag van de h. Lambert-Limbosch : aanpak van het College met betrekking tot het station Linkebeek en de geplande sluiting ervan

De Raad neemt kennis.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

24.04.2025/A/0044 **Question orale de M. Junqué : Propreté carrefour Van Goidtsnoven - Maréchal Joffre**

M. Junqué signale que la semaine du 14 avril dernier, des « recyparks mobiles » étaient organisés un peu partout sur le territoire communal. S'étant rendu

lui-même sur celui qui était situé rue des Cottages, M. Junqué a pu bénéficier de son excellente organisation. Il a pu y observer l'efficacité et le professionnalisme des équipes sur place et discuter avec certains agents, qui lui ont fait part du grand succès de cette initiative conjointe de la Région et de la commune. Une camionnette de la Ressourcerie, complètement remplie à 17h00, se trouvait sur place pour sauver les objets qui pouvaient l'être.

Si ce genre de dispositif est à saluer et constitue certainement une partie de la solution aux problèmes de propreté que connaissent certains endroits de la commune, force est de constater que certaines incivilités perdurent.

Le carrefour situé au croisement des avenues Van Goidtsnoven et Maréchal Joffre est certainement l'une des zones noires du territoire ucclois à ce sujet. Sur ce carrefour se trouvent une zone de collecte de vêtements et des bulles à verre dont les abords sont très souvent jonchés de déchets en tous genres : huiles, détritiques, encombrants,...

Il est vrai que la zone est systématiquement nettoyée en début de semaine et qu'après le passage des équipes, l'endroit est généralement impeccable. Toutefois, la saleté revient malheureusement très vite.

Cette zone semble être clairement identifiée par les services communaux comme une zone problématique et, en sus du nettoyage hebdomadaire systématique, des mesures de répression particulières y sont prises via des contraventions adressées sur base des caméras de surveillance.

Malheureusement, ces mesures indispensables ne suffisent pas, et il faut avouer que ce carrefour n'est pas le plus bucolique et s'apparente quelque peu à une « mer de bitume ». Selon M. Junqué, rendre cet espace plus agréable, plus convivial et plus esthétique pourrait être également une partie de la solution. En outre, ce serait l'occasion de créer un nouvel îlot de fraîcheur dans cette zone densément peuplée.

Cette zone est-elle bien identifiée comme problématique ? Des procès-verbaux sont-ils régulièrement adressés aux contrevenants ?

Un réaménagement de l'espace public pourrait-il être envisagé à cet endroit ?

M. le Bourgmestre confirme qu'il s'agit d'un secteur compliqué. Il tient à rendre hommage au travail accompli par Mme l'Echevin Gol-Lescot, qui a focalisé l'action de ses équipes sur les coins difficiles. La première opération de police consacrée à la propreté a d'ailleurs été effectuée dans cette zone.

Le problème structurel auquel cette zone est confrontée réside dans le fait que des gens font des dépôts clandestins durant la nuit et ne peuvent être identifiés sans plaque de voiture par la caméra de surveillance. Et le dispositif en place ne se fonde pas sur une caméra fixe permanente, mais il s'agit là d'un élément qui est en train d'être examiné avec la police. M. le Bourgmestre signale que des guets nocturnes vont être organisés pour prendre les contrevenants sur le fait.

Les bulles à verre enterrées, installées avec la collaboration de l'Agence Bruxelles-Propreté (ABP), ne sont pas réparables parce que l'ABP ne dispose pas des pièces de rechange pour l'instant. Des bulles aériennes ont donc été installées en attendant. Le dispositif des bulles à verre est donc aussi dans une phase transitoire compliquée.

M. le Bourgmestre partage le point de vue de M. Junqué, selon lequel l'aménagement de l'espace a une influence sur la propreté et le respect des lieux. Le quartier se porte mieux sur ce plan et les services de M. l'Echevin Wyngaard et de Mme l'Echevine De Brouwer travaillent en ce sens, en vue de constituer des espaces verts de fraîcheur et d'éviter les aménagements en dolomie.

Le Collège met donc tout en œuvre pour améliorer la situation.

Mondelinge vraag van de h. Junqué : Netheid op het kruispunt Van Goidtsnoven - Maréchal Joffre

De h. Junqué meldt dat er in de week van 14 april jl. overal in de gemeente 'mobiele recyclingparken' werden georganiseerd. De h. Junqué bezocht zelf het recyclingpark in de Landhuisjesstraat en was onder de indruk van de uitstekende organisatie. Hij kon de efficiëntie en professionaliteit van de teams ter plaatse observeren en met enkele medewerkers praten, die hem vertelden over het grote succes van dit gezamenlijke initiatief van het Gewest en de gemeente. Een bestelwagen van de Ressourcerie, die om 17 uur volledig gevuld was, stond ter plaatse om bruikbare voorwerpen op te halen.

Hoewel dit soort initiatieven toe te juichen zijn en zeker een deel van de oplossing vormen voor de reinheidsproblemen in bepaalde delen van de gemeente, moeten we toch vaststellen dat bepaalde vormen van asociaal gedrag blijven bestaan.

Het kruispunt van de Van Goidtsnovenlaan en de Maréchal Joffrelaan is in dit opzicht zeker een van de probleemzones op het Ukkelse grondgebied. Op dit kruispunt bevinden zich een kledinginzamelpunt en glascontainers en de omgeving ervan is vaak bezaaid met allerlei soorten afval: olie, huisvuil, grofvuil ...

Het is waar dat het gebied aan het begin van de week systematisch wordt schoongemaakt en dat het er na het passeren van de teams over het algemeen onberispelijk uit ziet. Helaas komt het vuil echter snel terug.

Deze zone lijkt door de gemeentediensten duidelijk als een probleemzone te worden beschouwd en naast de wekelijkse schoonmaakbeurt worden er ook specifieke repressieve maatregelen genomen in de vorm van boetes op basis van bewakingscamera's.

Helaas zijn deze noodzakelijke maatregelen niet voldoende en moet worden toegegeven dat dit kruispunt niet de meest idyllische plek is en enigszins lijkt op een "asfaltzee". Volgens de h. Junqué zou het aangenamer, gezelliger en esthetischer maken van deze ruimte ook een deel van de oplossing kunnen zijn. Bovendien zou dit een gelegenheid zijn om een nieuw stukje groen te creëren in deze dichtbevolkte zone.

Wordt deze zone wel als problematisch aangemerkt? Worden er regelmatig pv's opgesteld voor overtreeders?

Zou een herinrichting van de openbare ruimte op deze locatie overwogen kunnen worden?

De burgemeester bevestigt dat het om een moeilijke sector gaat. Hij wil hulde brengen aan het werk van schepen Gol-Lescot die de aandacht van haar teams op de moeilijke buurten heeft gericht. De eerste politieoperatie rond reinheid vond trouwens in deze buurt plaats.

Het structurele probleem waarmee deze zone te kampen heeft, is dat mensen 's nachts illegaal afval storten en zonder kentekenplaat niet door de bewakingscamera's kunnen worden geïdentificeerd. Het huidige systeem is niet gebaseerd op een vaste camera maar dit wordt momenteel samen met de politie onderzocht. De burgemeester meldt dat er nachtwachters zullen worden ingezet om overtreeders op heterdaad te betrappen.

De ondergrondse glascontainers, die in samenwerking met het Agentschap Net Brussel (ANB) zijn geplaatst, kunnen niet worden gerepareerd omdat het ANB momenteel niet over de nodige reserveonderdelen beschikt. In afwachting daarvan zijn er bovengrondse glascontainers geplaatst. De glascontainers bevinden zich dus in een moeilijke overgangsfase.

De burgemeester deelt het standpunt van de h. Junqué dat de inrichting van de

ruimte van invloed is op de reinheid en het respect voor de omgeving. De wijk doet het op dit vlak beter en de diensten van schepen Wyngaard en schepen De Brouwer werken hieraan om frisse groene zones aan te leggen en het gebruik van dolomiet te vermijden.

Het college stelt dan ook alles in het werk om de situatie te verbeteren.

De Raad neemt kennis.

35 stemmers : 35 positieve stemmen.

Levée de la séance à 22:22

Opheffing van de zitting om 22:22

La Secrétaire communale,
De Gemeentesecretaris,

Le Président,
De Voorzitter,

Laurence Vainsel

Daniel Hublet